



Dialogues et diversités francophones

X210931

Dialogues et diversités francophones

Actes du colloque du 20 septembre 2013, organisé à l'occasion
de l'inauguration du Centre universitaire francophone
de l'Université de Szeged

Réalisé par l'Institut des études internationales et régionales
de l'Université de Szeged.

SZTE Klebelsberg Könyvtár



J001097609



X 2 1 0 9 3 1

Dialogues et diversités francophones

Goldpress Nyomda Kft.
Szeged • 2014

Relecture et rédaction: Carine Guémar et Andrea Gyivicsán

ISBN: 978-963-306-273-9

ISSN: 2064-4639

**Nyomdai kivitelezés:
Goldpress Nyomda Kft.**

Table des matières

Carine Guémar – Préface	7
Vincent Delcorps – La diplomatie belge : histoire d'un insoutenable bastion francophone.....	9
Hervé Ondoua – Jacques Derrida et la déconstruction de l'identité de la francophonie et du territoire	20
Davit Grigoryan – Importance de l'intégration européenne pour les pays du Caucase du Sud	28
Jonathan Broutin, Sercan Alabay – La notion d'interactivité dans la mise en pratique de la démarche actionnelle : Cas du système de tableau numérique interactif et des tablettes tactiles	37
Natalia Moghilda, Daniela Bularda – La francophonie dans l'espace publique et médiatique. Etude de cas: la Roumanie et la Moldavie.....	50
Ákos Bence Gát – Duel Amical : pour la citoyenneté européenne à travers le pluralisme d'idées et le débat respectueux	56
Andreea-Cristina Kispal, Ene Andreea Mădălina – Plus de dialogues francophones, plus d'Europe. Plus d'Europe, plus de dynamique des gens qui les aide à mieux se comprendre	60
Réka Pálfi, Sebastien Ingé – Les échanges culturels franco-hongrois dans le cadre de la francophonie	69
Le Bich Ngoc – Perspective des classes bilingues au Vietnam	75
Anett Erzsébet Gácsi – Remarques sur la procédure particulière relative à l'accusé absent.....	82
Carine Guémar – L'unité européenne : entre développement économique et recherche identitaire ? Le songe d'une histoire européenne	95
Péter Kruzsliz – L'évolution de la théorie de souveraineté en France.....	106

Préface

Szeged est au cœur de la francophonie. Nous croyons fermement à la coopération des différents acteurs francophones de la région pour permettre la réalisation de projets ambitieux mais également porteurs de très belles perspectives d'avenir pour la région d'Europe centrale et orientale. Les dialogues et la diversité sont les clés de compréhension d'un monde qui change, qui évolue, qui s'unit.

La francophonie a été sans nul doute le fil conducteur de cette rencontre universitaire réunissant une quinzaine d'étudiants de la région d'Europe centrale et orientale mais également par delà les frontières européennes. Le succès de l'appel à contribution nous a conforté dans notre projet de réunir des universitaires, étudiants et jeunes chercheurs venant de chaque coin d'Europe et d'ailleurs. Le choix du sujet nous est paru plus qu'évident à une époque où nous nous questionnons sur l'union, l'unification culturelle, la diversité. La volonté originelle de cet événement a été de faire dialoguer des personnes venant de tous horizons sur des sujets divers afin qu'ils puissent partager leur expérience de la francophonie dans sa plus grande diversité.

Organisée dans le cadre de la rentrée solennelle du Centre universitaire francophone unissant la Faculté de droit et de sciences politiques, la Faculté de lettres ainsi que l'Institut des études internationales et régionales de l'Université de Szeged, le 20 septembre 2013 a été une date marquant la célébration de la francophonie universitaire à Szeged et préfigurant la constitution d'une Université francophone au cœur de l'excellence universitaire. Cette inauguration solennelle a réuni de hautes personnalités francophones telles que Mme Katalin Novák, Commissaire ministérielle chargée des affaires francophones mais également M. János Martonyi, Ministre des affaires étrangères ou encore M. László Trócsányi, Professeur des universités et Ambassadeur de Hongrie à Paris ainsi que les responsables des universités partenaires. De nombreux événements ont été organisés lors de ces rencontres dont un concours pour les classes des lycées bilingues hongrois « Sur les traces de la francophonie », faisant vivre la francophonie et réunissant des lycéens francophones représentant l'avenir de la valorisation de la langue française dans la région.

Le présent colloque organisé autour du thème « Dialogues et diversités francophones » a ainsi permis la rencontre entre étudiants de Master et jeunes chercheurs de différentes universités valorisant la francophonie dans la région. Nous remercions la Faculté de lettres qui nous a permis d'organiser ce présent événement dans ses locaux ainsi que les personnes ayant accompagnées les étudiants dans leur présentation, M. Géza Szász, vice doyen et directeur du Département de français et plus particulièrement Monsieur le Doyen Sándor Csernus qui a eu la générosité d'inaugurer cette rencontre. Nous remercions également les Universités ayant participé à cette

rencontre : l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, l'Université de Bucarest, l'Université d'Arménie mais également l'Université de Uluday en Turquie ou encore l'Université de Yaoundé de Cameroun 1 et l'Université de Szeged pour la richesse et la pertinence des interventions.

Les sujets présentés ont mis en lumière la diversité des sciences sociales permettant de mettre en communion des thématiques traitant tant de la dimension diplomatique de la langue française avec un sujet présentant l'histoire de la langue française dans la diplomatie belge ou encore l'apprentissage de la langue française au Vietnam. L'angle sociologique a également été abordé avec le thème de l'identité francophone d'une part et de l'intégration européenne dans les pays du sud du Caucase d'autre part. Chacun a pu apporter sa vision de la francophonie dans son domaine d'expertise : expérience, partage, échanges, aspects culturels et universitaires ou encore juridiques, cette thématique liée aux dialogues et à la diversité a permis sans contester d'aborder des thèmes aussi divers et enrichissants et pour les étudiants et pour les universitaires avec une toute grande liberté d'intervention et d'interaction entre l'assistance et les intervenants.

Nous sommes donc honorés de vous présenter les travaux liés à cette rencontre inaugurant une série d'autres coopérations universitaires pour l'avenir. L'Institut des études internationales et régionales de l'Université de Szeged est très heureux de voir ces actes du colloque réunis dans cet ouvrage et nous réitérons nos vives remerciements aux intervenants et aux différents contributeurs pour la réalisation de ce très beau projet. Les organisateurs du colloque et les rédacteurs du présent ouvrage vous souhaitent une très bonne lecture et des idées bien constructives.

Carine Guemar
Organisatrice

Vincent Delcorps¹

La diplomatie belge : histoire d'un insoutenable bastion francophone

Quel que soit son sujet d'études, celui qui s'intéresse à l'histoire de Belgique est très souvent confronté à la problématique linguistique. Ainsi a-t-on parfois l'impression que tout est linguistique en Belgique. Un indice : sur les 1438 pages que compte la *Nouvelle Histoire de Belgique*, parue en 2011,² les mots « langue » et « linguistique » apparaissent à 624 reprises, soit une fois toutes les 2 à 3 pages. Relevons que le qualificatif « linguistique » est tour à tour associé à des mots tels que « revendication », « tension », « exaspération », « séparation », « scission », voire même « fanatisme » ou « tyrannie ».

Nous commencerons par dresser une rapide synthèse de l'histoire du pays, en mettant en évidence le poids du facteur linguistique et en tentant de comprendre l'origine de son acuité. Nous nous intéresserons ensuite à un cas d'étude particulier, celui de la diplomatie. Nous terminerons notre étude en tirant quelques conclusions.

Au commencement étaient les langues

Lorsque la Belgique acquiert son indépendance en 1830, ses dirigeants optent pour un État essentiellement unitaire et centralisé.³ Ils décident également de choisir une seule langue officielle : le français. Et pourtant, la situation linguistique du jeune État est (déjà) complexe.⁴ Sur le terrain, différentes langues sont parlées : le français, le néerlandais, bien sûr, mais encore nombre de dialectes flamands, wallons et allemands. Le choix du français s'avère cependant logique : c'est la langue des élites, d'ailleurs parlée au Sud comme au Nord du pays. En outre, d'un point de vue culturel, la bourgeoisie belge est fortement tournée vers Paris. Enfin, le français est la langue des relations internationales. Quant au néerlandais, Guillaume II n'est pas parvenu à l'imposer comme une langue standard en Flandre. A présent, il apparaît surtout comme la langue de l'ennemi... Au contraire du français : symbole de la lutte pour l'indépendance nationale, il doit à présent participer à la formation d'une nation.

¹ Université catholique de Louvain-la-Neuve, Belgique.

² Michel Dumoulin, Vincent Dujardin, Emmanuel Gerard et Mark Van den Wijngaert, *Nouvelle Histoire de Belgique*, Le Cri, 2011

³ Voir à ce sujet Els Witte, « La Construction de la Belgique. 1828–1847 », dans Michel Dumoulin, Vincent Dujardin, Emmanuel Gerard, Mark Van den Wijngaert (dir.), *op. cit.*, vol. 1, p. 97–100.

⁴ Voir le chapitre « Langue et nation » dans E. Witte, *op. cit.*, p. 159–161.



Dans les faits, ce choix implique diverses conséquences. L'ensemble des lois ne seront publiées qu'en français. C'est dans cette seule et unique langue que fonctionneront encore la justice, l'enseignement et l'administration. Pour obtenir un emploi ou monter dans les grades, la maîtrise du français se révèle être une condition *sine qua non*. Mais dès le départ, des voix se font entendre en vue d'améliorer le statut réservé au néerlandais. C'est le début d'un long combat, jamais achevé, et qui va profondément modeler l'histoire de la Belgique.

La langue se situe donc au cœur des premières revendications du mouvement flamand. Dès 1840, dans un pétitionnement, 13.000 personnes réclament l'utilisation du néerlandais dans l'enseignement, l'administration et la justice flamands. Mais le texte est largement ignoré par les classes dirigeantes. Dans les décennies qui suivent, émerge l'image d'une Flandre linguistiquement opprimée. Force est toutefois de reconnaître qu'avant d'être communautaire, le clivage est d'abord social. Le peuple se plaint surtout de la précarité de sa situation socio-économique. Quant au français, il est surtout la langue des dominants, qu'ils soient wallons, bruxellois ou flamands.⁵

Des premières « lois linguistiques » sont votées en 1873 et 1878. Elles règlent l'usage du néerlandais dans la justice et dans les actes administratifs de l'État central. Dorénavant, une brèche est ouverte dans le principe d'un État – et d'un territoire – parfaitement unilingue. En 1893, une nouvelle étape est franchie : le suffrage universel est accordé, tempéré par le vote plural. Ce changement incite les responsables politiques à s'intéresser au peuple. Le parti catholique se tourne tout particulièrement vers la Flandre.⁶ Cinq ans plus tard, on vote la loi d'égalité : dorénavant, les lois seront promulguées dans les deux langues.

L'image d'une Flandre opprimée sort renforcée des tranchées de la Première Guerre mondiale. Après 1918, les revendications et le nationalisme se renforcent. On entend des premiers cris anti-belges. C'est le début de l'affrontement entre deux nationalismes, le flamand et le belge. La langue française est encore parlée en Flandre, surtout dans les villes. Mais à la fin des années 1920, on commence à parler d'une « minorité francophone »...

Dans les années qui suivent, de nouvelles avancées législatives sont à signaler. En 1921 et en 1932, des lois sont votées concernant l'emploi des langues en matière administrative. Dorénavant, les services administratifs seront unilingues partout – néerlandais au Nord, français au Sud – sauf à Bruxelles, où ils seront bilingues. Le texte de 1932 ajoute : « Pour les administrations centrales de l'État il sera observé un juste équilibre

⁵ Jean Stengers et Eliane Gubin, *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, t. 2 : *Le grand siècle de la nationalité belge*, Bruxelles, Racine, 2002, p. 63-68.

⁶ J. Stengers, E. Gubin, *op. cit.*, p. 103-104.

dans le nombre des emplois réservés aux candidats de chaque groupe linguistique ». ⁷

Pour l'administration publique, la loi de 1932 constitue un tournant. C'est à partir de ce moment qu'on voit apparaître un nombre croissant de fonctionnaires flamands dans les cadres des administrations belges. ⁸ Le phénomène s'accroîtra encore après la guerre. Toutes les administrations sont concernées. Et pourtant, un département fait de la résistance : le ministère des Affaires étrangères. Durant longtemps, il prétend qu'il n'est pas concerné par les prescriptions de la loi linguistique. Au final, il devra en payer le prix fort...

Un bastion francophone

Dès le XIX^e siècle, la question linguistique s'invite aux Affaires étrangères. Au départ, la raison est essentiellement pratique : des citoyens de langue flamande se plaignent de ne pouvoir être compris dans leurs contacts avec les postes belges à l'étranger. Dès 1858, certains suggèrent d'inclure, dans les conditions d'accès à la carrière diplomatique, l'exigence d'une connaissance approfondie du néerlandais. ⁹ Mais le ministère n'est pas enthousiaste. Durant des décennies, il va résister. Il utilise pour cela différents arguments. D'une part, il prétend que, dans chaque légation, il veille à nommer au moins une personne des provinces flamandes. Il insiste encore sur le fait que le français est la langue de la diplomatie. Autrement dit : la connaissance du néerlandais ne servirait pas à grand-chose pour les agents du service extérieur. Pire même, il compliquerait un recrutement déjà malaisé. Les rangs des Affaires étrangères se composent essentiellement d'aristocrates et de grands bourgeois fortunés. Tous francophones. Durant longtemps, le milieu diplomatique belge se montre donc très peu sensible aux revendications linguistiques. ¹⁰

En 1897, un arrêté royal prévoit que, dorénavant, le jury tiendra compte « aux récipiendaires des justifications qu'ils seraient à même de fournir quant à la connaissance d'autres langues ». ¹¹ En clair : le néerlandais est mis sur le même pied qu'une quelconque autre langue étrangère.

Le problème ressurgit régulièrement. Au ministère, on ne fait preuve que de très légères ouvertures. Et moins pour la carrière diplomatique que pour la – moins prestigieuse – carrière consulaire. En 1910, l'administration mène ainsi une enquête visant à connaître les réelles compétences linguistiques des

⁷ Loi du 29 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative (*Moniteur belge* du 28 juin 1932).

⁸ André Molitor, *L'administration de la Belgique*, CRISP, 1974, p. 32.

⁹ Raoul Delcorde, Claude Roosens, *La carrière diplomatique en Belgique*, Louvain-la-Neuve, 1985, p. 26-27.

¹⁰ Raoul Delcorde, *Les diplomates belges*, Wavre, Mardaga, 2010, p. 123.

¹¹ Cité dans R. Delcorde, C. Roosens, *La carrière diplomatique en Belgique*, Louvain-la-Neuve, 1985, p. 26-27.

agents consulaires. De même, en 1912, pour la première fois, le *Moniteur belge* publie également en néerlandais le questionnaire servant de base à l'examen commercial destiné aux candidats consuls.

Ce n'est que durant l'Entre-deux-guerres, dans la foulée des lois de 1921 et 1932, que l'on va assister à des changements plus significatifs. En 1921, un arrêté royal prévoit, pour les concours diplomatique et consulaire, une épreuve portant sur la langue flamande. Il faudra attendre quelques années pour que l'examen soit effectivement organisé. Cette nouvelle étape est censée donner plus de poids à la langue néerlandaise. Dans les faits, les progrès sont particulièrement lents. En 1933, le service du Personnel demande à connaître, parmi les agents du service extérieur attachés à l'Administration centrale, le nombre de ceux qui connaissent « correctement » le néerlandais. Réponse : un seul individu.¹² Relevons encore que même dans ses relations avec la légation de Belgique à la Haye ou le ministère néerlandais des Affaires étrangères, Bruxelles utilise le français. Ce qui provoque notamment quelque bruit au Parlement...¹³

Une nouvelle étape est franchie en 1937 : dorénavant, le concours sera organisé dans les deux langues. Les candidats flamands pourront donc présenter leur épreuve en néerlandais. Ils devront toujours toutefois présenter l'épreuve du style diplomatique en français...

La résistance des francophones (1945–1961)

Dans les années qui suivent la fin de la guerre, la situation linguistique du ministère revient de plus en plus fréquemment à l'ordre du jour. Il est intéressant, à cet égard, de se plonger dans les débats parlementaires qui ont lieu annuellement, à l'occasion du vote du budget du département. En 1949, le député social-chrétien flamand Gerard Van den Daele évoque la loi de 1932 et réclame une augmentation du budget du ministère afin de permettre d'établir la parité linguistique¹⁴. La solution qu'il propose consiste à intensifier le recrutement d'agents néerlandophones et à favoriser leur promotion. Écoutons Van den Daele, qui s'exprime en néerlandais :

*« Le français est une langue diplomatique; c'est exact et ce n'est guère contesté. Mais cela ne justifie pas, pour les Flamands, que l'équilibre ne soit pas pratiqué au ministère des Affaires étrangères. (...) Un Flamand a le droit, lorsqu'il séjourne à l'étranger, d'être compris dans sa propre langue par les agents diplomatiques et consulaire belges, ce qui n'est absolument pas le cas à l'heure actuelle. »*¹⁵

¹² Vincent Delcorps, Vincent Dujardin, Anne-Sophie Gijs, *Partis II (1914–1945)*, dans Rik Coolsaet, Vincent Dujardin et Claude Roosens, *Histoire du ministère des Affaires étrangères* (à paraître).

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Annales Parlementaires de la Chambre des Représentants (APC)*, 25 janvier 1949, p. 16.

¹⁵ *APC*, 25 janvier 1949, p. 16.

Entre 1939 et 1949, c'est le socialiste Paul-Henri Spaak qui est ministre des Affaires étrangères. Dans ses propos, il fait preuve d'une certaine ouverture. La réponse qu'il adresse au député Van den Daele en atteste :

*« Dans ces affaires, je fais le plus grand effort de compréhension possible, et j'avoue que pour ma part, je le fais assez facilement, car je suis un de ces Belges qui aiment autant les Flamands que les Wallons et les Wallons que les Flamands. En l'occurrence, il est plutôt favorable d'être Bruxellois et de pouvoir examiner tout cela sans aucune passion sentimentale. »*¹⁶

Il n'est pas inintéressant d'observer la manière dont Spaak se profile : il dit n'être ni flamand, ni wallon, mais bruxellois. D'après lui, ce statut lui permettrait d'être plus sensible à la problématique communautaire. En théorie, cela pourrait être vrai. Mais dans les faits, ce n'est pas le cas. Spaak est peut-être bruxellois mais il ne comprend pas le néerlandais. Et il perçoit difficilement la profondeur de la revendication flamande. Tandis que la Flandre réclame d'être traitée équitablement et d'avoir son mot à dire sur la scène internationale, Spaak prend le temps de rendre hommage à la langue française :

*« Nous sommes en présence d'une langue qui a été, jusqu'à la fin de la guerre, la langue diplomatique que tous les pays employaient. Cette langue était une grande langue de circulation diplomatique. (...) la langue française ayant été ce qu'elle a été, les diplomates s'honorent de l'employer. La connaissance du français aux Affaires étrangères – c'est cela que je voudrais vous faire comprendre – ce n'est pas une question qui peut être enfermée dans le cadre de nos lois linguistiques. Savoir le français aux Affaires étrangères, c'est tout à fait aussi nécessaire que de connaître l'histoire et la géographie. »*¹⁷

Le député social-chrétien Albert De Vleeschauwer, un Flamand, s'exprime un peu plus tard :

*« Afin que le ministre des Affaires étrangères n'ait pas besoin d'un traducteur linguistique, le Flamand que je suis parlera français. Je m'excuse d'avance auprès de mes collègues d'expression française si mon français n'est pas tout à fait parfait. Je souhaiterais qu'ils parlent le néerlandais comme je parle leur langue. »*¹⁸

En 1949, le social-chrétien Paul van Zeeland succède à Spaak aux Affaires étrangères. Plus encore que sur son prédécesseur, d'importantes pressions s'exercent sur le nouveau ministre, particulièrement parce que l'aile flamande de son parti est très sensible à la question linguistique.

Dans le même temps, au département, si certains semblent toujours convaincus que le ministère n'est pas tenu au respect de la loi linguistique, d'autres prennent de plus en plus conscience qu'un problème se pose. En

¹⁶ APC, 25 janvier 1949, p. 20.

¹⁷ APC, 25 janvier 1949, p. 20.

¹⁸ APC, 25 janvier 1949, p. 24.

janvier 1950, un directeur du ministère rédige une note sur le problème linguistique. Les constats sont durs : la loi prescrit la tenue de deux rôles linguistiques, la désignation d'adjoints linguistiques et la prise en compte du critère linguistique dans les promotions et nominations. Or, le ministère ne respecte aucune de ces mesures.

*« Il est hors de doute que si à l'époque des mesures même mitigées avaient été prises, l'administration ne se trouverait pas devant les grandes difficultés qu'elle rencontre actuellement et qui sont de nature à provoquer non seulement des doléances, mais également des revendications parfois exagérées de la part de la presse flamande. »*¹⁹

On observe une évolution. Début 1950, le ministre est amené à procéder à la nomination d'un nouveau directeur général à la Chancellerie ; il choisit un Flamand. Il semble que le rôle linguistique du candidat ait joué un rôle déterminant.²⁰ Quelques années plus tard, un autre poste de directeur général est vacant. Pour le conseil de direction, unanime, c'est (à nouveau) un Flamand qu'il convient de nommer.²¹ Au gouvernement, Paul van Zeeland explique les efforts qu'il accomplit. « Malheureusement, il y a, actuellement, très peu d'éléments flamands susceptibles de bénéficier de cette politique »,²² explique-t-il.

Le socialiste Paul-Henri Spaak est de retour aux Affaires étrangères entre 1954 et 1957. A nouveau, sa présence donne lieu à quelques vifs débats au Parlement. « Les Affaires étrangères sont le département où l'on a le moins l'impression que la Belgique est un pays bilingue »,²³ constate le flamand Fayat, également socialiste. Mais comment résoudre la situation ? « Faut-il tuer les agents d'expression française ? »,²⁴ n'hésite pas à demander le député et militant wallon Simon Paque.

Spaak n'est pas plus inspiré. Certains souhaitent le recrutement massif de plusieurs dizaines d'agents flamands ; le ministre s'y oppose. Il s'oppose aussi à la possibilité de recruter, annuellement, un nombre plus élevé de Flamands que de francophones. « Je ne crois pas que ce soit là une mesure qui fera en Flamands un effet fantastique »,²⁵ justifie-t-il. Spaak suggère dès lors... de ne rien faire. Et conclut : « je ne crois pas qu'il faille continuer à interpellier chaque année sur ce sujet »,²⁶

Evidemment, le débat n'est pas clos. Surtout qu'un nombre croissant de postes diplomatiques et consulaires réclament l'adjonction d'agents néerlandophones, pour pouvoir traiter les dossiers concernant des Flamands. En 1958, le social-chrétien wallon Pierre Wigny prend la tête de

¹⁹ Service Publié Fédéral des Affaires étrangères (SPFAE), 14.460, Note de Verspecht pour Monsieur Delvaux de Fenffe, Bruxelles, 20 janvier 1950

²⁰ SPFAE, 14.177, Procès-verbaux du conseil de direction, 4 février 1950

²¹ SPFAE, 14.177, Procès-verbaux du conseil de direction, 12 août 1953

²² Procès-verbaux du Conseil des ministres (PVCN), 4 mai 1951

²³ APC, 23 mars 1955, p. 9.

²⁴ APC, 23 mars 1955, p. 7.

²⁵ APC, 23 mars 1955, p. 15.

²⁶ APC, 23 mars 1955, p. 15.

la diplomatie belge. Dès la première réunion du gouvernement, son collègue Segers l'interpelle sur « la nécessité de respecter l'équilibre entre flamands et wallons dans les organismes dépendant de son département ».²⁷ Mais Wigny semble décidé à faire évoluer la situation. « Les Flamands ont raison de se plaindre d'un déséquilibre trop grand, écrit-il dans ses carnets personnels. Ce n'est pas seulement une question de langue, mais aussi de représentation des deux parties du pays ».²⁸ En nommant un chef de cabinet flamand, il pose d'ailleurs un premier geste fort... Pour le reste, il tente de veiller à un certain équilibre dans les nominations. Des progrès se manifestent d'ailleurs : dans la carrière intérieure, l'équilibre est pratiquement atteint. La situation des services extérieurs est plus complexe. A la suite de l'indépendance du Congo, Wigny envisage, pour y remédier, le recrutement de vingt anciens agents coloniaux néerlandophones dans les rangs de la diplomatie.²⁹

Le projet fait l'objet de nombreuses contestations, y compris dans le camp flamand. De toute façon, épuisé par la dramatique indépendance du Congo et la grève de l'hiver 60-61, le gouvernement tombe bientôt. Wigny s'en va. Spaak est de retour. Mais cette fois il n'est plus seul. Dans le gouvernement de Theo Lefèvre, il doit partager son portefeuille avec un ministre adjoint aux Affaires étrangères, qui n'est autre que le socialiste flamand Hendrik Fayat, très sensible à la question linguistique. D'ailleurs, l'une des missions qu'il se voit octroyer consiste, précisément, à rétablir l'équilibre dans les services extérieurs des Affaires étrangères.

D'un déséquilibre à l'autre

Le contexte a changé. Affaibli après la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement flamand a repris de la vigueur et s'est endurci. Dans les années soixante, il remporte de nouvelles victoires. Le flamand s'impose de plus en plus dans la vie publique et politique. Au conseil des ministres, on commence à parler néerlandais. En 1967, la traduction néerlandaise de la Constitution reçoit (enfin !) la même valeur que la version française. Un an plus tard, les Flamands chassent les francophones de l'université catholique de Louvain.

Dans ce climat, Paul-Henri Spaak ne peut plus résister. Surtout qu'à ses côtés, Fayat est à l'œuvre. Attardons-nous un instant sur lui. En mai 1958, il crée la sensation au Conseil de l'Europe en s'y exprimant non pas en français mais en anglais – ces deux langues étant les langues officielles de l'instance. L'affaire est largement commentée dans la presse belge.³⁰

²⁷ PVMC, 27 juin 1958

²⁸ Fonds Pierre Wigny, notes de Wigny, 13, 14 et 15 mars 1959

²⁹ SPFAE, 18.891, Wigny à Lilar, Bruxelles, 19 août 1960

³⁰ AMSAB, Archief Hendrik Fayat, 238, « Minister Fayat versmaadt de taal van Racine. Eerste Belg die Engels sprak » (*De Standaard*, 1er mai 1958) ; « Een Belg sprak Engels te Straatsburg » (*Het Laatste Nieuws*, 2 mai 1958) ; « Fanatisme linguistique » (*La Libre Belgique*, 1er mai 1958).

Pour le journal francophone *La Libre Belgique*, il faut y voir une preuve de « fanatisme linguistique ». Pour Fayat, il s'agit de montrer que tous les français n'est pas la langue de tous les Belges. Et de s'adapter à l'évolution de la situation internationale et de la place de l'anglais sur celle-ci.

A présent, Fayat prépare deux projets de loi. Le premier vise la création de rôles linguistiques distincts dans la carrière diplomatique. Le second est plus controversé. Il consiste à procéder au recrutement exceptionnel de cinquante agents flamands dans la carrière diplomatique. Particularité : ces agents ne devraient répondre aux conditions ordinaires d'admissibilité et devraient présenter un concours allégé. De plus, ils accèderont directement à des grades élevés de la carrière.

Cette deuxième mesure, particulièrement, suscite d'innombrables réactions. Au sein du ministère, tout d'abord. Le secrétaire général, le francophone Jean van den Bosch voit dans le projet un facteur qui « compromettrait le bon fonctionnement de [ses] Services extérieures ».³¹ Il faut dire que, s'il est très à l'aise en anglais, l'homme qui se trouve à la tête de l'administration ne parle pas le néerlandais... Des protestations proviennent aussi des stagiaires reçus au ministère en 1956. Ils doivent à présent présenter leur examen commercial, étape préalable à l'admission définitive. Les 12 hommes sont choqués par l'idée d'un recrutement spécial : ils en viennent à menacer de ne pas présenter l'examen... Mais ils devront s'incliner.

Dans la presse et au Parlement, les critiques affluent aussi. On relève notamment le caractère anticonstitutionnel du texte, soulevé par le Conseil d'Etat. Mais au final, la volonté politique est la plus forte. La loi est votée. Ses effets devront être prolongés à deux reprises, afin de remplir le contingent prévu de cinquante unités. L'intégration de ceux qu'on va appeler les « Fayat-boys » ne sera pas toujours aisée au sein de la diplomatie belge.

Dans la foulée, d'autres textes sont signés. L'un d'eux va ainsi offrir aux agents qui le souhaitent de pouvoir quitter la carrière extérieure avant l'âge de la pension, dans des conditions financières particulièrement avantageuses.³² Le but est évidemment d'accélérer l'instauration de l'équilibre linguistique. Ce qui est d'autant plus nécessaire qu'un autre texte impose que la direction des postes à l'étranger soit équitablement répartie entre agents des deux rôles à l'échéance 1968.³³ Au Parlement, à nouveau, les réactions sont vives : « ces lois (...) rappellent la législation raciale mise en œuvre par le gouvernement de Vichy au début de l'automne 1940 et dirigées contre les fonctionnaires israéliques »,³⁴ condamne le FDF Victor Laloux.

³¹ SPFAE, 18.914 (1), Note de van den Bosch au Ministre, 21 septembre 1961

³² Arrêté portant des dispositions particulières relatives à la mise en disponibilité des agents de la carrière du Service extérieure du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, signé le 13 octobre 1965 (*Moniteur belge* du 15 octobre 1965).

³³ Loi sur l'emploi des langues en matière administrative, 2 août 1963 (*Moniteur belge* du 22 août 1963).

³⁴ APC, 26 avril 1966, p. 33.

Pour les Affaires étrangères, ce sont des années difficiles. L'ensemble des nominations et promotions doivent tenir compte de délicats équilibres linguistiques. Une autre difficulté surgit lorsque le conseil d'Etat invalide certaines nominations d'agents n'ayant pas présenté l'examen de seconde langue. Ce sont, pour la plupart, des agents entrés avant la guerre. Certains d'entre eux, qui occupent parmi les postes les plus prestigieux de la carrière, seront soumis à l'obligation de présenter une épreuve orale quelque peu humiliante à certains égards. « En réalité, ce ne fut pas seulement un examen, ce fut aussi un guet-apens, se souvient le diplomate Freddy Cogels dans ses mémoires. J'eus affaire à un jeune professeur de langues de Louvain qui, aussitôt, fit de la provocation. Il commença par se moquer de ma famille, de la vanité que procure la carrière, etc. Je gardai difficilement mon sang-froid, évitant de réagir trop fort. »³⁵

L'important nombre de diplomates francophones contraints de rester à l'administration centrale constitue aussi une difficulté pour le département, et son nouveau chef, Pierre Harmel. En 1966, celui-ci crée un « service diplomatique » qui a notamment pour objet d'aider les agents qui le souhaitent à trouver une « carrière de rechange ». Le bilan du service sera maigre : peu d'agents y feront appel et très peu d'agents trouveront des perspectives enthousiasmantes hors du département.³⁶ Relevons que les diplomates français en poste à Bruxelles durant cette époque suivent de très près l'évolution de la situation linguistique de la diplomatie belge. En 1961, l'ambassadeur français craint de ne plus trouver à l'avenir, dans les postes belges, « la même compréhension, la même compétence et la même intimité ». ³⁷ En 1973, lorsque le Flamand Renaat Van Elkslande prend la tête des Affaires étrangères, le Quai d'Orsay redoute que cette désignation place « la diplomatie belge sous l'influence d'autres formes de pensée que les nôtres et rendra peut-être le dialogue plus difficile ». ³⁸

Au début des années 1970, l'équilibre linguistique est atteint dans les postes à l'étranger. Les critiques flamandes n'ont pas disparu pour autant. Certains milieux prétendent qu'en politique extérieure, le pouvoir de décision demeure dans les mains d'une bande de « francophones sociaux-chrétiens, très doués, nobles, riches et réactionnaires ». ³⁹ Relevons au passage que, comme au départ, le facteur linguistique se double d'un facteur social. Dans une certaine mesure, le combat linguistique sera, durant longtemps, un combat pour l'égalité et la démocratie.

³⁵ Freddy Cogels, *Souvenirs d'un diplomate. Du gâteau avec les duchesses ?*, Bruxelles, 1983, p. 260.

³⁶ SPFAE, 15.967, Note de Stevens pour Monsieur le Ministre, Bruxelles, 31 décembre 1969

³⁷ Archives du ministère des Affaires étrangères français (AMAEF), Europe-Belgique, 1961-1970, Série 11, sous-série 1, dossier 5, Bousquet au ministre des Affaires étrangères, Bruxelles, 28 juillet 1961

³⁸ AMAEF, Europe-Belgique, 1971-1976, Série 11, sous-série 1, dossier 6, Note de la direction d'Europe occidentale, Paris, 19 février 1973

³⁹ *Knack*, 30 octobre 1985, p. 17.

Entre-temps, le déséquilibre s'est pourtant inversé dans la carrière, notamment par suite du départ à la pension des nombreux francophones recrutés à l'aube et au lendemain de la guerre. Mais aussi parce que la carrière peine à attirer des candidats (francophones, mais aussi néerlandophones) de qualité. Dans ce contexte, Leo Tindemans, ministre des Relations extérieures entre 1981 et 1989, commande une étude sur le déséquilibre linguistique. Celle-ci est confiée à André Molitor, spécialiste de l'administration et ancien chef de cabinet du roi Baudouin. En juillet 1984, il remet son travail. Et dresse le bilan : la carrière diplomatique se compose de 215 néerlandophones pour 180 francophones. Parmi les solutions qu'il propose, figure l'idée d'un recrutement spécial de diplomates francophones. Un concours-Fayat bis-inversé. L'idée ne sera toutefois pas retenue par les responsables du département. Les Affaires étrangères accepteront par contre de recruter chaque année un nombre plus élevé de francophones. Conjuguée à une plus grande collaboration avec les universités, cette mesure finira par porter du fruit. Dans la fin des années 1990, la carrière diplomatique retrouvera un équilibre entre agents des deux rôles.

Conclusions

Au terme de ce parcours, nous souhaiterions dresser trois constats.

En forçant légèrement le trait, nous pourrions dire que la situation de la diplomatie belge ressemble à l'histoire de l'État belge. Unilingues au départ, ils ont tous deux été contraints d'accomplir une mue linguistique. Ce processus s'est fait de manière conflictuelle, dans une perpétuelle confrontation entre partisans du changement et défenseurs de l'ordre établi. Il connut des périodes d'accalmie et des coups d'accélérateur. Dans les deux camps, indubitablement, on observe tout à la fois des revendications légitimes et des prétentions excessives.

Deuxième élément : insistons précisément sur l'esprit de résistance qui, si longtemps, a habité la carrière diplomatique et ses responsables. C'est, en partie, à lui que l'on doit le caractère de moins en moins mesuré des revendications flamandes. Plus les francophones résistent, plus les Flamands demandent. Au final, le recrutement exceptionnel de 50 candidats est une mesure anticonstitutionnelle, aux effets négatifs pour l'efficacité et l'esprit de corps de la carrière. Elle ne contentera pas grand monde. Mais elle s'imposait alors comme un mal nécessaire. Ciblons particulièrement le comportement de Paul-Henri Spaak, la personnalité politique belge qui, durant la deuxième moitié du XX^e siècle, aura le plus grand prestige sur la scène internationale. L'homme a cru pouvoir repousser un mouvement qui était pourtant inéluctable. Il n'a pas saisi l'air du temps. Relevons que, parvenu au terme de sa carrière politique, Spaak manifesterait son soutien au FDF, un parti communautaire attaché à la défense des droits des francophones.

Concluons avec la langue. Au départ, le combat est vraiment linguistique. Si les diplomates ne parlent pas néerlandais, ils ne peuvent répondre à leurs concitoyens du Nord dans leur langue. C'est un problème pratique, bien réel. La dimension purement linguistique du conflit rejaillira régulièrement. En 1985, le sénateur Jean-Emile Humblet compare le poids du néerlandais à celui du français : « je rappelle que, pour le concours diplomatique, quand les Flamands subissent un examen sérieux en français, il s'agit là d'une des langues de l'OCDE, de l'ONU et de la langue officielle d'une trentaine d'Etats de par le monde ; ce n'est pas le cas quand nous, francophones, subissons un examen sérieux en néerlandais. »⁴⁰ Mais force est de constater que le combat n'est pas seulement linguistique. Les Flamands ne veulent pas seulement être compris à l'étranger ; ils entendent être placés sur un même pied que les francophones et participer à l'élaboration de la politique étrangère belge. À travers une langue, c'est une communauté qui se construit. Au fil des décennies, le français perd son statut de langue internationale de poids, tandis que le néerlandais ne l'obtient jamais. Indépendamment de cela, il y a, dans un Etat belge en déliquescence, une communauté qui entend – toujours plus – exister.

⁴⁰ Annales Parlementaires du Sénat, 20 mai 1985, p. 2584.

Jacques Derrida et la déconstruction de l'identité de la francophonie et du territoire

Quel effet la déconstruction a-t-elle sur les questions d'identité et de territoire ? C'est à cette question que s'attèle à répondre notre communication en présentant les enjeux du deconstructivisme et de son application aux questions d'identité et de culture. À partir d'une approche de l'analyse textuelle, il est question d'établir que, face à ces questions, Jacques Derrida postule la « différence ». Divisé en plusieurs pôles rivaux, le monde apparaît comme fragmenté. Ce monde moléculaire ignore tout de l'histoire, de la société, mais aussi de l'homme dans son ancrage dans un territoire, une tradition, une identité stable, etc. L'acentrique dans cette logique s'efforce de produire des formes culturelles inédites, dé-substantialisées, délocalisées, dé-fondées, mobiles, flexibles. C'est dans ce contexte par exemple que nous pouvons comprendre la question de l'identité de la francophonie au Cameroun. La situation du Cameroun dans le monde de la francophonie est exceptionnelle, puisque francophones et anglophones y cohabitent : le français et l'anglais sont les deux langues officielles du pays. Cette particularité linguistique découle d'un legs de la colonisation et de la décolonisation. Pour rappel, la réunification des deux parties du Cameroun (anglophone et francophone) séparées depuis 1919 est proclamée le 1^{er} octobre 1961. La République Fédérale du Cameroun est née de cette réunification. Le 20 mai 1972, le Cameroun devient la République Unie du Cameroun. Ce pays est donc le point de rencontre de deux langues (du monde) parlées sur les cinq continents. Cette double appartenance à la francophonie et à l'anglophonie fait du Cameroun un terrain favorable aux enjeux linguistiques de toutes sortes. Si nous ajoutons à ce fait historique les plus de 200 langues locales, nous avons un univers linguistique extrêmement pluriel et divers. On peut à partir de là comprendre sans doute le métissage et l'hybridation linguistique camerounais, à l'instar du *camfranglais*. Le *camfranglais* se présente comme une forme d'argot où se mêlent le français, l'anglais et les dialectes locaux. C'est paradoxalement dans cette diversité que prend racine la singularité du fait francophone au Cameroun et c'est en se focalisant sur cette pluralité des identités que la francophonie pourra se poser comme une alternative véritable à la tension de l'hégémonie culturelle. Aussi si la culture francophone se limitait essentiellement à la dimension linguistique, si elle se forgeait dans les représentations folkloriques, ou nostalgiques, elle serait pour Derrida condamnée à disparaître. L'identité francophone « sera plurielle ou ne sera pas ».

¹ Université de Yaoundé 1, Cameroun.

Une telle approche de l'identité n'entre-t-elle pas en résonance avec la mondialisation qui exige mobilité et flexibilité ? La francophonie peut-elle échapper à un débat sur son identité à l'heure de la mondialisation ? Comment la francophonie peut conserver son identité si tant est que le francophone comme n'importe quel sujet de l'époque de la mondialisation est assujéti à l'ordre de la circulation, du nomadisme, de l'hybridité, du métissage ? Qu'est-ce qui sous tend les enjeux linguistiques de cette posture épistémologique ?

I. La déconstruction et la question de l'identité

La déconstruction se présente comme le terme générique désignant la théorie postmoderniste du réel.² D'une manière générale, la postmodernité établit qu'il n'y a plus de fondement au discours ni à la réalité puisque le réel est évanescent, il n'y a plus de vérités ni de valeurs ultimes.³ Une telle logique déconstructiviste implique qu'il n'y a plus aucune synthèse ni vision d'ensemble possible ; il n'y a plus de cohérence globale ni systémique entre les éléments de la réalité.⁴ La déconstruction représente une reformulation de l'identité. Comment peut-on comprendre la francophonie à partir d'une telle conception ? Une philosophie qui prône la fin d'une vision globale ne pousse-t-elle pas à reconsidérer l'identité de la francophonie ? Pour répondre à cette question, intéressons-nous de près à la théorie déconstructiviste dont Jacques Derrida en est la figure emblématique.

Au cœur de la pensée derridienne se trouve un concept central : la *différence*. Derrida donne au verbe *différer* une nouvelle acception et à la pensée de la *différence* un nouvel enjeu qui déborde du cadre philosophique pour avoir des applications dans les domaines de la politique, de la culture, etc.

Différer, « c'est toujours ne plus déjà être le même »,⁵ « c'est transformer incessamment le lieu du parcours et son aboutissement ».⁶ La pensée derridienne se présente contre une présumée identité statique, vue comme une catégorie fixe. C'est pourquoi, la déconstruction apparaît comme un jeu d'ébranlement des repaires. La *différence* entend « nommer l'indistinct complexe, le non identique, le jamais même »⁷ en d'autres termes, « le fait d'être toujours autre chose que soi-même et de se tenir toujours ailleurs que dans sa propre présence ».⁸ « Dérivée en une ouverture déspatialisée, la différencedifférence serait le lointain fluctuant, l'infigurable fluctuance. »⁹ La *différence* est la figure de la différenciation

² Shmuel Trigano, *La nouvelle idéologie dominante*, Hermann, Paris, 2012, p. 23.

³ *Idem*, p. 26.

⁴ *Ibid.*

⁵ Grégoire Biyogo, *Adieu à Jacques Derrida*, L'Harmattan, Paris, 2005, p. 68.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Idem*, p. 94.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

originnaire, elle-même en mutation permanente ».¹⁰ C'est pourquoi, la différencedifférence n'a ni commencement ni fin, ni centre ni point fixe. Elle se déploie, s'ouvre, erre, traverse, renverse, travaille, doute, se questionne, transporte, transforme sans que l'on puisse jamais prévoir sa trajectoire.¹¹ Une telle logique conduit à ce que le primat du logos soit puissamment contesté dans sa volonté d'unir, de réunir, d'ordonner, de diriger, d'orienter. Autrement dit, « l'autoritarisme d'un tel mécanisme de contrôle et de domination est récusé, qui fait place à celui de la trace ».¹² Derrida insiste sur le caractère arbitraire, gratuit de la trace en ce qu'elle n'a aucune « attache naturelle » avec quelque signifié que ce soit. Il insiste sur la nécessité de la rupture de cette « attache naturelle ».

II. La trace et la dissolution de l'identité

La trace est en effet une *institution*. On ne peut la penser « sans penser la rétention de la différence dans une structure de renvoi où la différence apparaît *comme telle* ». C'est cette différence qui, selon Derrida, permet la « liberté de variation entre les termes pleins », les contenus, les concepts de référence. Derrière la trace instituée, ne profile ni le « présent transcendantal », ni « une autre origine du monde ». Derrida parle d'une « absence irréductible » du signifié. C'est par cette formule qu'il prétend contester la métaphysique, mais aussi décrire la structure impliquée dans « l'arbitraire du signe » qu'il saisit « en deçà de l'opposition dérivée entre nature et convention, symbole et signe », nature et culture. La caractéristique majeure de la trace est qu'elle ne renvoie pas à une « nature ». La trace est indéfiniment son propre devenir-immotivé, arbitraire. Selon Derrida, « la trace (...) n'est pas plus *naturelle* que *culturelle*, pas plus physique que psychique, biologique que spirituelle ». La trace est « ce à partir de quoi un devenir-immotivé du signe est possible, et avec lui toutes les oppositions ultérieures entre la *physis* et son autre ». C'est à partir d'ici que « l'identité à soi se dérobe et se déplace sans cesse ». Comme le précise Derrida, « le propre du *representamen* c'est d'être soi et un autre, de se produire comme une structure de renvoi, de se distraire de soi ».¹³ Le propre du *representamen*, c'est également « de n'être pas propre, c'est-à-dire absolument *proche de soi* ».¹⁴

Quel impact ce discours a-t-il dans l'espace de la francophonie ? La langue française comme condition essentielle de l'identité francophone peut-elle encore se situer au premier plan ? Pour répondre à ces questions, suivons les arguments de Derrida.

¹⁰ *Idem*, p. 92.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

III. Jacques Derrida et la francophonie : nationalisme et colonialisme

Jacques Derrida est certes un écrivain français, mais il demeure algérien. C'est l'argument développé dans le *Monolinguisme de l'Autre*.¹⁵ À l'origine de cette identification à l'Algérie, il y a une blessure : Derrida ne s'est jamais guéri de sa « nostalgie » pour reprendre sa formule. Dans un article intitulé « Autobiographie et judéité chez Jacques Derrida », Régine Robin évoque et rappelle une scène émouvante, au cours de laquelle Derrida, lors d'une table ronde organisée au Québec en 1979, s'adresse en ces termes au psychanalyste français François Peraldi, face à des Québécois médusés : « Si je ne trompe pas, aucun des sujets qui se trouvent à cette table n'a le français pour langue maternelle, sauf peut-être nous deux, et encore, vous, vous êtes français, moi non. Moi, je viens d'Algérie ». ¹⁶ Plus tard, il élucidera son intention : « La langue de la Métropole était la langue maternelle, en vérité le substitut d'une langue (y a-t-il jamais autre chose ?) comme langue de l'autre ». ¹⁷

Ce sentiment d'être à la fois français et non français, Jacques Derrida l'a ressenti toute sa vie. Il se considérait rejeté par les institutions universitaires françaises, et ce, malgré son rayonnement international. ¹⁸ Les exemples sont légion : malgré la Sorbonne où il a été l'assistant de Paul Ricoeur, malgré l'École normale supérieure de la Rue d'Ulm, où il a été un « caïman », Derrida est resté aux marges de l'université française.

Cette logique avec la langue, qui le conduit à la déconstruction, s'origine dans sa relation problématique au Centre. La fonction du centre étant « non seulement d'organiser la structure » mais aussi et surtout de limiter « ce que nous pourrions appeler le jeu de la structure ». ¹⁹ Le centre à partir duquel est pensé la structure, oriente et organise « la cohérence du système ». ²⁰ C'est pourquoi une « structure privée de tout centre représente l'impensable lui-même ». ²¹ Par ailleurs, il s'agit avec Derrida de montrer que « le centre ferme aussi le jeu qu'il ouvre et rend possible ». ²² Pour comprendre un tel énoncé, Derrida établit que « le centre est le point où la substitution des contenus, des éléments, des termes, n'est plus possible ». ²³ À ce niveau, le centre ferme le jeu de la structure. Au centre, la permutation ou la transformation des éléments est interdite. ²⁴ Par définition, le centre représente l'unique. Il commande la

¹⁵ Jacques Derrida, *Le Monolinguisme de l'Autre*, Paris, Galilée, 1996

¹⁶ Régine Robin, citée par Evelyn Crossman dans « Appartenir, selon Derrida », in *Rue Descartes* 52, Puf, 2006, p. 7.

¹⁷ Jacques Derrida, *Le Monolinguisme de l'Autre*, *op.cit.*, p. 74.

¹⁸ Sur ce plan, lire l'excellente biographie que lui consacre Benoit Peeters, *Derrida*, Paris, Flammarion, 2010

¹⁹ Jacques Derrida, *L'écriture et la différence*, Seuil, Paris, 1967, p. 409.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ *Idem*, p. 410.

²⁴ *Ibid.*

structure. Toutefois, il échappe à la structuralité. C'est pourquoi, précise l'auteur, pour une pensée classique de la structure, « le centre peut-être dit paradoxalement dans la structure et hors de la structure ». En effet, il est au centre de la totalité²⁵ et cependant « puisque le centre ne lui appartient, la totalité à son centre ailleurs ».²⁶ Le concept de structure centrée « bien qu'il représente la cohérence elle-même, la condition de l'épistémè comme philosophie ou comme science » est cependant contradictoirement cohérent. Derrida arrive finalement à la conclusion selon laquelle, « le centre n'est pas le centre ».²⁷ Ce qui amènera Abdelkebir Khatibi à lire la déconstruction comme une décolonisation. Par-delà sa dimension autobiographique, *Le Monolinguisme de l'Autre*, participe explicitement d'une déconstruction de la langue comme propriété et sans doute aussi comme demeure.²⁸

Or, ce statut (de) marginal de Derrida se traduit par une triple absence. Absence d'accès à la langue arabe, absence d'un idiome intérieur à la communauté juive. Absence d'une identification totale à la langue française. C'est d'ailleurs ce qui explique cette phrase sous forme d'aphorisme et de boutade, qui scande *Le Monolinguisme de l'Autre* : « Je n'ai qu'une seule langue. Et ce n'est pas la mienne. » La langue comme centre apparaît donc comme « une présence centrale qui n'a jamais été elle-même »,²⁹ « qui a toujours déjà été déportée hors de soi dans son substitut ».³⁰ À partir de cet instant, on a dû sans doute commencer à penser qu'il n'avait pas de centre, que le centre n'avait pas de lieu naturel, qu'il n'était pas un lieu fixe mais une fonction, une substitution de signes.³¹ C'est alors que non seulement « le langage envahit le champ problématique de l'universel »³² mais également le moment où « en l'absence de centre, d'origine, tout dévient discours ».³³ Ce dernier étant considéré comme le système « dans lequel le signifié central originaire ou transcendantal, n'est jamais absolument présent hors d'un système de différence ».³⁴ L'absence de signifié transcendantal « étend à l'infini le champ et le jeu de la signification ».³⁵ Il n'y a donc plus de signifié transcendantal ou privilégié, car le jeu de signification n'a plus de limite.

Ce qui est en jeu ici, derrière la déconstruction du présupposé de la langue comme propriété d'un peuple, c'est une critique du nationalisme et de la colonisation. Abdelkebir Khatibi affirme dans ce sens :

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Marc Crépon, « Ce qu'on demande aux langues : autour du Monolinguisme de l'Autre », in *Raisons politiques*, no.2, 2001, p. 30.

²⁹ Jacques Derrida, *L'écriture et la différence*, *op.cit.*, p. 411.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

« Nietzsche est mon initiateur à une pensée pluraliste, perspectiviste, toujours à l'œuvre. Jacques Derrida est dans son sillage. Depuis les années soixante-dix, j'avais essayé de trouver une relation significative entre la « déconstruction » et la « décolonisation », d'autant plus qu'une proximité de situation historique (il est né en Algérie et y a grandi jusqu'à dix-huit ans) encourageait un désir de révolte, mais une révolte pensée et argumentée, contre un passé dont on a souffert. [...] Au cours de mes recherches, en dialogue avec la pensée de l'autre, je ne cessais de construire une programmation pour la pensée à venir. Faire le vide, c'est une étape salutaire pour avancer, avant de construire une pensée-autre. »³⁶

C'est donc dire que l'universel n'a pas de langue. Ce qui fait écho à la définition elliptique de la déconstruction proposée par Jacques Derrida, « plus d'une langue ». Allant dans le même sens, Khatibi, lui-même affirme :

« Ma spécialité, c'est le langage et le langage c'est la grande question de l'homme. Ma spécialité c'est d'explorer des lieux de langage qui me révèlent soit des questions, soit des structures, pas simplement de pensée mais de société, de pouvoir. Par le langage, nous pouvons aller très loin dans la connaissance de l'Homme. Mon domaine ne relève pas d'une discipline académique, car cela n'opère plus pour moi depuis longtemps ; ma spécialité, c'est d'explorer les lieux du langage, et je ne veux donner aucun nom à cette exploration. »³⁷

Quant à Jacques Derrida, Marie-Louise Malet a mieux que quiconque, défini la déconstruction en ces termes :

« La « déconstruction », loin d'être ce qu'on l'a parfois accusée d'être, une pensée destructrice, est au contraire une pratique de l'ouverture, qu'elle travaille à déverrouiller les constructions figées sur des bases qui ne sont plus interrogées, à les ouvrir à l'avenir/l'avenir, à les rendre plus hospitalières à ce qui vient, à l'événement. La déconstruction, « c'est ce qui arrive », aimait-il dire. Ou encore, la déconstruction c'est « plus d'une langue ». »³⁸

Il n'y a aucun mérite à vivre ensemble dans la similitude.

IV. Analyse critique de l'approche Derridienne : La Francophonie : lieu de la diversité culturelle

« Le Monolinguisme de l'Autre participe explicitement d'une déconstruction de la langue comme propriété et sans doute aussi comme demeure. »³⁹ Ainsi, derrière la déconstruction du présupposé de la langue comme propriété d'un peuple, se cache en réalité une critique du

³⁶ Abdelkébir Khatibi, *Le Scribe et son ombre*, Paris, La Différence, 2008, p. 61-62.

³⁷ Entretien cité dans *L'œuvre d'Abdelkébir Khatibi*, Rabat, Marsam, 1997, p. 26.

³⁸ Marie-Louise Malet, « Une pensée de l'hospitalité », in *Derrida à Alger*, Paris/Alger, Actes Sud/Barzak, 2008

³⁹ Marc Crépon, « Ce qu'on demande aux langues : autour du Monolinguisme de l'Autre », in *Raisons politiques*, no. 2, 2001, p. 30.

nationalisme et de la colonisation. C'est cette approche qui est au cœur de l'œuvre de Derrida, intitulée *Le Monolinguisme de l'Autre*. Mais un détour à l'intérieur de la francophonie, nous permet de comprendre que cette organisation ne saurait s'apparenter à une résonnance néocoloniale telle formulée par Derrida. L'identité francophone est basée sur la langue puis sur des valeurs de solidarité, de partage, de reconnaissance des droits de l'homme et sur la diversité culturelle. L'universalisme francophone exclut toute ferveur vers le colonialisme. Bien au contraire, cet universalisme va à l'universel par la synthèse des différences et prend en compte la diversité. La francophonie a une conception multipolaire du monde. Elle affirme son besoin de diversité et de solidarité, sa volonté de bâtir un développement durable. Elle recèle une volonté de dialogue et de respect des identités même ultra minoritaires. En ce sens, elle se définit comme un horizon aux multiples interfaces qui rompt avec toute logique de la concurrence et de la confrontation, telles Nord-Sud, Europe-Afrique, Arabophonie-Occident, langues latines et langues anglo-germaniques germanique, etc., pour proposer un dialogue et une intercompréhension aux vertus civilisatrices.

Avec la structuration graduelle de l'espace francophone, on assiste à la mise en place progressive d'un tronc commun de valeurs et de normes inspirées de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, y compris dans certains pays autoritaires.⁴⁰ En mars 1998, le Secrétaire Général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Boutros Boutros Ghali, affirmait au sujet de la langue française et de la francophonie que « cette langue porte les plus beaux mots du monde : la solidarité, la tolérance, le respect de la personne humaine, l'attachement à la diversité des cultures. En étant francophones nous sommes par là même universels et cette universalité nous appelle à beaucoup d'exigence car la francophonie est d'abord une école. L'école de la diversité. J'ai toujours voulu penser (que) le français comme une langue non alignée, comme une langue d'ouverture, comme une langue qui nous donne accès au grand large. C'est pourquoi nous devons aussi nous ouvrir aux non francophones ». On peut à la suite de cette citation montrer que l'acentrique ici nous permet de nous ouvrir à la diversité culturelle tout en étant dans l'ère francophone.⁴¹

Conclusion

Le moteur de la Francophonie est « le vivre ensemble différents ». Cette communauté de valeurs multiples et complexes, à la fois politiques et culturelles, réunit autour d'une seule langue, une unité dans la diversité. « La francophonie place aussi parmi ses principes fondamentaux le respect de la diversité culturelle et linguistique. Elle contribue au dialogue des

⁴⁰ Déclaration de Ouagadougou. Cadre stratégique décennal de la Francophonie. p. 10.

⁴¹ *Ibid.*

cultures, facteur de relations pacifiques entre les communautés et les composantes de la société ». ⁴² Dans ce texte, il se dégage plusieurs idées :

- le partage de la langue française ;
- le dialogue des cultures et des civilisations ;
- les liens au service de la paix, de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'homme, de la solidarité et du développement ;
- la diversité culturelle et linguistique comme stratégie de la défense de la langue française.

Le nœud central ici est la langue française. Celle-ci constitue le pont entre francophones et favorisent le dialogue entre différents peuples et leurs cultures. Dès lors, il s'opère des échanges de valeurs culturelles sous la pression des contacts entre peuples et cultures différents. ⁴³

Bibliographie

- Abdelkébir Khatibi, *Le Scribe et son ombre*, Paris, La Différence, 2008.
- Grégoire Biyogo, *Adieu à Jacques Derrida*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- Samuel Trigano, *La nouvelle idéologie dominante*, Hermann, Paris, 2012.
- Jacques Derrida, *Le Monolinguisme de l'Autre*, Paris, Galilée, 1996.
- Jacques Derrida, *L'écriture et la différence*, Seuil, Paris, 1967.
- Jean-Louis Roy, *La Francophonie : l'émergence d'une alliance ?* Hurtubise, Montréal, 1989.
- Michel Guillou, *La Francophonie, nouvel enjeu mondial*, Paris, Hatier, 1993.
- Michel Tetu, *La Francophonie. Histoire, problématiques, perspectives*, Paris, Hachette, 1988.
- Pierre Dumont, *La Francophonie par les textes*, Paris, Edicef, 1992.

Articles

- Régine Robin, citée par Evelyne Crossman dans « Appartenir, selon Derrida », in *Rue Descartes* 52, Puf, 2006.
- Marc Crépon, « Ce qu'on demande aux langues : autour du Monolinguisme de l'Autre », in *Raisons politiques*, no. 2, 2001.
- Marie-Louise Malet, « Une pensée de l'hospitalité », in *Derrida à Alger*, Paris/Alger, Actes Sud/Barzak, 2008.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

*Davit Grigoryan*¹

Importance de l'intégration européenne pour les pays du Caucase du Sud

Introduction

Il est difficile d'évaluer l'importance de l'intégration européenne pour le développement des sociétés des pays du Caucase du Sud.

Prenant en considération le fait que l'Arménie a signé les Accords d'Association de l'UE en février 2012 et qu'elle se prépare à signer jusqu'à la fin de l'année 2013 l'Accord de Libre-échange Complet et Approfondi avec l'Union Européenne, il devient évident que l'Arménie s'apprête à harmoniser sa législation avec celle de l'UE, qui est évidemment une grande démarche pour l'intégration européenne.

J'ai donc essayé de présenter l'intérêt de l'intégration pour les pays du Caucase du Sud et surtout pour l'Arménie et de proposer les solutions les plus efficaces pour l'Arménie.

Remarque historique

Le Caucase du Sud postsoviétique (dont l'Arménie fait partie) présente un intérêt géopolitique croissant non seulement pour la Russie, mais aussi pour les Etats Unis et pour l'UE.

Depuis la chute de l'URSS, la région retrouve peu à peu sa caractéristique de zone de transit et est ouvertement envisagée comme telle par les grandes puissances qui cherchent à jouer un rôle, en particulier les Etats-Unis, mais aussi l'Union Européenne.

En outre, le Caucase du Sud postsoviétique présente un intérêt géopolitique croissant pour l'UE depuis le début des années 2000. Cet intérêt se manifeste par le programme « Politique européenne de voisinage »² (European Neighbourhood Policy).

Il faut remarquer que la longue appartenance à la sphère russe, de l'Empire russe jusqu'en 1917 et puis après à l'Union soviétique, des trois pays du Caucase du Sud – Arménie, Géorgie et l'Azerbaïdjan – ne les a pas empêchés de se tourner vers l'Europe après la chute de l'URSS. La seule condition prévue par l'Union était le principe comme *conditio sine qua non* c'est-à-dire à condition que les États en manifestent l'intérêt et se rapprochent des valeurs européennes.

¹ Université Française en Arménie/Université Lyon 3 en France.

² La Politique européenne de voisinage (PEV), entamée en 2004, vise à améliorer les relations de l'Union européenne (UE) avec ses voisins n'entrant pas dans le projet d'adhésion.

Ces trois pays du Caucase du Sud ont rapidement fait leur demande d'adhésion et après quelques réformes internes et de nombreux engagements concernant la situation des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit (notamment, la reconnaissance de la supériorité de la Cour Européenne des droits de l'homme, interdiction de la peine de mort, la reconstruction de certains établissements étatiques, etc.) ils sont devenus membres, la Géorgie en 1999 et l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2001 (la Demande d'adhésion de l'Arménie au Conseil de l'Europe a été présentée par l'Arménie le 23 mai 2000),³ malgré la présence de plusieurs conflits gelés dans la région (le problème d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en Géorgie, ainsi que la région du Haut-Karabagh disputée entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie).

En même temps, les relations commerciales de l'UE avec les pays du Caucase du Sud, bien qu'en constante augmentation, ces dernières années sont très faibles, comparées à celles qu'entretient l'UE avec la Russie.

Politique européenne de voisinage

Avec sa politique européenne de voisinage (PEV), l'UE a instauré les relations avec ses pays voisins à l'est et au sud afin de promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité à ses frontières.

La politique européenne de voisinage a été mise en place en 2004 dans le but d'encourager des relations plus étroites avec les pays limitrophes de l'UE. Il est dans l'intérêt mutuel de l'UE et de ses pays voisins de promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité dans ces régions. C'est-à-dire, la Politique européenne de voisinage suppose des avantages non seulement pour les pays voisins (partenaires), mais aussi pour l'Union, qui va diffuser ses valeurs à travers ses frontières et va élargir son domaine (secteur) d'activité.

Donc, je vais essayer de présenter uniquement les intérêts et les avantages pour les pays voisins.

À ce jour, la PEV compte 16 partenaires : l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, l'Égypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la République de Moldavie, les territoires palestiniens occupés, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine.

La PEV offre à l'UE les moyens de renforcer les relations bilatérales avec ces pays. Cette politique s'appuie sur un engagement (une obligation) mutuel en faveur de valeurs communes telles que la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit, la bonne gouvernance, les principes de l'économie de marché et le développement durable.

Or, la PEV ne se limite pas à la mise en place d'accords de coopération ou de commerce, mais elle permet également une association politique, une intensification de l'intégration économique, une amélioration de la mobilité et un renforcement des contacts entre les peuples. C'est donc la première

³ <http://assembly.coe.int/ASP/Doc/XrefViewHTML.asp?FileID=8942&Language=fr>

démarche pour l'intégration européenne, qui suppose naturellement les étapes à respecter.

Les pays qui souhaitent renforcer leurs relations avec l'UE concluent à cet effet des plans d'action bilatéraux communs. Ces derniers prévoient un programme de réformes politiques et économiques pour une période de trois à cinq ans. À ce jour, douze plans d'action ont déjà été convenus (dont certains de « seconde génération »), alors que la PEV n'est pas encore entièrement « activée » pour l'Algérie, le Belarus, la Libye et la Syrie.

La PEV est en outre portée par plusieurs formes de coopération régionale, comme le partenariat oriental, l'Union pour la Méditerranée et la synergie de la mer Noire. Le but de l'UE à travers cette politique est donc de garantir la sécurité de ses frontières et la stabilisation de son voisinage. Les intérêts sont normalement mutuels puisque les pays inclus dans la PEV jouissent d'une amélioration de leurs conditions de vie par un alignement sur les normes européennes dans de nombreux domaines. L'UE cherche également à créer un espace de prospérité et de bon voisinage, caractérisé par des relations amicales et fondé sur la coopération.

L'intérêt de l'intégration pour les pays voisins

L'Union européenne a aujourd'hui le statut de grande puissance mondiale sur les plans économiques, politiques, commerciaux et monétaires. D'autres ont avancé l'idée qu'elle est devenue un géant économique mais est restée un « nain politique ». L'Union européenne pèse de tout son poids dans les enceintes internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les organismes spécialisés de l'Organisation des Nations unies (ONU), les sommets mondiaux sur l'environnement et le développement.

Juste après la deuxième guerre mondiale, certains hommes politiques éclairés, tels que Schuman, Adenauer, De Gasperi et Spaak, ont compris que les nations européennes, qui venaient de se ruiner entre elles dans une guerre absurde pour l'élargissement de leur espace économique, faisaient en fait partie d'une entité géographique, économique et politique unique, qui pouvait garantir la prospérité de tous dans un marché unique. Réalistes plutôt qu'utopistes, ces hommes politiques sages étaient pleinement conscients des difficultés de l'unification de l'Europe. La fameuse déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950, inspirée par Jean Monnet, était claire quant à l'approche progressive que devait suivre l'intégration européenne. La réalisation d'une union douanière remplirait les conditions pour la construction d'un grand marché commun et celui-ci, à son tour, établirait les circonstances et exercerait les pressions nécessaires pour la création d'une union économique et monétaire.

Cinquante ans après « l'invitation à l'union » de Robert Schuman, on peut affirmer que les espérances des pères de l'unification européenne ont été en grande partie réalisées. La Communauté et puis l'Union européenne a construit les trois premiers étages de son édifice – l'union douanière, le marché commun et l'union économique et monétaire – et bien que le travail

soit nécessaire et soit effectué encore chaque jour sur ces étages, elle a commencé à construire le dernier étage, celui de l'union politique.

La formule magique que les pays européens avaient inventé pour se remettre des ravages de la guerre était l'intégration des États-nations traditionnellement hostiles dans une union de nations travaillant pacifiquement ensemble et en émulation entre elles. La formule d'intégration multinationale implique la création graduelle, par des instruments volontairement adoptés par tous, des liens imperceptibles mais innombrables entre les nations qui prennent part à l'expérience. Ces liens consistent en des politiques et des lois communes, qui régissent les activités économiques des États membres et influencent les vies quotidiennes et professionnelles de leurs citoyens.

Comme on l'a déjà remarqué, l'UE est une puissance mondiale sur les plans politiques, économiques, commerciaux, culturels. C'est-à-dire il faut regarder l'intégration européenne en tenant compte ces quatre aspects :

- 1. Intégration politique**
- 2. Intégration juridique**
- 3. Intégration économique/commerciale**
- 4. Intégration culturelle**

1. Intégration politique

L'intégration politique à l'Union pour les pays du Caucase du Sud, comme l'Arménie, va jouer un rôle principal. Pour les pays du Caucase du Sud, cette intégration politique est plus importante que l'intégration économique ou commerciale, parce que tout d'abord c'est l'intégration politique qui va changer le système de l'État, le système de gouvernement, le système de l'organisation de la vie politique et le système de l'organisation du pouvoir.

En d'autres termes, pour les pays postsoviétiques, où, pendant plusieurs années, il y avait des traditions politiques et un système de gouvernement différents de l'intégration de l'Union, il faut regarder tout d'abord l'aspect politique.

C'est évident que l'intégration économique ou commerciale suppose premièrement une intégration politique. Cette intégration politique va donner la possibilité de faire un passage de système politique quasi-soviétique à un système moderne, qui est le système européen.

À mon avis, le premier avantage au niveau politique sera le rapprochement de notre système politique à l'Union. On sait bien que dans les pays soviétiques et puis dans les pays postsoviétiques, il y avait et malheureusement il y a toujours jusqu'à aujourd'hui, une concurrence politique malsaine. Principalement, le débat ou le combat politique dans les pays du Caucase du Sud est entre les personnes, et pas entre les idéologies politiques comme dans les pays européens. L'intégration va donc donner la possibilité de mener un débat idéologique, non pas personnel, qui est le problème politique principal et en Arménie et en Azerbaïdjan.

À cet égard, on remarque un progrès en Géorgie après les dernières élections présidentielles, mais ce n'est pas suffisant. Quant à l'Arménie, ici on remarque des petites « mini-intégrations » des partis politiques, qui font les demandes d'adhésion aux partis politiques européens. Notamment, un parti politique arménien : le Congrès National⁴ est déjà membre du Parti de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE) qui est le troisième parti politique dans le Parlement européen. Un autre parti opposant est déjà membre du Parti populaire européen (PPE).⁴

Donc, cette intégration est très importante et elle va non seulement changer les traditions politiques anciennes, mais va également en quelque sorte dépersonnaliser le champ politique. Le culte de la personnalité depuis Staline, était toujours actuel dans l'URSS, et aujourd'hui aussi ce culte de la personnalité « moderne » (modéré, actualisé) existe encore dans la région et elle est remarquable surtout dans les partis politiques, où il y a un seul « chef », qui décide de l'agenda politique au lieu de l'ensemble du parti. Donc, à mon avis, la transmission du gouvernement par un seul chef d'État au gouvernement corporatif sera assurée par l'intégration politique.

2. Intégration juridique

Le document de stratégie de coopération CE-Arménie (DSC) 2007-2013 a été élaboré en collaboration avec les autorités arméniennes et il a été adopté formellement par la Commission.

C'est premièrement le rapprochement des législations, normes et standards (principalement basées sur le programme national pour la mise en œuvre de l'APC et reflétant les priorités du plan d'action de la PEV). Depuis 2005, quelques mesures nécessaires ont été prises par l'organe législatif arménien (Assemblée Nationale) pour la modification des lois existantes et pour l'adoption des nouvelles lois. C'était justement dans ce contexte, qu'en 2005 l'Arménie, par voie de referendum, a changé radicalement sa Constitution. Pour la première fois dans les pays du Sud de Caucase, il a été prévu l'institut de médiateur. De plus, on a prévu par la Constitution, la double citoyenneté, ainsi que les réformes judiciaires.

Donc, finalement on peut constater que l'Arménie a été obligée par le document de stratégie de coopération CE-Arménie (DSC) 2007-2013 jusqu'à la fin de cette année d'obtenir les résultats suivants :

- 1. État de droit et réforme du judiciaire*
- 2. Réforme du pouvoir judiciaire*
- 3. Renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales*
- 4. Réforme de la fonction publique*
- 5. Lutte contre la corruption*

⁴ <http://www.aldeparty.eu/en/members/political-parties>

3. Intégration économique

La politique européenne de voisinage offre à l'UE et à l'Arménie, la possibilité de développer des liens toujours plus étroits, allant au-delà de la coopération, pour mettre en jeu une mesure importante d'intégration économique et un approfondissement de la coopération politique. L'Union européenne et l'Arménie sont déterminées à faire usage de cette opportunité pour renforcer leurs liens et pour promouvoir la stabilité, la sécurité et le bien-être, en suivant une approche fondée sur le partenariat, l'appropriation commune et la différenciation.

Il faut remarquer que la PEV fixe des objectifs ambitieux fondés sur des engagements par rapport à des valeurs partagées et la mise en œuvre effective des réformes politiques, économiques et institutionnelles. C'est-à-dire, la réalisation complète de la politique européenne de voisinage suppose un niveau de développement suffisant pour continuer le processus de l'intégration. La réalisation des réformes prévues par la PEV, donnera la possibilité aux pays voisins premièrement, à améliorer leur situation interne, et, deuxièmement, à être suffisamment développés pour signer un précontrat d'association avec l'Union Européenne dans le but d'intégrer l'Union européenne dans l'avenir.

Les pays voisins dans le cadre du programme PEV, s'engagent à commencer les réformes radicales, et pour cela, ils sont obligés d'adopter un plan d'action, qui est une première étape dans ce processus. Le plan d'action UE/Arménie est un document politique qui fixe les objectifs stratégiques de la coopération entre l'Arménie et l'UE. Normalement, la durée du plan d'action pour les pays voisins est de cinq ans.

La mise en œuvre du plan d'action rapprochera sensiblement la législation et les normes arméniennes de celles de l'Union européenne. Dans ce contexte, elle établira des fondations solides en vue d'une intégration économique fondée sur l'adoption et la mise en œuvre de règles et réglementations économiques et commerciales susceptibles de stimuler le commerce, les investissements et la croissance. Elle contribuera en outre à permettre l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et mesures visant à promouvoir la croissance économique et la cohésion sociale, à réduire la pauvreté et à protéger l'environnement, contribuant ainsi à l'objectif à long terme du développement durable. Dans ce contexte, la Banque centrale arménienne a pris des mesures pour proposer les modifications législatives au Parlement arménien. Elle a déjà fait plusieurs modifications dans ses réglementations pour les banques privées, elle a posé des règles spéciales pour les banques européennes, qui ont la volonté d'entrer dans le marché financier arménien.

Cette intégration politique va donner de nouvelles perspectives de partenariat, comme par exemple :

- 1. Un approfondissement des relations commerciales et économiques,*
- 2. La possibilité d'une convergence de la législation économique,*
- 3. L'ouverture réciproque des économies et la poursuite de la réduction des obstacles non tarifaires aux échanges pour stimuler les investissements, les exportations et la croissance.*

En tenant compte de ces perspectives de partenariat, on peut bien constater que toutes les deux parties du procès vont gagner avec cette coopération. De plus, avec les réformes susmentionnées, l'Arménie sera radicalement harmonisée avec les autres pays de l'Union.

4. Intégration culturelle

Il est évident que la culture en Europe est un véritable instrument de la politique régionale au sein de l'UE. Il est également évident que, dès son apparition sur la scène institutionnelle, la culture fut assimilée à la coopération, c'est-à-dire on peut donc très certainement constater que la culture est quelque chose de « cosmopolitain », qui ne connaît pas les frontières, les nationalités ainsi que les autres distinctions entre la population mondiale. Ce phénomène nous explique que la coopération culturelle est inévitable est c'est pourquoi la coopération culturelle est inscrite dans le traité de Bruxelles (article III du traité du 17 mars 1948) et, par la suite, dans le traité sur l'Union de l'Europe occidentale (Paris, 23 octobre 1954) et se concrétise avec la création du Conseil de l'Europe qui, à partir de la Convention culturelle européenne du 19 décembre 1954,⁵ assume progressivement les compétences de la Commission des affaires culturelles de l'UEO internationale. Les relations des deux organisations, donc, au niveau culturel, sont marquées dans un premier temps par la crainte de l'organisation intergouvernementale à l'égard de l'organisation d'intégration, qui s'approprie au fil des années un nombre croissant de compétences. C'est la raison pour laquelle la culture, pendant la création de tous les types d' unions, a été considérée comme un facteur d'union politique. C'est quelque chose qui peut rapprocher des phénomènes différents. Donc, la culture c'est quelque chose qui crée des richesses mondiales, mais c'est également, au niveau national, le visage ou l'identité de la nation. Par exemple, les chansons de grand artiste Charles Aznavour sont, sans doute, les richesses ou les chefs-d'œuvre de la culture française, mais également ceux de la culture arménienne, car Charles Aznavour est arménien. C'est donc, un exemple, qui montre que la culture est indivisible et qu'il ne faut pas la partager, parce que les chansons de Charles Aznavour sont finalement et également les richesses de la culture internationale et du patrimoine mondial.

Les résultats obtenus par la coopération culturelle

La coopération culturelle est la principale action communautaire. L'Union européenne a conclu de nombreux accords de coopération avec les pays tiers du monde entier. Ces accords portent sur le développement économique et social : la culture est un des éléments de ce développement et constitue également un facteur de démocratie et de stabilité dans ces

⁵ Le texte de la convention <http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/018.htm>

régions.⁶ Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ont été les premiers partenaires et bénéficiaires de l'aide extérieure de l'UE. Mais les accords signés avec ces pays sont également ceux affichant le plus nettement l'objectif d'une coopération culturelle. En effet, après la chute de l'URSS et depuis l'indépendance des pays du Caucase du Sud, l'Union européenne a commencé à réaliser les projets mutuels dans ces pays. Notamment, il faut remarquer le rôle de l'Organisation internationale de la Francophonie (y compris l'Agence Universitaire de la Francophonie).

Le 4 novembre 1995, l'Arménie et la France ont signé un Accord de coopération culturelle, scientifique et technique. Puis un Protocole a été conclu le 23 novembre 1998 entre le Ministère de l'Enseignement et de la Recherche de la République d'Arménie et l'Ambassade de France en Arménie. « Considérant la nécessité de perfectionner son système éducatif et désireux de tirer profit de la riche expérience en matière de mise en œuvre de programmes d'enseignement supérieur et professionnel », le gouvernement arménien décide de participer à la création de la « Fondation Université française en Arménie » (UFAR). L'Université a été créée en 2000. Les premiers accords de partenariats sont signés le 15 février 2001 avec, entre autres, l'Université Jean Moulin Lyon 3. Depuis lors, l'UFAR est le phare de la coopération française en Arménie, et le principal pilier de la Francophonie en Arménie. Dès le départ, le principe pédagogique retenu est la délivrance de doubles diplômes nationaux arméniens et français, Licence et Master.

L'Université, qui compte aujourd'hui environ 1500 étudiants, a pour vocation de former des spécialistes qualifiés répondant aux nouvelles exigences du marché du travail en Arménie et dans la région économique du Caucase. Les jeunes diplômés de l'UFAR mettent leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience internationale au service du développement de l'Arménie et des relations entre l'Arménie, la France et l'Europe. Ils constituent le vivier des élites de demain. Chaque promotion, à l'issue de son cursus, connaît un taux d'insertion professionnelle de l'ordre de 70 % en Arménie, certains poursuivant des études à l'étranger ; et de presque 100 % au bout de trois ans. L'UFAR, fondation de droit arménien, jouit aussi de l'implication des plus hautes autorités arméniennes : le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères arménien enseigne à l'Université. Le Président du Conseil d'administration est le Secrétaire du Conseil de Sécurité nationale (numéro 3 du gouvernement) ; et il est l'un des fondateurs de l'UFAR. Nombre d'enfants de ministres et de hauts fonctionnaires choisissent d'y faire leurs études. Grâce à des conventions de partenariat avec les autres universités présentes en Arménie, l'UFAR ne cesse de renforcer son champ d'intervention dans la vie universitaire arménienne. L'UFAR est une institution originale. À la différence de l'Université du Caire qui dispose seulement d'un vice-recteur français et de l'Institut francophone

⁶ Portail européen de la Culture, les Relations internationales : http://ec.europa.eu/culture/portal/action/relations/relation_fr.

pour l'informatique d'Hanoï, établissements délivrant aussi des diplômes français, les statuts de l'Université française en Arménie précisent que le recteur est toujours français, de même que le secrétaire général. Le ministère des Affaires étrangères et européennes français a ajouté cette année le concours d'un volontaire international.

L'Université est partenaire de European Foundation for Management Development (EFMD) qui distingue les formations d'excellence au management. Elle est membre de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), ainsi que d'un réseau d'universités francophones réunies autour d'une Chaire UNESCO consacrée au développement durable dans toutes ses composantes (ici éducation et formation). Le taux d'insertion professionnelle des étudiants de l'UFAR, avoisinant donc les 80 % par promotion, est la preuve indiscutable de l'apport de la Francophonie dans la zone du Caucase et explique le projet en cours d'une ouverture accrue dans la région en direction d'étudiants géorgiens, iraniens, voire russes. De plus, en 2007 a été créée la Fondation de l'école française d'Erevan.⁷

Bibliographie

Ouvrages de référence

Revue arménienne des questions contemporaines.

Raymond Haroutiun Kevorkian, *Revue arménienne des questions contemporaines*.

Julien Zarifian, *Marché unique européen : services financiers 2011*.

Les sites d'internet

<http://assembly.coe.int>

<http://www.aldeparty.eu>

<http://ec.europa.eu/>

<http://eacea.ec.europa.eu>

<http://www.conventions.coe.int>

<http://www.ecolefrancaise.am/>

www.eur-lex.europa.eu

⁷ <http://www.ecolefrancaise.am/contact-et-plan-daccegraves.html>

Jonathan Broutin, Sercan Alabay¹

La notion d'interactivité dans la mise en pratique de la démarche actionnelle : Cas du système de tableau numérique interactif et des tablettes tactiles

Résumé

En didactique des langues, la mise en pratique de l'approche actionnelle issue du CECRL corrélée avec l'usage des Tices est d'actualité. L'intégration naturelle de ces Tices doit apparaître alors comme un outil, un support et non comme une fin en soi. Cette étude s'attache à analyser la capacité d'un outil numérique (le système de tableau numérique interactif) à répondre aux attentes de la démarche actionnelle. Pour mener à bien cette étude, les types d'interactions générées par cet outil ont été analysés grâce à la grille de lecture établie par l'ENST, relative à l'interactivité et aux interactions. Après avoir conclu à l'insuffisance du TNI utilisé seul, la théorie des situations didactiques, en particulier la notion de milieu, a permis d'analyser les interactions susceptibles d'être générées par un nouveau système intégrant en plus du TNI, les tablettes tactiles. L'étude aboutit sur le constat suivant : un tel système est susceptible de générer les interactions (et coactions) au sein d'une classe de FLE telles qu'elles sont décrites dans la démarche actionnelle.

Mots clés : théorie des situations didactiques, démarche actionnelle, tableau numérique interactif, tablettes tactiles

Introduction

Au début du XXI^e siècle, l'Union Européenne est en plein essor. Celui-ci se traduit par la diversité culturelle et linguistique des vingt-huit pays membres qui la composent. Afin de faciliter les échanges de compétences au sein de l'Union Européenne, l'apprentissage des langues devient alors un enjeu primordial. C'est dans ce contexte que le Conseil de l'Europe rédigera en 2001 ce qu'il définit comme « une base commune pour l'élaboration de programmes de langues vivantes, de référentiels, d'examens, de manuels, [de cours], etc. » : c'est le CECRL (Cadre Européen Commun de Référence pour les langues). Le Conseil de l'Europe (2001) définit clairement les objectifs de la réalisation d'un tel document :

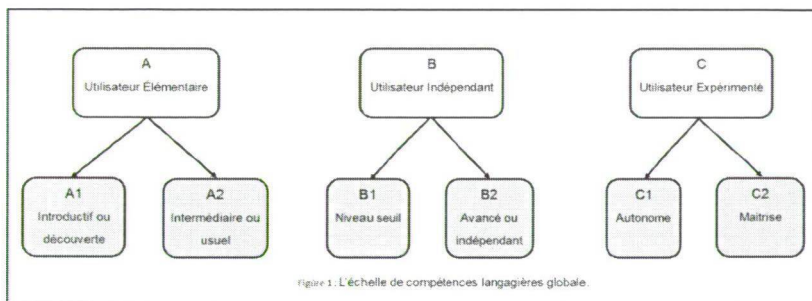
« Il a été conçu dans l'objectif de fournir une base transparente, cohérente et aussi exhaustive que possible pour l'élaboration de programmes de langues,

¹ Université de Uluday, Turquie.

de lignes directrices pour les curriculums, de matériels d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que pour l'évaluation des compétences en langues étrangères.»

Pour atteindre ces objectifs, le CECRL s'adresse non seulement aux apprenants en fournissant un système d'auto-évaluation, mais également aux enseignants pour lesquels il constitue un guide. Ainsi le CECRL s'appuie sur quatre piliers fondamentaux :

L'échelle de compétences langagières globale : les résultats des travaux de Trin et Wilkins ont permis de concevoir une échelle de niveaux communs de référence comme le présente la figure 1 ci-dessous.



Cette échelle fait apparaître trois niveaux généraux de compétences divisés chacun en deux sous niveaux.

A1 – Le Niveau introductif ou découverte (Breakthrough) correspond à ce que Wilkins appelait « compétence formule » dans sa proposition de 1978 et Trim « compétence introductive » dans la même publication.

A2 – Le Niveau intermédiaire ou de survie (Waystage) reflète la spécification de contenus actuellement en vigueur au sein du Conseil de l'Europe.

B1 – Le Niveau seuil (Threshold) reflète la spécification de contenus actuellement en vigueur au sein du Conseil de l'Europe.

B2 – Le Niveau avancé (Vantage) ou utilisateur indépendant, supérieur au Niveau seuil, a été présenté comme étant une « compétence opérationnelle limitée » par Wilkins et par Trim comme une « réponse appropriée dans des situations courantes ».

C1 – Le Niveau autonome ou de compétence opérationnelle effective, qui a été présentée par Trim comme « compétence efficace » et comme « compétence opérationnelle adéquate » par Wilkins, correspond à un niveau de compétence avancé convenable pour effectuer des tâches ou des études plus complètes.

C2 – La Maîtrise (Trim : « maîtrise globale » ; Wilkins : « compétence opérationnelle globale ») correspond à l'examen le plus élevé dans l'échelle ALTE. On pourrait y inclure le niveau encore plus élevé de compétence interculturelle atteint par de nombreux professionnels des langues.

Le CECRL décompose la compétence communicative en quatre types d'activités. Cette compétence alors quadripolaire comporte des activités qui lui sont propres.

- la réception : écouter (compréhension orale), lire
- la production : s'exprimer oralement en continu, écrire
- l'interaction : prendre part à une conversation
- la médiation (notamment activités de traduction et d'interprétation)

La compétence communicative ainsi revisitée a commencé à être utilisée en didactique des langues après l'exploitation des travaux de Dell Hymes (1927-2009). Cette compétence est devenue une compétence de référence dans l'apprentissage d'une langue. Ainsi, l'objectif primaire est d'amener l'apprenant à communiquer dans la langue étrangère. Selon le CECRL, l'apprenant doit acquérir un ensemble de compétences communicatives langagières fondamentales.

Le CECRL redéfinit la compétence de communication en prenant en compte sa composante linguistique, pragmatique, et sociolinguistique.

La composante linguistique fait appel aux savoirs et aux savoir-faire relatifs au lexique, à la syntaxe et à la phonologie. Selon Chomsky (1965), la compétence « se fixe sur l'élément intérieur de la langue ».

La composante pragmatique : Alors que la compétence linguistique s'intéresse au « code » de la langue, la composante pragmatique s'intéresse au « pourquoi ». Apparaît alors la notion d'acte de parole (se présenter, décrire un itinéraire, etc.) ce qui renvoie à la notion d'échanges. On note également que la prise en compte de cette compétence passe par l'intégration dans les séquences d'apprentissages, d'échanges interactionnels. Cette composante pragmatique est indissociable d'une autre composante : la composante sociolinguistique.

La composante sociolinguistique est indissociable des deux autres composantes précédentes. En effet les concepts d'acte de parole, d'échanges et d'interactions, impliquent un milieu, un contexte dans lequel ils sont pratiqués.

« Communiquer c'est donc utiliser un code linguistique (compétence linguistique) rapporté à une action (compétence pragmatique) dans un contexte socio-culturel et linguistique donné (compétence sociolinguistique). Parler une langue, c'est pouvoir communiquer dans cette langue mais aussi c'est pouvoir agir dans cette langue. Dans cette perspective, les langues ne sont donc plus seulement au service de la communication mais aussi de l'action, elles permettent de dire, d'agir, de réagir et d'interagir. »

Dans les trois premiers piliers fondamentaux du CECRL, il peut être facilement remarqué qu'un quatrième axe se dégage, celui de la priorité donnée à l'action. Ce quatrième axe s'appuie sur une nouvelle perspective : une perspective actionnelle qui voit dans l'apprenant un acteur social qui a pour objectif l'accomplissement de tâches et qui évolue dans un environnement donné : c'est la perspective actionnelle.

Il y a 1500 ans, Confucius avait déjà remarqué l'importance de l'action dans l'apprentissage et la compréhension. Il dira : « J'entends et j'oublie, je vois et je me souviens. Je fais et je comprends ».

La perspective actionnelle dans le domaine de l'apprentissage d'une langue part du même postulat : « L'activité langagière n'a de sens que dans l'action réelle » comme le dit Rosen (2010). Pour caractériser la démarche actionnelle, nous nous sommes appuyés sur le texte.

« Un Cadre de référence pour l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation des langues vivantes, transparent, cohérent et aussi exhaustif que possible, doit se situer par rapport à une représentation d'ensemble très générale de l'usage et de l'apprentissage des langues. La perspective privilégiée ici est, très généralement aussi, de type actionnel en ce qu'elle considère avant tout l'usager et l'apprenant d'une langue comme des acteurs sociaux ayant à accomplir des tâches (qui ne sont pas seulement langagières) dans des circonstances et un environnement donnés, à l'intérieur d'un domaine d'action particulier. Si les actes de parole se réalisent dans des activités langagières, celles-ci s'inscrivent elles-mêmes à l'intérieur d'actions en contexte social qui seules leur donnent leur pleine signification. Il y a ' tâche ' dans la mesure où l'action est le fait d'un (ou de plusieurs) sujet(s) qui y mobilise(nt) stratégiquement les compétences dont il(s) dispose(nt) en vue de parvenir à un résultat déterminé. La perspective actionnelle prend donc aussi en compte les ressources cognitives, affectives, volitives et l'ensemble des capacités que possède et met en œuvre l'acteur social. (CECRL) »

En analysant ce texte et les études de Robert et Rosen (2009) relatives à ce sujet, nous pouvons dégager les caractéristiques de l'approche actionnelle.

L'approche actionnelle va au-delà de l'approche communicative. Alors que l'approche communicative se centrait sur l'apprenant, l'approche actionnelle se centre sur le groupe d'apprenants puisqu'elle voit l'apprenant comme un usager, un citoyen qui agit, qui effectue des tâches en groupe. La dimension collective devient alors centrale et par corollaire la mise en place de travaux collaboratifs se veut primordiale.

Les activités réalisées par les apprenants doivent se faire en interaction et même mieux en coaction, le tout en langue étrangère. L'enseignant dans cette approche est non seulement l'organisateur des tâches effectuées par les élèves mais aussi le médiateur et le communicateur. La médiation a un caractère double puisqu'elle s'établit sur deux niveaux : la médiation entre le savoir et les élèves et la médiation entre les élèves eux-mêmes. La mise en place de cette démarche impose l'intégration d'outils innovants qui seront alors vecteurs et supports de l'enseignement.

La partie ci-dessus s'est donc attachée à analyser les caractéristiques de la démarche actionnelle préconisée par le CECRL. Les échanges au sein de la classe sont primordiaux. En effet, c'est à partir de ces échanges que les apprenants travaillant alors en collaborations, essayeront de mener à bien les tâches communicatives langagières. Il est donc nécessaire de pouvoir

schématiser, et analyser les échanges au sein de la classe. L'analyse de ces échanges passe par l'analyse des interactions. Dans cette étude, nous nous intéresserons plus particulièrement aux notions d'interaction en relation avec la notion d'interactivité pour pouvoir définir si un système donné dit interactif est susceptible de générer les interactions telles qu'elles sont décrites dans le CECRL, plus précisément en approche actionnelle.

Méthode

Modélisation des modèles d'interactions

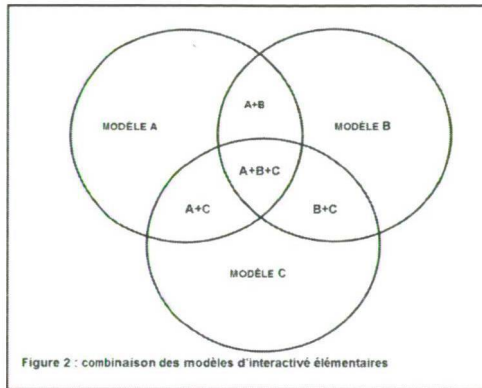
Belisle (1998) définit l'interaction sur le plan social comme étant « une caractéristique des relations humaines qui permet à une personne de réagir et de s'adapter en fonction des réactions de son interlocuteur ».

Dans le domaine du FLE, l'interaction sociale dans le groupe d'apprentissages désigne l'ensemble des relations réciproques déterminées par la communication. Schiffler (1993), distinguera deux facteurs qui peuvent générer et/ou influencer positivement des interactions sociales : d'une part, « un comportement pédagogique interactif » et d'autre part, « des formes d'enseignement interactives ». Ces dernières désignent l'ensemble des tâches qui conduisent entre autres à des interactions entre apprenants qui sont dès lors amenés à travailler en collaboration, ce que Schiffler (1993) appelle « travail en groupe interactif ».

La mise en place de ses interactions s'appuie sur des outils numériques capables de générer et supporter des interactions. De tels outils permettent la mise en place des « formes d'enseignement interactives ». SCHIFFLER (1993)

La notion d'interaction nous renvoie alors à la notion d'interactivité. Nous avons consulté différents dictionnaires en quête d'une définition satisfaisante du mot interactif, nous entendons par là une définition synthétique et complète. La multitude de définitions et de sphères d'activités dans laquelle le mot *interactivité* apparaît, nous montre qu'il englobe un ensemble de réalités diverses et variées. Ce qui fera dire à Rabaté (1986) « un mot passepartout et fétiche » tandis que Flitchy (1991) associe le terme interactivité à un mythe technico-culturel. Il apparaît donc que donner une définition synthétique et unique se révèle impossible. Il est donc nécessaire, pour comprendre ce terme, de chercher si un modèle, une classification ou une grille de lecture existe pour tenter de cerner cette notion.

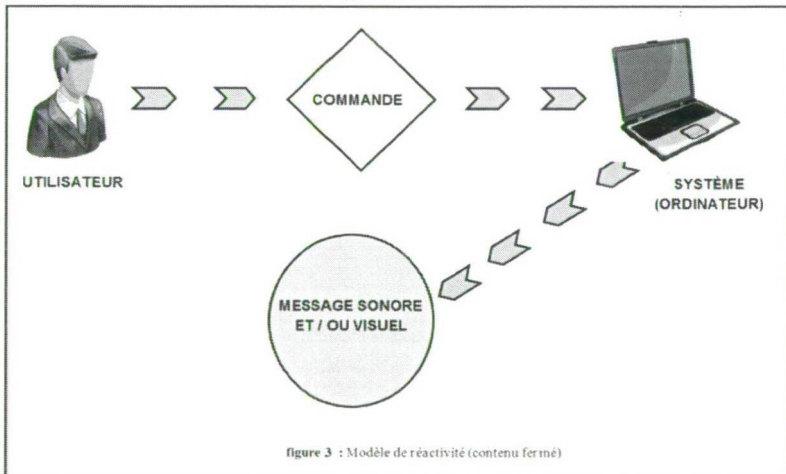
La recherche effectuée par L'ENST (l'ancienne École Nationale Supérieure des Télécommunications, aujourd'hui Télécom ParisTech) nous a semblé la plus intéressante et la plus pertinente puisque constatant « l'impossibilité d'un point de vue technique d'envisager une notion qui désigne des situations aussi différentes les unes des autres », elle aboutit à l'élaboration d'une grille de lecture qui se base sur la variation du modèle de réactivité d'un système à l'autre.



La grille comporte trois modèles élémentaires (A, B, C) basés sur trois types de réactivités que nous qualifierons d'élémentaires. À l'instar des trois couleurs primaires qui définissent n'importe quelle autre couleur. Les trois modèles élémentaires permettront de caractériser un dispositif donné dit « interactif » comme le montre la figure 2. Ainsi un système pourra comporter le modèle A et le modèle B par exemple.

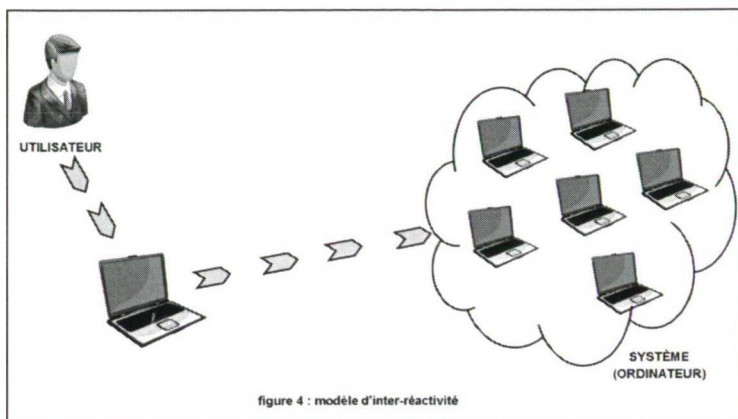
Une caractérisation plus rapide, plus aisée d'un système réalisé par cette grille de lecture implique la schématisation des trois modèles élémentaires d'interactivité. Nous avons donc essayé de schématiser le plus simplement possible ces modèles.

A « Modèle de réactivité (contenu fermé) »



Dans ce modèle, l'utilisateur envoie une information via un périphérique d'entrée (clavier, souris, écran tactile). L'ordinateur renvoie une information via un périphérique de sortie (haut-parleurs, écran). La transmission du message comme le montre la figure 3 est unidirectionnelle et par conséquent n'implique aucune rétroaction.

B « Modèle d'inter-réactivité »

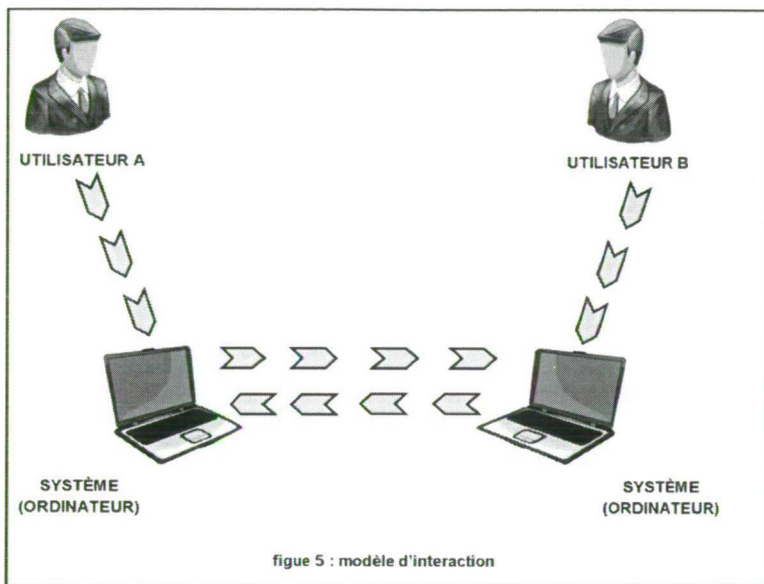


Dans ce modèle, comme le montre la figure 4 ci-dessus, les machines communiquent entre elles comme le font, par exemple, les serveurs et les clients du réseau Internet.

C « Modèle d'interaction (contenu ouvert) »

Dans ce modèle, les utilisateurs communiquent via un ordinateur ou un système automatisé, comme le montre la figure 5 ci-dessus. On notera qu'un émetteur peut également être aussi récepteur (dans le cas de travaux collaboratifs par exemple).

Nous avons donc parlé de l'importance de l'interaction et du caractère collaboratif des activités pratiquées dans la démarche actionnelle, démarche préconisée par le CECRL. Nous avons également défini, caractérisé et surtout clarifié les notions d'interactivité et d'interactions. Nous pouvons maintenant nous interroger sur les apports du tableau numérique appelé interactif dans la mise en place de l'approche actionnelle, en particulier au niveau des interactions des apprenants par rapport aux différentes technologies présentées comme solutions technologiques répondant aux besoins d'une telle démarche. La suite de l'étude portera sur le système le plus présent en classe de langue : le tableau numérique interactif, plus précisément, le tableau numérique en classe de FLE permet-il de rendre réellement interactives dans un sens pédagogique les séquences d'apprentissage ?



Analyse

La grille de lecture vue précédemment permet de caractériser le type d'interactivité et de dresser la carte d'identité interactive d'un système pour la comparer à l'interactivité préconisée par la démarche actionnelle.

Il est nécessaire de définir et de caractériser tout d'abord le TNI de manière générale et d'en rappeler le principe de base : le tableau numérique est un système composé d'une partie matérielle, le « hardware » (un ordinateur, un vidéoprojecteur et une surface tactile) et d'une partie logicielle, le « software », qui constitue alors l'interface.

Le principe de fonctionnement est relativement simple : l'interface tactile permet d'agir directement sur l'image projetée par le vidéoprojecteur. L'interface tactile et la surface contenant la projection sont confondues.

Les apports du tableau numérique interactif par rapport au système préexistant (vidéoprojecteur + ordinateur), peuvent être divisés en deux catégories : les apports liés à la partie matérielle et ceux liés à la partie logicielle.

Apports de la partie matérielle :

- Par rapport à l'utilisation d'une souris, la surface tactile permet de rapprocher l'utilisateur de l'image projetée étant donné que cette image et l'interface de commande sont confondues. Leroux (2009) qualifie ce geste de « geste naturel ».
- L'interface tactile permet de réduire la distance cognitive entre la main et l'objet manipulé.

Apports de la partie logicielle :

- La partie logicielle permet de garder en mémoire tout ce qui a été écrit, dessiné, crée pendant une séance de cours. Le tableau numérique interactif se pose alors comme une véritable mémoire de cours ce que Brousseau (1998) appelle la mémoire didactique.
- La multi-modalité des modes de communication pouvant être intégrée grâce au logiciel (image, vidéo, texte, son) est une plus-value pédagogique.
- Le logiciel permet de sauvegarder les actions des apprenants et de l'enseignant sur le tableau et de les partager ensuite via internet. Le terme de mutualisation (des activités et des cours) est alors en jeu.

Après avoir défini les caractéristiques du système de tableau interactif et ses apports, on remarque que l'interactivité apportée par le système en lui-même est essentiellement caractérisée par le modèle A « modèle de réactivité – contenu- fermé ».

En effet, l'apprenant envoie une information via la surface tactile. L'ordinateur renvoie une information via le vidéoprojecteur. La transmission du message est donc unidirectionnelle et n'implique aucune rétroaction directe.

Le système de tableau numérique interactif est donc complètement interactif, mais c'est une interactivité basique et technique comme l'est n'importe quel périphérique d'entrée (souris, clavier) et en aucun cas une interactivité pédagogique vectrice d'interactions. C'est en effet l'enseignant qui, en utilisant son savoir-faire, va générer et entretenir les interactions entre apprenants, ce que SCHIFFLER (1993), appelle « le comportement pédagogique interactif » par l'intermédiaire duquel il va :

- favoriser l'interaction sociale dans le groupe,
- chercher à dissiper les conflits sociaux cognitifs,
- inciter les apprenants à l'autonomie et au travail collaboratif dans un « travail en groupe interactif ».

Le système de tableau numérique ne lui permettra pas, a priori, de générer plus d'interactions au sein du groupe qu'un système formé uniquement d'un ordinateur et d'un vidéoprojecteur.

Cette analyse aboutit sur la conclusion suivante : le système de tableau numérique interactif n'est pas en lui-même une solution technologique suffisante permettant de répondre aux besoins de la mise en place des interactions requises par la démarche actionnelle.

Modèle proposé

La théorie des situations didactiques (TSD) et la notion de milieu : un outil indispensable pour schématiser et répertorier les interactions

Pour trouver une solution technologique à associer au tableau numérique interactif permettant de conserver ses avantages le rendant apte à générer de lui-même des interactions et des coactions en classe de FLE, nous allons nous appuyer sur la théorie des situations didactiques de Guy Brousseau. Cette théorie nous permettra de caractériser et de schématiser les interactions et coactions « idéales » en démarche actionnelle et de les mettre en relations avec celles susceptibles d'être générées par le système proposé.

La TSD peut se définir par la caractérisation de trois concepts clefs, à savoir le rôle de l'apprenant, le rôle de l'enseignant et la notion de milieu.

L'apprenant doit être acteur de son apprentissage. Il doit lui-même construire les modèles, les règles, et surtout discuter des questions et des réponses avec les autres apprenants tout en ayant un esprit critique « qu'ils (les) échangent avec les autres cultures », affirme Brousseau, pour insister sur l'importance de la composante culturelle et sociale avec laquelle l'apprenant est en interaction. Pour que l'apprenant puisse jouer pleinement ce rôle, l'enseignant doit penser en amont aux situations d'apprentissages adéquates.

L'enseignant ne doit plus exposer une règle, une loi directement et demander aux apprenants de la mémoriser puis de la réemployer. Il doit proposer une situation initiale comportant une problématique amenant les apprenants dans une situation de réflexion. L'apprenant, en résolvant lui-même le problème, va construire lui-même la connaissance à acquérir. Brousseau parle alors de « recontextualisation du savoir ».

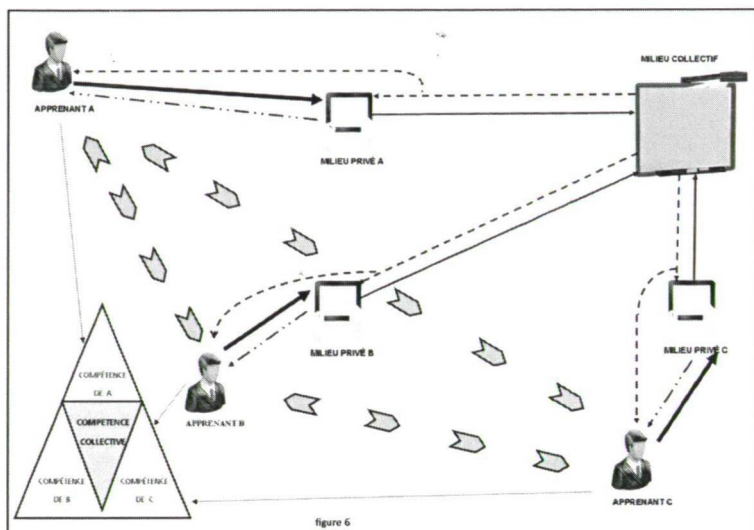
Le milieu représente tout ce qui est en interaction avec l'apprenant (matériel et individus). Selon Brousseau, « c'est le milieu antagoniste » de l'apprenant. Pour définir et schématiser un milieu donné, il est donc nécessaire de répertorier :

- tout ce sur quoi l'élève peut agir ;
- tout ce avec quoi et/ou qui l'élève peut agir ;
- tout ce qui agit sur l'élève.

Le milieu didactique de Brousseau a la propriété suivante : il est dynamique, il évolue au cours des interactions.

Schématisation de la communication issue de la TSD transposée dans une situation didactique contenant l'outil « tableau numérique interactif » et les outils « tablettes tactiles »

Dans cette partie, nous avons essayé d'établir, dans un premier temps, un schéma dans lequel nous représentons les interactions possibles au sein du milieu contenant les outils « tablettes tactiles » et l'outil « tableau numérique interactif ».



Lors de la réalisation du schéma, il nous est apparu impossible de schématiser un seul et unique milieu. Nous avons donc décidé de distinguer deux types de milieux que nous appellerons **milieu collectif** et **milieu privé**.

Nous pouvons alors décrire avec deux exemples de configuration, les différentes interactions et caractériser la notion de milieu privé et la notion de milieu collectif.

Les apprenants réalisent une tâche ou un ensemble de tâches en collaborant et donc en communiquant dans la langue cible. Pour cela, chacun des apprenants utilise et partage ses compétences (au sens général du terme) acquises pour créer une compétence globale censée être suffisante pour réaliser la tâche donnée.

Pour réaliser cette tâche, deux outils différents sont présents :

- un tableau numérique interactif ;
- un nombre de tablettes tactiles correspondant au nombre d'étudiants (remarque : les apprenants peuvent être placés en binôme sur chacune des tablettes).

Dans cette configuration, l'outil tableau numérique transmet l'information visuellement à l'ensemble de la classe. En revanche, au niveau des tablettes tactiles, l'affichage alterne entre une diffusion unique à l'apprenant qui manipule la tablette tactile et une diffusion collective sur le TNI. Cette alternance est gérée par l'enseignant au niveau du tableau numérique interactif.

Le rôle de l'enseignant est donc celui de médiateur et d'organisateur : il gère le bon déroulement de la séance en intervenant uniquement sur la gestion du TNI, de l'affichage des tablettes tactiles, et de la prise de parole des apprenants. Il a donc le contrôle exclusif de ce que nous appelons les **moments collectifs**, moment au cours duquel les apprenants utilisent le milieu collectif (de collaboration).

Le rôle de l'apprenant est de réaliser une tâche de résolution de problème en situation, en collaborant avec les autres apprenants.

L'artefact système de tableau numérique interactif est ici un **milieu collectif** que nous définissons de la manière suivante : **un milieu est dit collectif s'il peut agir directement sur l'ensemble de la classe**. L'outil tablette tactile est ici un milieu privé que nous définissons de la manière suivante : **un milieu est dit privé s'il peut, à un moment, n'agir que sur un apprenant (ou groupe restreint d'apprenants)**.

Une variante de cette configuration consisterait à ce que le milieu collectif n'affiche que l'écran d'une tablette ou d'une source lambda. Le schéma de cette configuration ne change rien au schéma précédent.

Conclusions et perspectives

Dans cet article, nous avons essayé d'établir l'état des lieux concernant les notions d'interactivité et d'interaction afin de lever le voile sur la confusion qui régnait autour du terme désignant l'artefact « tableau numérique interactif ». Grâce aux travaux de l'ENST, nous avons pu conclure de l'incapacité, de par sa nature, du tableau numérique à générer matériellement parlant, les interactions requises par la mise en place de l'approche actionnelle au sein d'une classe de FLE. Nous avons cependant regroupé et listé les apports réels du tableau numérique et nous avons pu constater que, sur plusieurs aspects, le tableau numérique comportait de nombreux avantages. Nous avons donc décidé d'analyser les interactions en classe de FLE susceptibles d'être générées par l'association de deux outils, à savoir le système de tableau numérique et l'outil tablette pcs. Afin de réaliser cette analyse, nous nous sommes appuyés sur la théorie des situations didactiques, en particulier sur la notion de *milieu*. Au cours de cette analyse, l'association des deux artefacts nous a amené à différencier ce que nous avons appelé et défini *milieu privé* et *milieu collectif*. L'analyse qui a caractérisé les milieux et donc les interactions a abouti à la conclusion suivante : le système formé par le tableau numérique interactif

et les tablettes pc était propice à la mise en application de la démarche actionnelle. En effet, un tel système constitué d'un milieu collectif et de plusieurs milieux privés permet de générer les interactions telles qu'elles sont décrites dans le CECRL, en particulier dans le descriptif de la démarche actionnelle. Avec ce système, les apprenants ont la possibilité d'interagir en alternance au sein de leur milieu privé et du milieu collectif, ces milieux ne comportant pas uniquement de partie matérielle. Il est essentielle dans les prochaine recherches d'analyser le rôle de la partie logicielle du milieu concernant les interaction. Cette étude ouvre alors le champ à l'utilisation de logiciels existants, existant, au développement de logiciels et d'activités nouvelles pouvant s'appuyer sur un système théoriquement adapté.

Bibliographie

- Conseil de l'Europe C.E., *Un cadre européen commun de référence pour les langues: apprendre, enseigner, évaluer*, Didier, 2001.
- Noam Chomsky, *Aspects of the Theory of Syntax*, MIT Press, 1965.
- Liouba Leroux, *Le tableau numérique interactif : quelles spécificités vis-à-vis d'autres dispositifs ? Quand et pourquoi l'utiliser ?* IREM numéro 74, Janvier 2009, Irem de Grenoble OPIQUES Éditions.
- Claire Belisle, « Enjeux et limites du multimédia en formation et en éducation », in *Multimédia et français langue étrangère*, Les cahier de l'asdifle, 1998.
- Guy Brousseau, *Théorie des situations didactiques, La pensée sauvage*, 1998.
- Guy Brousseau, J. Centeno, « Rôle de la mémoire didactique de l'enseignant », in *Recherches en Didactique des Mathématiques 11*, 2.3, 1991, p. 167–210.
- Patrice Flitcky, *Une théorie de la communication moderne. Espace public et vie privée*, Paris, La Découverte, 1991.
- François Rabate, « De la communication aux médias : un repositionnement de l'appareil éducatif » in *Communication et enseignement, Langue française*, n° 70.
- Jean-Pierre Robert, Évelyne Rosen, *Dictionnaire Pratique du CECR*, Paris, Ophrys, 2010.
- Évelyne Rosen, *Le point sur le Cadre européen commun de référence pour les langues*, Paris, CLE international, 2010.
- Ludger Schiffler, *Pour un enseignement interactif des langues étrangères*, Paris, Hatier, Didier, 1993.
- Christine Tagliante, *L'évaluation et le cadre européen commun*, Paris, CLE International, 2005.
- David Arthur Wilkins, *Proposal for Levels Definition*, In J. L. M. Trim Ed, 1978.



Natalia Moghilda, Daniela Bularda¹

La francophonie dans l'espace publique et médiatique. Etude de cas : la Roumanie et la Moldavie

« La Roumanie est, incontestablement, le deuxième pays francophone d'Europe en nombre de locuteurs, devant la Belgique et la Suisse (...). Assurément, la francophonie et le caractère européen de ce pays écartelé depuis trop longtemps entre son amour de la langue roumaine et la langue russe qui lui ont imposée les circonstances, sont à la base de l'émotion qui m'envahit toujours au contact des Bassarabiens. »

(Jean-Yves Conrad, journaliste, écrivain français)

La communication médiatique concerne la communication des grands médias qui constituent un pôle déterminant des sociétés contemporaines. Ce quatrième pouvoir dans l'Etat a la principale fonction d'informer l'opinion publique. Qui plus est, les médias garantissent la démocratie, avec la mention que les journalistes ne peuvent pas exercer leur travail de la même manière partout dans le monde. En revanche, en Occident on connaît une connivence entre les hommes politiques et les journalistes, ces derniers deviennent ainsi des nouveaux chiens de garde.

L'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen souligne l'importance de la liberté de communication comme : « l'un des biens les plus précieux de l'homme ». Sans doute la communication médiatique constitue un des outils les plus puissants grâce aux moyens d'influence (la radio, la télévision, la publicité et de la presse écrite et online). Les journées de la francophonie, les événements et les médias francophones constituent des dispositifs modernes et compétitifs pour les structures qui répandent la francophonie et ses valeurs.

C'est pourquoi l'étude de la francophonie à la lumière de la communication publique et médiatique qu'on va aborder ensuite se présente comme actuel. Nous expliquerons ce phénomène en trois étapes. Tout d'abord nous présenterons une approche historique de la francophonie dans les médias roumains et moldaves et le rôle des médias dans la communication publique et ses effets sur la francophonie par le biais des théories de la communication. Dans un deuxième temps, nous exposerons quels sont les réseaux des journalistes francophones dans le cadre de la communication associative. Enfin, dans une dernière étape, on va analyser les nouveaux défis de la francophonie *versus* les priorités dans l'actualité des médias locaux.

¹ Université de Szeged, Hongrie.

L'étude de la francophonie dans les médias nécessite une réflexion sur les intentions de communication et sur les enjeux propres aux diffuseurs de contenu et discours. Tout contenu médiatique est conçu et diffusé par les institutions qui ciblent des objectifs différents. Quant à la francophonie, elle vise notamment à ériger le français en vecteur de la diversité culturelle.

La francophonie dans les médias roumains et moldaves à travers l'histoire

La francophonie en Roumanie et Moldavie, qui à l'époque étaient le même pays, dispose d'une histoire riche et diverse. Dans le passé, le pays a connu de fortes relations avec la France. En 1776 le français devient langue obligatoire à l'école de Bucarest. On traduit des livres et même les documents officiels sont écrits en français. Au XIX^e siècle, des intellectuels et artistes roumains voyagent en France et ensuite reviennent en Roumanie et implantent par la suite, des éléments de la culture et de la politique française. Paul Morand appelle Bucarest « Le Petit Paris » en 1935. Le français était la langue d'élite, parlée et enseignée dans les familles des intellectuels, mais la francophonie accessible pour tous viendra plus tard.

En Moldavie dans la période soviétique l'enseignement du français va évoluer au détriment du roumain et de l'anglais. Le journal d'orientation idéologique « Maskovskie novosti » est traduit en français pour donner l'impression d'un choix de lecture politique multiple, mais qui en fait était rédigé par les russes. On voit que pour les soviétiques la francophonie était un moyen dans la propagation de l'information et de la construction de l'opinion publique et aussi pour montrer à son peuple l'ouverture de l'URSS vers l'Occident sans que ce dernier se rende compte de cette « mise en scène ».

La « vraie » francophonie se manifeste juste après l'Indépendance. Il y avait une seule émission en français « Francosphère » créée par la journaliste Corina Fusu qui a invité plusieurs personnalités importantes de Moldavie pour parler en français et a contribué à maintenir un bon niveau de français à l'école.

Aujourd'hui on a accès à plusieurs médias francophones comme TV5 Monde, Euronews en français, Radio France Internationale ainsi qu'aux autres ressources médias accessibles sur internet.

Au niveau institutionnel, il faut mentionner également le partenariat entre Canal France International avec Téléradio Moldova dans le cadre de l'Union européenne de radio et télévision, puisque environ 40 % des films et bandes dessinées sont disponibles en français, ou une grande partie est donnée presque gratuitement.

En communication, ce qui est primordial c'est l'information, donc le message. Mais la transmission du message peut affronter des barrières de langues. Pour éviter des stéréotypes dans la communication et pour mieux comprendre, soit l'actualité roumaine, soit celle moldave, nous avons accès

à de nombreux sites et des revues en français. Bucarest Hebdo, Regard – Revue francophone, lepetitjournal.com le portail francophone « Moldavie.fr » vient de présenter les réalités de la Moldavie francophone telle que les voient les français qui travaillent en Moldavie, d'un côté, et les moldaves qui parlent français de l'autre, en constituent quelques exemples.

Le rôle des médias dans la communication publique – approche théorique

L'hypermodernité, telle que décrite par Gilles Lipovetsky, est caractérisée par un fort saut dans les nouvelles technologies de la consommation et des changements d'habitudes. Les consommateurs de médias ont des âges très divers et s'alimentent du contenu médiatique largement.

L'information reçue passe auparavant par un tri et une hiérarchisation. Les médias ont cette autonomie et les journalistes choisissent ce qu'il vaut, d'après eux, être une nouvelle. Néanmoins, ce ne sont pas les journalistes qui font l'actualité, mais les événements en soi. Les théories de la communication traitent de nombreux aspects liés au travail journalistique mais également au comportement des utilisateurs des médias. La spirale de silence de Elisabeth Noelle-Neumann des années 70 se penche sur le processus de la création de l'opinion publique compte tenu du rapport des individus à l'environnement social. La tendance de s'isoler existe encore quand les opinions d'une minorité ne correspondent pas à la majorité ou à l'inverse si une majorité est mise en silence par une minorité imposante. Les médias encouragent cette spirale de silence qui influence donc l'opinion publique.

La francophonie présume l'interaction des langues et des cultures dans des milieux sociaux différents. D'une part, on voit la nécessité de préserver une identité dans le cadre de l'uniformisation et d'autre part, la diversité des nations dans un espace public commun. Mais que signifie exactement le terme d'« espace public » ? D'après Habermas, philosophe, rattaché à l'école de Francfort, l'auteur de ce terme, l'espace public est un ensemble de personnes privées rassemblées pour discuter des questions d'intérêt commun. Selon lui il faut étudier les réseaux d'interactions dans une société faite de relations communicationnelles. L'espace public n'est plus « la panacée du pouvoir institutionnel » mais l'ensemble de la société civile et des médias de masse, où chacun peut contribuer. Or, les journées de la francophonie, les multiples organisations francophones au niveau national et international sont un bel exemple et même une possibilité pour tous les francophones et les francophiles d'y participer.

Les médias n'ont pas qu'une influence sur l'opinion publique, mais également sur d'autres médias. C'est le cas de la presse française qui est constamment citée ou encore des articles sont entièrement traduits dans des médias nationaux.

Les réseaux des journalistes francophones – un lien avec les francophiles du monde

Qui se ressemble se rassemble, avons-nous l'habitude de dire. La communication est un vaste domaine comme on a pu le constater et s'exerce de plusieurs manières. Une de ces possibilités est la communication associative dans l'espace public. Cette communication est mise en œuvre par une association pour se doter d'une identité distincte, la faire connaître et la valoriser auprès de sa cible.

L'identité francophone journalistique et publique en Roumanie et en Moldavie se valorise aussi par le travail des réseaux associatifs. On constate une diversité de ces rassemblements par le biais de la langue française qui donnent naissance à des activités diverses journalistiques et artistiques.

Les réseaux de journalistes francophones constituent un lien entre tous les francophiles du monde. Un exemple pertinent est l'organisation Reporters sans frontières qui regroupe 150 correspondants entre 130 pays y compris la Moldavie et la Roumanie. Une autre institution connue à l'échelle internationale qui depuis plusieurs années milite pour la liberté de l'information, est l'Union internationale de la Presse francophone où environ 3000 journalistes sont répartis dans 110 pays dans le monde entier. En Europe, l'Union européenne de radio-télévision a permis l'échange des programmes à la fois au prix réduit, à la fois gratuit dont la Moldavie a bénéficié plusieurs années. Pour maintenir et élargir les réseaux des journalistes francophones on a créé des concours comme : Le prix du jeune journaliste francophone, qui a lieu tous les six mois à Bucarest et le concours pour les étudiants en Journalisme en Moldavie, Le Coing d'or.

Les nouveaux défis pour la francophonie vs les priorités d'actualités des médias locaux

Les médias traditionnels influencent encore le public car ils créent l'agenda des actualités. C'est la théorie de l'agenda setting qui explique le choix des journalistes – un événement devient une nouvelle s'il est considéré comme suffisamment important. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer le contexte de web 2.0 qui s'impose parmi les habitudes hypermodernes des consommateurs de l'information.

Un bon outil de communication utilisé par les institutions est la communication événementielle qui vient de compléter les moyens de la communication classique et qui donne une image favorable ayant la sympathie du public par rapport à l'intérêt donné à un événement organisé par telle ou telle institution.

L'espace médiatique dédié aux événements francophones est considérable. Les médias moldaves et roumains s'en intéressent beaucoup. Par rapport aux autres événements non francophones, il y a un signe

d'égalité. Dans la hiérarchisation de l'information, les actualités francophones font parties des événements culturels importants comme le Festival de film français et francophone, notamment par la projection des films francophones à Tiraspol, en Transnistrie et le Festival des films de Cannes à Bucarest. Le mois de la francophonie qui a lieu chaque mois de mars assure un mois de présence avec environ 200 sujets concernant la francophonie.

Les médias traditionnels en Roumanie et en Moldavie se penchent sur l'actualité francophone quand il y a des événements. De ce point de vue, ces événements ont une large couverture médiatique bien qu'il s'agisse des festivals des films français ou des visites des homologues français.

Quant aux *new media*, parmi lesquels les pages personnelles ou collectives sur internet, ils constituent un outil permanent de promotion de la francophonie. Les médias sont obligés de s'adapter par rapport aux demandes de leur public vu qu'il change de présence : internet.

Les critiques autour de ce phénomène se dirigent notamment envers la qualité du contenu diffusé. Les blogs ne sont pas une source véridique d'information et il y a, en outre un changement de rôle dans la recherche d'information par rapport aux médias traditionnels. Le consommateur (dans ce cas, l'internaute) cherche l'information car il a des choix multiples tandis que le récepteur traditionnel reçoit l'information sans avoir la liberté de choisir (notons le célèbre cas de l'impossibilité de regarder plus tard une émission télévisée, même si au même moment certaines chaînes essaient de s'adapter et de permettre l'enregistrement des programmes).

La francophonie est, quant à elle, promue également par la communication sociale des *new media*.

Conclusion

Tout au long de l'histoire de l'Europe, la Francophonie a eu le même combat de promotion de la diversité culturelle et du respect des valeurs communes : Droits de l'homme et démocratie.

L'ouverture à l'Est augure un renforcement de la capacité de négociation internationale pour l'Organisation de la francophonie d'un côté et des avantages culturels, politiques et économiques pour des pays comme la Moldavie ou la Roumanie de l'autre.

Symbolique mais significative également, la mise en valeur de l'action francophone par les deux pays en question montre qu'ils ont pris une position publique pour la Francophonie. D'autant plus que les médias moldaves voient la francophonie comme « une porte supplémentaire vers l'Union européenne » ce qui nuance encore une fois la dimension internationale de la langue française comme un outil dans l'intégration de l'Union européenne. La présence constante de la francophonie dans les actualités de ces deux pays souligne le fait que ce réflexe francophone existe. Pourtant on observe que de la part des médias français ou belges les

clichés comme étant le pays le plus pauvre de l'Europe ou l'assimilation des Roms avec le roumain, sont toujours présents.

Le fait que le français est la langue de travail au sein des institutions européennes implique une tendance pour les pays comme la Roumanie et la Moldavie de s'approcher de la France. Or, la France est l'un des principaux partenaires économiques de la Roumanie et la Moldavie. De la part de médias moldaves et roumains, les nouvelles des grandes publications françaises se présentent comme une source pour assurer le contenu médiatique local.

On peut tenter d'expliquer cette réussite du fait que les affinités francophones de cet espace carpato-danubiono-pontique ne sont pas nées du jour au lendemain, mais cachées dans l'histoire des relations interétatiques.

Bibliographie

Elisabeth Noelle-Neumann, *La spirale du silence. Une théorie de l'opinion publique*, Hermès, La Revue, 1989/1, n° 4, p. 181–189.

Gilles Lipovetsky, *Les temps Hypermodernes*, Paris, Grasset (Nouveau collège de philosophie), 2004

Jürgen Habermas, *Morale et communication. Conscience morale et activité communicationnelle*, Cerf, Paris, 1996, p. 88.

Guyet Lochard, Henri Boyer, *Du signe au sens*, Seuil, 1998

Duel Amical : pour la citoyenneté européenne à travers le pluralisme d'idées et le débat respectueux

Avec la multiplication d'organes de presses et surtout avec l'invention et l'extension d'Internet, les médias ont fait un progrès incontestable quant à la quantité d'information et la rapidité de publication. Néanmoins, ce progrès va souvent à l'encontre de la qualité de l'information partagée avec les masses. Aux XIX^e et XX^e siècles, lutter pour la liberté de presse signifiait quelque chose de tout à fait différente d'aujourd'hui dans l'Europe démocratique. Dans la société d'information européenne où les citoyens sont exposés à une quantité de nouvelles impossibles à digérer, ce n'est plus la liberté de formuler son opinion qui est en danger, mais la **liberté d'être entendu**. Autrement dit, aujourd'hui la plupart des personnes peut trouver un moyen pour publier leurs idées, mais l'opportunité qu'un grand public puisse et veuille les lire est toujours réduite.

D'une part, dans une société inondée d'information, les citoyens n'ont pas les moyens physiques pour lire toutes les idées. C'est comme aller dans un grand surface où des douzaines de produits similaires nous attendent, nous n'arrivons même pas à faire notre choix. Non seulement une manœuvre de sélection de produit compliquée nous attend, mais le risque y est également que finalement nous abandonnons l'achat, nous nous détournons du rayon « fatigués » et « dégoutés », tellement le choix et surtout le bon choix nous paraît impossible. Ou bien, il est probable que nous choisissons le produit dont l'emballage est le plus attirant, alors que son contenu est médiocre. D'autre part, dans une telle situation, il existe une autre manière de faire son choix. C'est de prendre toujours le même produit de la même marque, que nous avons déjà testé et qui nous procure en général satisfaction. Ces types de comportement existent également en termes de choix de média. En 2011, le concept de « Duel Amical » a été formulé pour apporter une réponse originale au phénomène de blocage sur une seule source d'information, ou sur des sources d'information qui s'alignent toutes sur un seul courant d'idées.

Ce phénomène est perceptible dans un grand nombre de pays, bien que son degré change en fonction de la culture politique. Le cas de la Hongrie peut être révélateur. Depuis le changement du régime et de la (re)découverte du pluralisme médiatique, la Hongrie a connu un processus d'équilibrage des médias. Pendant les années 1990, les médias de gauche ont été dominants entre autres puisqu'ils disposaient d'une meilleure

¹ Université de Szeged, Hongrie.

infrastructure héritée encore de l'époque communiste. Pour les médias de droite, il était beaucoup plus difficile de s'implanter et de se développer, car il fallait partir de zéro. Néanmoins, au début des années 2000, d'importants forums médiatiques de droite ont été créés qui, aujourd'hui, font aussi partis des sources d'information et des formateurs d'opinion déterminants. La Hongrie a connu un rééquilibrage médiatique, un équilibre qui, avec le renforcement de la droite politique, pourrait peut-être décliner sur le long terme en faveur de la droite.

Dans tous les cas, les différents organes de médias, qu'ils soient de gauche ou de droite ont une ligne politique. Et leur public suit également ces lignes éditoriales. D'une manière simplifiée, les citoyens qui préfèrent les idées de gauche consomment des médias de gauche, ceux qui préfèrent la droite achètent des produits reflétant des idées proches de la droite politique. Ce comportement, pouvant être analysé comme **une censure a priori effectuée par les citoyens eux-mêmes**, contribue à la diminution du degré de la liberté d'information, notamment à la réduction de son deuxième volet, de la « liberté d'être entendu ». Ainsi par exemple, les idées de gauche qui sont publiées uniquement dans les médias de gauche n'atteignent pas le public sympathisant avec la droite et vice versa. Et c'est en cela que réside le paradoxe. Car ceux qui se prévalent de leur liberté d'expression le font pour formuler une opinion. S'ils formulent une opinion c'est parce qu'ils veulent convaincre. Mais la suite logique de la censure a priori par les citoyens, est que ceux qui cherchent à convaincre ne peuvent s'adresser en pratique qu'à un public qui est susceptible d'être déjà convaincu ou qui peut être convaincu plus facilement. En revanche, ces auteurs n'ont que très peu de chance de communiquer à un public qui ne soit a priori pas convaincu par leurs idées. Alors que, dans un véritable débat démocratique, basé sur le concours d'idées contraires, un public non convaincu devrait logiquement constituer la première cible de ceux qui veulent convaincre. Bien sûr, des exceptions existent, il y a bien des citoyens qui font l'effort de lire des journaux de l'un et de l'autre côté de l'échiquier politique ou qui consultent des chaînes d'information différentes. Mais ils ne sont que peu nombreux. Il s'agit essentiellement d'une part restreinte de la population qui, par son métier (homme politique, journaliste, etc.), doit s'informer de plusieurs sources. Alors que, dans une vraie démocratie, le pluralisme d'idée devrait bénéficier non seulement à un groupe de citoyens, mais à **tous les citoyens**.

« Duel Amical » n'est pas simplement un nouveau projet de média, mais un projet de **renouveau du média**. L'objectif est d'encourager le changement de la nature même des médias contemporains en créant une plateforme où toutes les questions sont traitées sous forme d'articles de débat. Sur la plateforme de Duel Amical (www.duelamical.eu), tout est présenté non pas par un article, mais par deux articles aux opinions divergentes figurant l'un à côté de l'autre. Puisque les deux articles sont rédigés par deux personnes distinctes, il ne s'agit pas simplement de deux

colonnes d'arguments récapitulés par une seule et même personne, mais de deux argumentations, de deux approches complètement différentes garanties par la spécificité de la personnalité et de la pensée de chaque auteur.

La philosophie de «Duel Amical» se méfie de la notion d'objectivité. Bien que la recherche d'objectivité soit possible et même souhaitable, une personne ne peut jamais être suffisamment objective, même quant à des sujets qui ne la concernent pas (en apparence) personnellement. L'approche et le traitement du sujet sont nécessairement empreints de la personnalité et des expériences personnelles de l'auteur. C'est pour cela que «Duel Amical» vise expressément à **briser la fiction d'objectivité**, en mettant l'accent sur la subjectivité. Les deux articles traitent le même sujet et sont donc volontairement subjectifs et présentent exprès l'un ou l'autre de nombreux points de vue existant dans la société. En revanche, puisque ces articles sont tous les deux mis en valeur de la même manière (ils apparaissent l'un à côté de l'autre sans que l'un ou l'autre soit mis en avant), Duel Amical souhaite, en fin de compte, proposer aux lecteurs le bilan le plus objectif possible. Il est considéré que le résultat final, la somme des deux articles aux opinions divergentes (l'article de Duel) donnera une image plus fidèle de la réalité qu'un seul article se voulant objectif.

Sur la plateforme de Duel Amical, le public non seulement peut, mais est également incité à lire plusieurs opinions. Le débat n'est pas une invention nouvelle, les médias contemporains y laissent plus ou moins de place dans leur contenu. Ce qui est révolutionnaire, c'est de placer le débat **au cœur du processus de s'informer**. Sur une plateforme où les articles de débat sont le principe et les articles uniques forment l'exception, la pluralité d'opinions devient sensible. Les citoyens peuvent plus facilement sortir d'une logique partisane et voir leurs esprits devenir plus ouverts. En voyant plusieurs types d'argumentation, en prenant connaissance de différentes logiques et approches, le cadre de réflexion et ainsi la liberté de penser des lecteurs s'élargissent. Quant aux auteurs, ils peuvent être rassurés que leurs articles seront lus aussi par un public qu'ils n'auraient pas pu atteindre autrement à cause des a priori politiques. L'information peut donc atteindre un public plus large, la liberté d'expression se voit alors renforcée.

«Duel Amical» encourage les citoyens du même pays de mener un débat démocratique et respectueux. Ceux qui participent aux articles du duel acceptent que leur propre article soit concurrencé par un article contradictoire. Ils renoncent ainsi au monopole d'influencer le public à un instant donné, par un forum médiatique précis. Il s'agit d'un geste important. Ceux qui contribuent à «Duel Amical» reconnaissent que, même s'ils considèrent que leur propre argumentation est la plus convaincante, l'autre peut également avoir raison. Cette sensibilité manifeste de départ pour l'opinion de l'autre n'est que le tout premier pas

pour trouver le meilleur compromis démocratique. Par contre, il s'agit d'un premier pas très important, qui, malheureusement, est loin d'être évident dans des sociétés frustrées de nos jours. Mener un duel amical revient en fin à faire preuve de bonne foi.

La prise de conscience de différentes idées est cruciale pour le bon fonctionnement des démocraties nationales. Elle n'est pas moins importante du point de vue de la démocratie européenne. Par le concept de « Duel Amical », il est également possible de contribuer à la **compréhension mutuelle des peuples de l'Europe**. Du point de vue démocratique, la création d'une union sans cesse plus étroite ne peut être soutenue qui si elle s'accompagne de la naissance d'un « demos » européen. Un peuple européen suppose que ses différents membres se considèrent appartenir à la même communauté. Ce sentiment d'appartenance requiert un minimum de connaissance de l'autre. Malheureusement, malgré le processus d'intégration européenne, nous constatons encore trop souvent que des images simplistes et caricaturales persistent sur les différentes cultures au sein de l'Union Européenne.

Pour que les débats profitent à l'Europe, Duel Amical traduit ses articles en plusieurs langues. Les deux personnes qui rédigent un article de duel sont toujours ressortissantes du même pays. Les débats de Duel Amical sont donc principalement des débats nationaux. Mais grâce aux traductions, ces débats sont exportés vers un public international. Cette démarche permet de comprendre à un niveau européen les débats politiques nationaux, **tels qu'ils sont vus et vécus par les citoyens d'un pays**. Tant le contenu que le choix même des sujets de débat sont révélateurs de la culture politique d'un pays. Tandis que le premier montre ce que pensent les citoyens, le dernier rend apparent ce qui les préoccupe le plus. Les articles de duel nous offrent un regard spécial sur les mentalités de diverses populations européennes et nous apprennent à réfléchir avec la tête des citoyens d'un autre pays. Cela permet de ressortir tant les différences de mentalité que les valeurs communes des peuples européens. Tandis que par les premières nous devenons plus tolérants en comprenant les sensibilités nationales, ces dernières nous aident à construire notre identité commune européenne.

La démocratie, le débat respectueux sont des idées anciennes. Le fondateur et les premiers participants du projet qui vient d'être décrit sont des jeunes. Un signe positif important qu'envoie une génération qui est souvent accusée d'être sensible aux idées d'extrême. La philosophie de Duel Amical n'a qu'un seul aspect radical. C'est l'engagement décisif de refuser le chemin le plus facile, celui du rejet des idées de l'autre. Tout pour prendre le passage qui est certes le plus rude, celui de la recherche de la compréhension de l'autre. Car ce n'est que ce dernier qui constitue la seule voie menant vers une véritable démocratie.

Plus de dialogues francophones, plus d'Europe Plus d'Europe, plus de dynamique des gens qui les aide à mieux se comprendre

Le sujet que nous avons présenté pendant le colloque pluridisciplinaire qui a eu lieu en septembre 2013 à Szeged avec le thème central « Des dialogues francophones en Europe », annonce déjà les intentions de la recherche à partir du titre. Comme on peut observer, le papier s'intitule « Plus de dialogues francophones, plus d'Europe. Plus d'Europe, plus de dynamique des gens qui les aident à mieux se comprendre ».

Selon notre opinion,² l'espace francophone a toujours représenté l'un des plus importants forums de communication du monde, qui regroupe 57 membres en plein exercice partout dans le monde. Le fait que presque 130 millions de gens parlent le français, montre que c'est une langue qui a été dispersée partout dans le monde et qui est la IX^e langue la plus parlée. Les personnes qui parlent le français sont trois fois moins que celles qui parlent l'anglais.

Les éléments les plus précieux soumis par cette union sont, à notre avis, la langue française, ensemble avec les valeurs des francophones, comme la paix, l'égalité, la démocratie, la diversité culturelle, la protection d'environnement, l'État de droit et certains d'autres.

Premièrement, je vais exposer les raisons pour lesquelles je considère qu'être un membre actif dans l'organisation de l'espace francophone est très important et pourquoi cette identité doit se développer et c'est d'ici que le titre « Plus des dialogues francophones, plus d'Europe. Plus d'Europe, plus du monde » prend toute sa pertinence.

À cet égard, je vais présenter brièvement l'Organisation Internationale de la Francophonie, ce qui représente en ce moment le principal forum qui aide à promouvoir les droits, les demandes, les obligations et les valeurs de tous les francophones du monde.

À partir des premières décennies du XX^e siècle, les francophones ont pris conscience de l'existence d'un espace qui partage la même langue avec les mêmes habitudes culturelles traditionnelles. Pour cette raison, se sont constitués de multiples organisations, associations et regroupements qui ont conservé la francophonie « vivante ».

De nos jours, un des plus importants promoteurs de la francophonie est le centre universitaire et les agences universitaires de la francophonie qui embrassent la possibilité d'étudier en français et qui ont adopté l'identité francophone. C'est le cas de l'Université de Bucarest où je fais mes études

¹ Université de Bucarest, Roumanie.

² La première partie du papier a été préparé et présentée par Kispal Andreea – Cristina.

mais également de l'Université de Szeged, qui a accueilli l'événement pour lequel cette présentation a été rédigée et des autres centres universitaires francophones du monde entier.

Et tous les individus qui forment cette communauté ont aujourd'hui un dispositif institutionnel amené à promouvoir la langue française et les relations des coopérations entre les 77 membres et observateurs de l'OIF.³ L'OIF représente un dispositif fixé par la Charte de la Francophonie, adoptée en 1997 au Vietnam et révisée par la Conférence ministérielle en 2005 à Madagascar. L'institution met en œuvre la coopération francophone entre les membres avec l'aide de quatre opérateurs : TV5 Monde, L'Agence Universitaire de la Francophonie, L'Agence Internationale des Maires Francophones et l'Université Senghor d'Alexandrie.

Je vais par la suite présenter les raisons pour lesquelles je considère que faire partie de l'espace francophone est très important et utile pour les deux côtés.

Nous garderons à l'esprit le fait que cette appartenance promeut l'intensification du dialogue entre les différentes cultures et civilisations. En outre, nous découvrons une autre culture, que nous pouvons comprendre et respecter. Et, de nos jours, la tolérance, le respect et l'amour pour la découverte de nouveaux mondes sont les clés de l'univers.

Laissant derrière nous le fait que les agences de l'OIF offrent beaucoup de bourses pour promouvoir l'éducation et le développement continu, de nombreux autres partenariats scolaires multilatéraux peuvent être accessibles qui permettent aux élèves et à leurs enseignants de participer à des activités d'apprentissages communes avec les écoles de différents pays et qui aident à la promotion de la langue française. Cela contribue à favoriser la sensibilisation interculturelle et à améliorer les compétences dans les domaines choisis.

Quelques exemples forts pour soutenir cet argument sont des projets comme Comenius, Youth in Action, Youth in the World, Erasmus, Grundtvig, Erasmus Mundus, Tempus, Jean Monnet, MEDIA, Marie Curie Actions et Culture.⁴

Les partenariats d'études bilatéraux ou multilatéraux à vocation linguistique encouragent également l'utilisation de la langue française en donnant aux étudiants la chance de pratiquer à la fois de façon formelle, mais aussi dans un contexte plus officieux les échanges francophones.

Entre les frontières francophones, il est important d'avoir une éducation, de choisir une formation professionnelle et de suivre l'enseignement supérieur ou le chemin de recherche, sont des objectifs pour lesquels de grands efforts sont faits chaque jour, principalement pour fournir l'accès à ceux qui veulent faire partis de cette communauté.

³ L'Organisation Internationale de la Francophonie a 57 membres en plein exercice et 20 observateurs, http://www.francophonie.org/#section_2, consultée à la date du 30.08.2013

⁴ Publications of the Directorate-General for Education and Culture, http://ec.europa.eu/dgs/education_culture_brochure_What's_in_it_for_me_?, EU opportunities in education, culture and youth, Luxembourg, 2010

Aussi des événements comme ce colloque sur le thème « Des dialogues francophones en Europe » ont favorisé la rencontre de spécialistes et de promoteurs de la francophonie, pour développer leurs préoccupations scientifiques en ce qui concerne ce sujet. C'est l'effort commun le plus démonstratif, destiné à soutenir la dynamique de la communauté francophone.

Promouvoir continuellement les valeurs dont j'ai déjà parlé et assurer les conditions pour renforcer les relations entre les États francophones et établir un lieu de rencontre du français dans les systèmes éducatifs des pays membres, au nom de la langue abrite à l'intérieur même de l'esprit francophone.

Tous ces débats forment un espace de coopération régionale en favorisant une solidarité active et la promotion de la diversité. Connaître le point de vue des autres participants actifs de la communauté française et discuter des divers thèmes concernant les dialogues francophones aide à la conception des plans d'actions efficaces en faveur de l'amélioration de l'enseignement de la langue et de la culture française, sous différentes formes de manifestation, mais liées par le désir de suivre la modernité et rester en contact avec tous ses membres.

Marcher dans la grande famille de la francophonie signifie que l'on est d'accord pour faire partie d'un monde animé par une volonté de diversité tout en favorisant le développement de l'interculturel, en plus des domaines tels que le linguistique, l'artistique, le scientifique, l'éthique, le littéraire, le politique, etc. On peut découvrir de multiples cultures en utilisant une langue étrangère qui jouit d'une forte popularité et un héritage académique et démocratique comme représente le français.

Adhérer à la culture de la francophonie ne représente pas seulement d'apprendre la langue et les valeurs promues par la francophonie, mais également de voir comment la culture maternelle des apprenants entre en interaction avec la culture d'un Français ou avec celle d'un locuteur francophone. Ce sera un bon exercice pour former une connaissance et pratiquer sa propre culture mais aussi les cultures des autres. Cela va aussi mettre en évidence les difficultés rencontrées dans l'enseignement de l'interculturel.

Comment peut-on proposer des stratégies pour aider l'apprenant à réfléchir sur ce que représente la culture française sinon par son interaction avec d'autres cultures ? Cette idée va marquer aussi une communication réussie (surtout lors de la rencontre de deux cultures). Utiliser cette méthode nous aidera à connaître le substrat de stéréotypes ou de la dimension culturelle des valeurs et en analyser les aspects positifs.

Les aspects éducatifs de la familiarisation des apprenants des pays francophones aux mécanismes culturels qui régissent les échanges internationaux vont encourager leur préparation concernant les valeurs promues et les projets existant dans l'espace francophone. Aussi ils vont encourager les échanges internationaux et révéleront ce que signifie être un citoyen d'un monde tolérant et multiculturel.

La culture doit donc être porteuse d'idées, de mécanismes, d'institutions et d'objets qui orientent explicitement ou implicitement la conduite des

membres d'un groupe donné. En ce sens, elle est étroitement liée à l'avenir aussi bien que l'histoire passée du groupe puisqu'elle apparaît d'un côté comme le produit de ses expériences et d'un autre côté, elle offre à chaque génération une base pour le futur.⁵

Un débat qui rassemble autour de lui plusieurs acteurs de la francophonie ouvrira la porte à un processus de coopération francophone qui va promouvoir le français dans la vie internationale (pas seulement européenne), la mondialisation de la francophonie, le développement des mentalités et des comportements qui reconnaissent et admirent la diversité, l'éducation multiculturelle. Toutes ces démarches doivent être effectuées pour le renouvellement de la culture francophone, pour intégrer les jeunes générations, pour former des promoteurs en qualité et en quantité.

Nous vivons dans une époque qui combat pour la paix et pour les droits humains, qui promeut la coopération et la communication. Et pour cette raison, les dimensions communicatives sont l'un des plus importants paramètres qui définissent les actions sociales et c'est pour cela que les discours francophones doivent devenir plus ouverts, se concentrer sur l'essence de la communication, et laisser au second plan les démarches isolationnistes élitistes comme une grammaire parfaite ou un lexique prétentieux. Cela va attirer une plus grande part des populations des pays francophones pour s'intégrer, et non pas, par la conviction de fautes. On doit promouvoir l'acceptation et l'amitié, pas le jugement et les privilèges.

C'est ce que la langue anglaise a fait. Elle a encouragé tout effort visant le développement du niveau de la langue, par l'utilisation des moyens modernes de promotions (comme des productions cinématographiques pour les jeunes, des animations, des publications sur des thèmes populaires et faciles à comprendre).

Car les médias sociaux atteignent une énorme popularité dans le monde entier, la langue française a commencé à être utilisée par de plus en plus de membres des pays francophones. Ce qui se passe, est également la conséquence des réseaux sociaux permettant aux « chateurs » de dévoiler certains détails de leurs vies privées, d'extérioriser certaines émotions, peurs et joies qu'ils n'arrivent parfois pas à révéler à leur proches dans la vie quotidienne.⁶

Le parcours d'un nouveau membre de l'espace francophone doit être encadré selon les références suivantes : apprendre, enseigner, évaluer, internaliser des valeurs et promouvoir ses propres valeurs.

En laissant de côté l'aspect spirituel, culturel, humain, d'intégration et de communication, on peut se concentrer sur le professionnel, l'économique et l'académique. C'est plus qu'évident qu'il est nécessaire de développer des filières francophones dans l'enseignement supérieur spécialisé (économique, polytechnique, médecine, droit, sciences politiques, etc.).

⁵ Michel Leiris, *Cinq études d'ethnologie*, Paris, Denoël-Gonthier, 1969, p. 39.

⁶ Martin Tanis, *Online social support groups*. In A. Joinson, K. McKenna, T. Postmes, & U. D. Reips, (Eds.), *The Oxford handbook of internet psychology*, New York : Oxford University Press, 2007, p. 139.

L'ouverture du marché du travail européen offre plus que jamais la possibilité de travailler ou d'étudier dans des pays qui ont une plus riche expérience avec l'espace communautaire, et cette chance doit être exploitée par les citoyens des pays récemment intégrés dans l'UE ou dans l'espace francophone.

Je vais parler maintenant du cas plus particulier de la Roumanie, mon pays d'origine, qui a été et est un membre fier de l'espace francophone. À cet égard, je vais montrer quelques arguments (historiques et culturels, ainsi que personnels) pour soutenir mes idées. Ma partenaire de recherche, Andreea Mădălina Ene, va parler également d'autres exemples des expériences des pays francophones car elle a passé sa jeunesse dans divers endroits avec des différences culturelles.

Nous allons donc commencer par quelques statistiques qui disent que la langue française est comprise et parlée par 24 % de la population roumaine. Aussi, la Roumanie a des liens culturels et historiques avec la France, en particulier pendant la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e.

En outre, la culture française a joué un rôle fondamental dans le processus de modernisation de l'espace est-européen, dans le contexte de la liaison établie avec le phénomène du regard tourné vers l'Occident, à partir du XIX^e siècle.

L'histoire intellectuelle, le discours politique, le débat politique et philosophique pendant cette période ainsi que les transformations fondamentales des institutions roumaines ont été profondément influencées par la culture française.

Le français, en même temps que l'anglais, sont les deux langues étrangères les plus parlées en Roumanie, et dans tous les coins du monde. Le français est en outre la 9^e langue la plus utilisée dans le monde.

Après le 1^{er} janvier 2007, quand la Roumanie et la Bulgarie ont rejoint l'Union Européenne, l'OIF a renforcé en Europe les poids de l'organisation parce qu'à ce moment il y avait 15 pays francophones dans l'Union (ajoutant aussi la Croatie qui a rejoint l'UE l'année dernière).

Quand les régimes communistes sont tombés, en 1990 définitivement, les pays d'Europe Centrale et de l'Est ont convoité les grandes organisations internationales comme l'UE, l'OIF et l'OTAN pour consolider leurs relations avec la France et en vue de leur future intégration dans l'espace européen et francophone. Mais cette action a été également une façon de marquer leur attachement à un ensemble de valeurs et de principes jugés fondamentaux par des pays qui viennent de redécouvrir leur indépendance : le respect de l'État de droit, la démocratie, la coopération, les dialogues ouverts et transparents, l'identité nationale et plus encore.

Parmi les nouveaux venus d'Europe Centrale et Orientale dans l'OIF, la Roumanie quant à elle, est un cas à part. La Roumanie a été la première à se manifester en 1991 et à obtenir le statut d'État membre en 1993 dans l'OIF. Dès son entrée dans l'organisation, Bucarest s'est montrée particulièrement active dans la promotion des valeurs et des projets

francophones. Et cette volonté d'engagement est encore plus forte, quand la Roumanie a eu le statut de membre dans l'UE.⁷

La francophonie roumaine n'a pas besoin d'être démontrée : elle est fondée sur plus de deux siècles de partage de la culture francophone et de la civilisation occidentale, ce qui montre un attachement particulier à la langue française et aux valeurs que la francophonie promeut. À l'époque du totalitarisme, le français était devenu pour la population roumaine un outil de résistance spirituelle et aussi une partie importante de l'élite roumaine l'exerçait à Paris durant cette époque.

Aujourd'hui, le français occupe encore une place de choix dans le système éducatif roumain – un Roumain sur cinq connaît la langue et 88 % des étudiants suivent des cours en français.⁸

Mais on peut observer un déclin du français, en faveur de l'anglais, mais ce n'est pas une raison pour décourager le plurilinguisme. La Roumanie est comme un « El Dorado » des langues étrangères, car le pays possède un bassin multilingue sans équivalent dans la région. C'est le résultat du système éducatif roumain qui a investi dans l'idée de parler plus de langues étrangères pour avoir une meilleure chance de s'intégrer sur le marché du travail international.

Dans le contexte de la mondialisation, l'apprentissage des langues étrangères est plus qu'une passion et un moyen de développement personnel, c'est une nécessité. Avoir accès au monde par l'usage d'une langue internationale n'est souvent pas suffisant de nos jours. Présente sur les 5 continents, parlée par plus de 220 millions de personnes, la langue française est l'une des clés qui permet à ses locuteurs d'avoir accès à un monde pluriel dont on ne soupçonne pas souvent la richesse et la diversité.

Enfin et surtout, pour ma part de la présentation, je pense que la langue française relie l'Europe et elle ouvre les portes à un nouveau monde qui dépasse les frontières européennes. Ici, je parle du cas du Sénégal, Cameroun, Canada, Seychelles, Lebanon et d'autres pays francophones non-européens aussi. Ce sont ces expériences qui seront présentées par ma collègue, Andreea Mădălina Ene avec plus de détails.

Seulement pour accepter et appliquer les valeurs promues par la francophonie, nous pouvons comprendre les mécanismes sur lesquels fonctionne le monde. Et parce que je crois dans la devise « égalité, complémentarité, solidarité », j'espère que nous allons tous les promouvoir continuellement.

Comme l'étude de cas,⁹ l'apprentissage des étudiants de la France et du Canada sera analysé dans une courte présentation. Combien de gens parlent le français dans le monde ? C'est une question importante à définir

⁷ http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=692, *La Roumanie championne de la francophonie dans l'UE*, consultée la date du 30.08.2013

⁸ <http://www.mae.ro/node/12316>, *L'enseignement de langue française en Roumanie*, consultée à la date du 30.08.2013

⁹ La deuxième partie du papier a été préparée et présentée par Ene Andreea Mădălina.

puisqu'elle démontre l'importance de cette langue et aussi la raison de cette liaison de culture que les natifs ou ceux qui parlent le français comme une deuxième langue partagent.

Je considère que la langue est la fonction la plus importante du corps humain car elle nous permet d'obtenir la subsistance pendant la période de l'enfance, nous permet d'obtenir pratiquement tout ce que nous voulons comme un adulte car la communication est la base de l'existence mais elle nous permet aussi de nombreuses heures de divertissement à travers la littérature, la radio mais aussi la musique et les films qui prennent une place importante dans la vie quotidienne.

Le fait que presque 130 millions de gens parlent le français montre que c'est une langue qui a été transmise partout dans le monde et qui est la neuvième langue la plus parlée dans le monde. Les personnes qui parlent le français sont trois fois moins que celles qui parlent l'anglais, mais ceci permet aux petits morceaux de cultures de s'installer partout. Ma perspective à travers cette intervention sera plutôt de donner plus de détails concrets sur ce sujet qui parle de mon expérience et bien sûr ma perspective personnelle que j'ai eue tout au long de ma vie à partir de l'âge de 6 ans.

Je vais expliquer plus en détail comment le français m'a toujours aidé à mieux communiquer avec les autres cultures ou des gens des différentes parties du monde. Même si de nos jours l'anglais semble être la langue que tout le monde parle sans aucun problème, il y a plusieurs aspects dans la compréhension du français qui sont plus visibles que dans celle en anglais.

Ma théorie sera argumentée à l'aide de l'expérience vécue en France, au Canada et dans mon pays d'origine : la Roumanie qui a été aussi présentée par ma collègue Kispal Andreea-Cristina. La période vécue dans chacun de ces pays, m'a donné le temps nécessaire pour trouver les similitudes à partir de la culture française et bien sûr du français tout seul.

Comme j'ai vécu dans plusieurs pays tout au long de ma vie, je voudrais expliquer plus en détail comment le français m'a toujours aidé. Même si de nos jours, l'anglais semble être la langue que tout le monde parle, il y a plus de problèmes pour se comprendre lorsque les gens parlent en anglais qu'en français. Je vais présenter le cas des français et des canadiens.

Dans le cas de la France, je peux dire que j'ai voyagé là-bas avec mes parents pour deux ans quand j'étais en première et deuxième année de l'école primaire. Je ne connaissais pas la langue, mais la chaleur des gens et les habitudes m'ont aidée à les comprendre et après quelques mois je parlais la langue française très bien (avec eux). Être dans un nouveau pays où on ne connaît personne, une nouvelle culture et surtout une nouvelle langue, peut être quelque chose qui peut créer des difficultés pour un enfant. Une fois arrivée à l'école, la patience des professeurs m'a aidée à comprendre ce qui se passait autour de moi et à pouvoir m'adapter aux activités et au collectif.

Mes camarades ont vu que je ne parlais pas le français, mais m'ont toujours aidée à comprendre et à faire mes devoirs et surtout à participer dans les activités de l'école comme la natation, la danse et aussi le sport qui

était obligatoire pour nous et pour pouvoir décider plus tard ce qu'on voulait faire dans la vie. Étant donné que pendant l'après-midi on avait une pause à l'heure du déjeuner, c'est à ce moment là que j'ai vu la partie culinaire de la France qui m'a beaucoup plu et j'ai pu également montrer les traditions culinaires roumaines.

Après quelques mois, je suis allée chez mes camarades et nous sommes allés partout ensemble ce qui montre comment quelqu'un qui ne parle pas le français au début peut s'intégrer dans la communauté française et partager sa propre culture dans le processus.

Quelques années plus tard, au Canada, j'ai réalisé mes années de lycée et un changement nécessaire pour voir comment d'autres personnes qui parlent le français comme langue maternelle, vivent et communiquent avec les étrangers qui connaissent également le français. C'était une autre histoire car j'ai vécu dans la partie anglaise d'Ottawa qui est dans la Province de l'Ontario, à cinq minutes de la partie française qui s'appelle Gatineau et se trouve dans la Province de Québec, et même comme ça, les gens bilingues n'étaient pas beaucoup. Il y avait cette différence de culture que les deux parties ne pouvaient pas comprendre et chacune était plus traditionnelle que l'autre.

Étant donné que c'est seulement un pays, on serait tenté de dire que les habitudes seraient aussi les mêmes, mais ce n'est pas le cas. Une grande différence est ce changement de langue qui se voit dès que l'on entre dans la Province de Québec, où les signes routiers sont seulement en français (une méthode de protéger la langue et d'éviter sa disparition). Dans la partie d'Ontario, les signes routiers étaient en anglais et un peu plus petit en français, car ils n'avaient pas cette peur de la perte de l'autonomie de la langue étant donné que toutes les autres provinces parlent l'anglais.

Ce sont les français qui investissent le plus dans l'éducation et dans les traditions car ils trouvent que c'est important d'avoir une bonne base de la provenance de chacun. Même au lycée, ceux qui parlaient le français avaient des cours plus diversifiés que ceux qui parlaient seulement l'anglais, car il y avait ce choix de mélanger les cours et de les faire en deux langues pour plus de connaissance des deux côtés. Grâce à cette opportunité de « partage », cette fois ci je n'ai pas eu de difficultés à m'adapter et dès le premier moment je me suis sentie chez moi avec les canadiens et eux mêmes disaient qu'ils ne sentaient pas la différence que je venais de l'Europe, ce qui nous montre, qu'en fin de compte, nous faisons tous partis de la même famille.

On observe les différences culturelles avec l'œil libre car l'influence française sur la vie de ces citoyens est présente partout dans les rues et dans les écoles et même dans le système fédéral qui est adapté au système de la France contrairement à celui des anglais qui a pris les racines dans la culture de la Grande Bretagne.

Le dernier cas que je vais présenter est celui de la Roumanie (mon pays d'origine) qui montre le pouvoir de la francophonie en organisant plus d'événements francophones qu'anglophones chaque année et aussi dans les dernières années c'est l'un des pays francophones qui s'occupent

d'organiser des conférences internationales pour les étudiants et des festivals pour promouvoir le libre échange des informations et expériences des jeunes du « monde francophone ».

Un autre aspect est celui de l'Agence Universitaire de la Francophonie qui a son siège à Bucarest pour la zone de l'Europe Centrale et Orientale et qui montre l'influence et le pouvoir de la francophonie dans mon pays parce que l'information part d'ici vers les autres pays francophones mais plus de détails ont déjà été présentés par ma collègue. Comme c'était le cas avec « Le Festival des Jeunes Francophones de l'Europe Centrale et Orientale » qui, cette année, a sa troisième édition, et comme le nom le suggère, il y a une réunion des étudiants de tous les pays francophones de la région qui, pendant une semaine, ont partagé leurs cultures, coutumes et traditions à travers des ateliers, des soirées traditionnelles et à travers la langue parlée par tous : le français. Qui aurait cru que le moyen de connaître plus facilement une nouvelle culture serait à travers une langue commune ?

Ceci est un des sujets qui m'a toujours passionné et la francophonie est une grande partie de ma vie car je sens que le monde français me met dans un « monde plus petit » dans lequel je connais tout le monde et me rend plus chez moi. Ceci se passe dans les réunions francophones de Bucarest car c'est presque toujours les mêmes personnes qui viennent et on peut dire qu'il y a eu la formation d'une communauté francophone de Bucarest.

Pour conclure, l'origine culturelle n'est pas si importante pour s'intégrer dans un nouvel espace car c'est la langue partagée par tous qui nous réunit et facilite le processus de transition du quotidien aux nouvelles traditions du pays où nous avons déménagé. Une dernière remarque, les étrangers ont la tendance d'apprendre une langue étrangère mieux que les natifs à cause du désir de connaître tous les petits détails concernant cette nouvelle langue afin de mieux discuter des significances des mots auxquelles les natifs n'accordent pas beaucoup d'importance.

Bibliographie

L'Organisation Internationale de la Francophonie :

http://www.francophonie.org/#section_2

Publications of the Directorate-General for Education and Culture,
http://ec.europa.eu/dgs/education_culture, brochure « What's in it for me ? »,
EU opportunities in education, culture and youth, Luxembourg, 2010.

Michel Leiris, *Cinq études d'ethnologie*, Paris, Denoël-Gonthier, 1969, p. 39.

Martin Tanis, *Online social support groups*, In A. Joinson, K. McKenna, T. Postmes, & U. D. Reips, *The Oxford handbook of internet psychology*, New York : Oxford University Press 2007, p. 139.

Le Regard : http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=692,
La Roumanie championne de la francophonie dans l'UE

Ministère des Affaires étrangères Roumain : <http://www.mae.ro/node/12316>,
L'enseignement de langue française en Roumanie

Réka Pálfi, Sebastien Ingé¹

« Les échanges culturels franco-hongrois dans le cadre de la francophonie »

Le terme « francophonie » est apparu pour la première fois vers 1880, lorsqu'un géographe français, Onesime Reclus, l'avait utilisé pour désigner l'ensemble des personnes qui parlent français. On doit cependant préciser qu'il y a une différence entre Francophonie avec une majuscule et francophonie avec une minuscule. Si l'on veut parler de l'ensemble linguistique, donc le français en tant que langue commune, on écrit la francophonie avec une minuscule. Si l'on veut désigner l'ensemble des pays et gouvernements francophones y compris de l'Organisation Internationale de la Francophonie, on l'écrit avec une majuscule. Aujourd'hui l'Organisation internationale de la francophonie compte 77 états et gouvernements. La France est membre de cette organisation depuis 1970. La Hongrie est par contre un Etat observateur depuis 2004. Un État membre a un véritable pouvoir judiciaire, il est un vrai membre qui peut intervenir lors des décisions, par contre un État observateur est invité aux réunions des membres mais il n'a pas de pouvoir judiciaire. Cette étude sur « Les échanges culturels franco-hongrois dans le cadre de la francophonie » démontre l'intérêt pour la Hongrie de se tourner vers la Francophonie. Elle expliquera dans un premier temps pourquoi la Francophonie, en soit, est une opportunité pour la Hongrie, puis, en deuxième lieu, le fait que la Francophonie est un vecteur de promotion de la culture hongroise.

I. La Francophonie, une opportunité pour la Hongrie

Pour déontre l'opportunité que représente la Francophonie pour la Hongrie, on commencerait nous allons commencer par évoquer des parcours individuels. Commençons par le parcours de M.György PALFI, qui s'est épanoui grâce à la francophonie et qui a déterminé sa vie ainsi que la vie de sa famille. Puis, en deuxième lieu, nous exposerons les intérêts stratégiques qui lient la Hongrie à la Francophonie.

A) Des parcours individuels marqués par la francophonie

Györg PALFI et sa carrière ont connu un tournant grâce à la francophonie. Il est allé dans une classe spécialisée en français au collège et au lycée. Ces quelques années d'étude de langue ont par contre déterminé toute sa vie. Il a fait des études de biologie à l'Université de

¹ Université de Szeged, Hongrie.

Szeged et il est devenu biologiste. Quand il a voulu faire son doctorat, c'est également la francophonie qui l'a aidé à trouver un partenaire. Il a donc fait son doctorat en co-tutelle. Sur la base de cette co-tutelle, ils ont développé de nombreux programmes scientifiques pendant une période de 10 ans. Quelques années plus tard, il a obtenu un diplôme de HDR (Habilitation à Diriger des Recherches) à l'Université de la Méditerranée à Marseille où il est devenu maître de conférences en 2000. Dans son parcours, l'étape suivante n'est pas du tout en rapport avec ses études mais uniquement avec ses connaissances de langues. En utilisant ses compétences et la langue française, il s'est retrouvé à l'Ambassade de Hongrie à Paris en tant que Conseiller Scientifique. Cette période de 5 ans lui a permis d'initier de nombreuses coopérations franco-hongroises. Ces 5 ans ont permis également pour les membres de sa famille de se rapprocher de la francophonie. Actuellement, à l'Université de Szeged, il dirige les relations internationales et le Département de l'Anthropologie Biologique où il fait des recherches et des enseignements conjoints avec ses partenaires français. Il a aussi reçu la décoration de Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques du gouvernement français en septembre 2013.

La Francophonie peut ouvrir notre Monde et élargir nos possibilités. Comme M. György Pálfi a transmis cette fibre francophone à sa famille, sa fille a fait des études en français qui lui ont permis d'étudier à Paris, à Lille et bientôt à Lyon aussi.

C'était simplement un parcours individuel qui a été marqué par la francophonie et il y en a bien sur des centaines ou encore plus. La francophonie, sur le plan individuel, permet aux gens de faire une carrière professionnelle même en dehors de leurs pays, de connaître d'autres francophones et de leur faire connaître la Hongrie et la culture hongroise.

B) Des intérêts stratégiques au niveau collectif

Les formations francophones permettent de former des personnes capables de travailler dans les pays francophones dans tous les domaines. En Hongrie, il y a des formations dans tous les domaines en langue française. Les intérêts stratégiques de ces formations sont donc d'élargir le monde pour les hongrois qui pourront ainsi partir travailler à l'étranger et aussi de montrer notre culture hongroise aux francophones qui viennent faire leurs formations en Hongrie. L'Ambassade de France en Hongrie soutient le développement des formations universitaires conjointes et/ou francophones, notamment celles qui mettent en oeuvre une coopération académique efficace et conduisent à la délivrance de doubles diplômes, ou à la délivrance d'un diplôme conjoint.

***Le Master d'Études Européennes à l'Université de Szeged
en partenariat avec Science Po Lille***

Les professeurs hongrois et français qui viennent de Lille, de Louvain, de Bruxelles, de Luxembourg, de Strasbourg avec beaucoup d'expériences professionnelles et qui ont souvent des positions élevées dans des Institutions internationales, comme juge de la Cour de Justice de l'Union européenne, juriste Conseil de l'Europe, par exemple. Les étudiants viennent des pays très divers. Ce master permet aux étudiants de mieux connaître la Hongrie et suivre des cours de hongrois et d'avoir deux diplômes à la fin de leurs études et de pouvoir travailler soit en Hongrie soit en France ou partout en Europe dans des institutions européennes.

***Le Master MBA MAE / Master Management et Administration
des Entreprises / Université Jean Moulin Lyon 3 / IAE et Université
des Sciences Techniques et Economiques de Budapest***

Il y a de très grands professeurs qui viennent de Lyon, ayant le plus souvent, une activité professionnelle en entreprise. Ce ne sont pas des professeurs qui n'ont jamais vu une entreprise de près. Les étudiants de différentes études d'origine – ingénieurs, juristes, économistes, médecins, professeurs, etc. – et de différentes nationalités – français, hongrois, belges, roumains, algériens, marocains, etc. – vont travailler dans des sociétés françaises ou franco-hongroises ou vont fonder leurs propres entreprises en Hongrie ou dans des pays francophones.

ESSCA, École Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers

L'ESSCA délivre un diplôme en management revêtu du grade de Master. L'ESSCA propose les programmes du niveau Bachelor et Master en français, et plusieurs spécialisations en management sont disponibles. L'ESSCA forme chaque année à Budapest environ 220 jeunes cadres européens et internationaux à la gestion des entreprises. Plus de 400 anciens étudiants hongrois étaient formés à Budapest.

***Maîtrise de droit comparé (Master 1) à l'université ELTE (Eötvös Lóránd –
Budapest) en partenariat avec l'université Paris 2***

Ce master permet aux hongrois de devenir avocats en France ou dans des bureaux internationaux et aussi à des étrangers de devenir avocats en Hongrie dans des bureaux internationaux.

La Hongrie participe également au programme ERASMUS. Les étudiants francophones qui viennent passer leur erasmus en Hongrie peuvent découvrir ces formations qu'ils peuvent intégrer plus tard dans leurs propres études ou ils peuvent également en parler dans leurs propres pays.

Les jumelages entre la France et La Hongrie

Les jumelages entre communes se sont multipliés après la deuxième Guerre Mondiale, d'abord entre la France et l'Allemagne, puis entre tous les États du vieux continent. L'objectif était de développer les échanges entre les populations, au niveau le plus local possible. Cela explique qu'en Hongrie, les jumelages avec des villes francophones concernent en particulier les petites villes. L'intérêt de ces jumelages pour la Hongrie est de développer un climat serein dans ses relations avec d'autres pays. Ce climat est indépendant des aléas du contexte international, et assure une certaine stabilité dans les rapports entre la Hongrie et ses partenaires européens.

(Arcueil – Kecskemét – Argentan – Baja – Cambrai – Esztergom – Colmar – Győr – Craon – Iszcaszentgyörg – Dammarie-les-Lys – Tata – Die – Kiskunfélegyháza – Eragny-sur-Oise – Komló – Lyon – Pécs – Nice – Szeged – Plougastel-Daoulas – Mártély – Saint-Lo – Tatabánya – Saint-Sebastien-sur-Loire – Kaposvár – Vallauris – Hódmezővásárhely – Watrelos – Mohács – Valenciennes – Miskolc)

La Hongrie a un intérêt direct à se rapprocher de la Francophonie, ne serait ce que pour développer un meilleur climat dans les relations internationales. Mais en plus, la Francophonie peut être un instrument dont dispose la Hongrie, pour promouvoir sa propre culture.

II. La francophonie, vecteur de promotion de la culture hongroise auprès des francophones

La singularité de l'OIF est que cette organisation prône la diversité culturelle, par conséquent, différentes cultures ont leur place au sein de la Francophonie, et la Hongrie peut ainsi promouvoir sa propre identité.

A) L'OIF, acteur de la protection de la diversité culturelle

Il faut à la fois opérer un rapprochement et une distinction entre d'une part, la Francophonie et le Commonwealth, et d'autre part la Francophonie et la promotion de la culture française.

Francophonie/Commonwealth

9
11

Ces deux entités sont nées de l'éclatement des empires coloniaux britanniques et français. Le Commonwealth a des racines anciennes et s'est créé en plusieurs étapes. On considère que l'origine la plus lointaine serait les conférences interministérielles de l'Empire britannique. On citera simplement la déclaration de Balfour de 1926 qui proclame que le Royaume-Uni et les dominions sont « des Communautés autonomes au sein

de l'Empire britannique, de statut égal, aucunement subordonnés les uns aux autres dans quelque aspect que ce soit de leurs affaires intérieures ou étrangères, mais unis par leur allégeance commune à la Couronne, et librement associés en tant que membres du Commonwealth britannique des Nations » ainsi que le statut de Westminster de 1931 qui accorda l'indépendance à tous les dominions de l'Empire britannique. La Francophonie, bien plus récente, ne vit vraiment le jour qu'en 1970 à la conférence de Niamey. Ces deux organisations ont pour objectif de promouvoir certaines valeurs, notamment le progrès économique et social, la primauté du droit, la non discrimination, la démocratie. Le Commonwealth a cependant de particulier qu'il implique une allégeance à la couronne britannique, bien que tous les membres soient placés sur un pied d'égalité. L'héritage britannique est donc inévitablement lié au Commonwealth. La Francophonie, elle, a de singulier qu'elle prône la diversité culturelle. Il n'est un secret pour personne que la France, au sein de la Francophonie, a vocation à contrer l'hégémonie de la culture anglo-saxonne. Mais c'est bien une recherche de diversité culturelle qui est en jeu, plus qu'une rivalité entre la fille aînée de l'Eglise Catholique et la Perfide Albion. La rivalité entre ces deux pays est d'un autre temps. De plus, Francophonie et Commonwealth coopèrent régulièrement et tentent ensemble de favoriser le développement des pays du Sud. En outre, la diversité culturelle s'exprime au sein de la Francophonie d'une façon différente. D'abord, l'héritage colonial de la Francophonie regroupe les anciens empires belge et également français. De plus, de nombreux Etats font partis de l'OIF qui n'ont jamais été colonisés. Qui plus est, la Francophonie défend des valeurs qui se veulent universelles. Tout Etat a donc potentiellement sa place au sein de la Francophonie.

Francophonie – promotion de la culture française

L'un des buts affichés de l'OIF, est de promouvoir la diversité culturelle. La promotion de la culture française, est une autre chose. La France exporte sa culture au moyen de certaines institutions, telles que les Instituts français, ou au moyen d'une politique visant à défendre l'exception culturelle, la subvention du cinéma français, les quotas de chansons en français imposés aux radios de l'hexagone. Mais l'OIF ne défend pas la culture française, mais bien une culture et des valeurs francophones qui ne sont pas l'apanage de la France. L'OIF défend de plus échanges culturels et une diversité réelle. C'est cette ligne de conduite qui conduit notamment l'OIF à plaider en faveur du multilinguisme au sein des institutions internationales. En ce sens, la promotion de la culture française par l'OIF serait en contradiction avec les buts affichés de la Francophonie. Francophonie et promotion de la culture française peuvent parfaitement exister parallèlement, mais à condition que la promotion de la culture française soit opérée par la France et non par l'OIF et à condition

que les autres membres de la Francophonie défendent eux même leur propre culture. La France a donc clairement besoin, pour défendre et promouvoir sa propre culture, que ses partenaires fassent de même avec leurs modèles respectifs.

Une question doit donc se poser : la Francophonie défend la diversité culturelle et non pas la culture française. Comment un Etat peut-il donc défendre son propre héritage au sein de la francophonie ?

B) La valorisation de la culture hongroise

Les études en français rendent accessibles la culture hongroise aux francophones. Ils peuvent étudier dans leur langue et découvrir ce pays. Qu'on soit belge, algérien ou québécois, il est possible d'entreprendre des études en Hongrie, sans connaître ce pays avant de partir. Une fois en Hongrie, les étudiants francophones ne peuvent que découvrir une grande partie de la culture hongroise. Ils sont incités à apprendre le hongrois pour tisser des liens avec les locaux et maintenir une vie sociale riche. De plus, en terme de carrière, l'apprentissage du hongrois est stratégique dans la mesure où il s'agit à la fois d'une langue très rare et difficile et d'une langue de l'Union européenne. Dans un intérêt tout autant carriériste, étudier en Hongrie apporte toujours une valeur ajoutée que n'offrirait pas un diplôme obtenu dans son pays d'origine. Ce qu'il est important donc de comprendre ici, c'est que l'usage du français permet à la Hongrie d'attirer des étudiants francophones. Se tourner vers la Hongrie devient un choix rationnel pour nombre d'étudiants, professeurs ou mêmes professionnels du privé. Utiliser le français permet à la Hongrie d'attirer des acteurs clés de la vie économique et de les former elle même.

Conclusion

Pour conclure, on voudrait s'inspirer de cette démonstration pour nous interroger sur l'identité francophone, sur ce qu'est être francophone. Le mot identité a deux origines possibles en latin. Il peut s'agir de idem, qui signifie « identique aux autres », ou de ipse, qui veut dire « soit même ». Intégrer la Francophonie, ce n'est pas être identique à un pays ou un groupe de pays, mais bien être soit même, et de le rester. La Francophonie permet à la Hongrie de défendre la diversité culturelle, et donc de refuser la domination d'une culture unique, c'est donc une occasion de promouvoir sa propre identité.

Le Bich Ngoc¹

Perspective des classes bilingues au Vietnam

À la fin du XX^e siècle et pour préparer l'entrée dans le XXI^e siècle, la Francophonie représente un formidable enjeu pour les jeunes de demain. La formation et l'éducation en constituent donc les éléments majeurs pour le développement d'une francophonie vivante et de qualité.

Il s'agit d'aider les pays nouvellement adhérents à la francophonie, par des programmes de relance et de renforcement de l'enseignement du français et de l'enseignement en français et d'offrir ainsi à la jeunesse la possibilité de faire en langue française toute leur scolarité, de la première classe de l'école primaire au doctorat d'université :

- Classes bilingues en Asie Pacifique (Cambodge, Laos, Vietnam) et en Europe centrale et orientale (Moldova)
- Classes à français renforcé en Haïti et au Vanuatu

Ces programmes soutiennent des cursus dont la durée est de 7 ou 12 ans, à l'issue desquels une certification francophone garantit les niveaux de compétences atteints. Ils pourraient être étendus en particulier en Afrique subsaharienne à la demande des Etats.

Les Filières Universitaires Francophones soutenues par l'Agence Universitaire de la Francophonie et les universités membres de l'AUF constituent les débouchés naturels des élèves issus des cursus d'enseignement bilingue. Très bons francophones, multilingues, les jeunes intégrant ces filières peuvent concentrer leurs efforts sur les enseignements disciplinaires dispensés dans le cadre de ces filières à vocation professionnelle.

Classes bilingues au Vietnam

La mise en place progressive de classes bilingues au Vietnam (670 actuellement), puis au Cambodge et au Laos est le résultat d'une politique concertée entre l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et les autorités des pays concernés. Cet enseignement bilingue couvre le primaire et le secondaire et se fait dans le respect des programmes éducatifs locaux. Une formation linguistique et méthodologique est assurée au préalable pour les enseignants locaux participant au projet.

¹ Université de Szeged, Hongrie.

I. Objectifs

L'objectif principal du programme « Classes bilingues » est de former un contingent d'élèves parfaitement francophones et d'un bon niveau scientifique qui, à l'issue de leur cursus d'études dans l'enseignement général, seront aptes à suivre des études dans le supérieur en partie ou entièrement en français

- soit dans les filières universitaires francophones (FUF),
- soit, les meilleurs d'entre eux, dans les universités francophones d'Europe et d'Amérique.

Il vise ainsi à :

- préparer des générations d'élèves à accéder aux filières francophones de l'enseignement supérieur en mettant en œuvre un ensemble cohérent de formation dans l'enseignement primaire et secondaire ;
- valoriser l'enseignement des disciplines scientifiques en français ;
- former les enseignants de ces cursus à l'enseignement bilingue et à un enseignement rénové de la langue française ;
- développer des méthodes d'enseignement du français langue seconde pour l'ensemble des cycles et des outils pédagogiques spécifiques à l'enseignement en français des disciplines scientifiques.

II. Conventions

Les conventions suivantes définissent la mise en œuvre du programme Classes bilingues au Vietnam :

- convention entre le Ministère de l'Education et de la Formation du Vietnam et l'AUF, signée le 28 mars 1994, prévoyant la mise en place d'un enseignement intensif du français et en français dans des écoles primaires et secondaires
- accord cadre entre le Ministère de l'Education et de la Formation et l'AUF, signée le 3 mai 1994, pour l'implantation de l'enseignement intensif du français et en français dans l'école générale vietnamienne pour une durée de 12 ans
- différentes conventions signées entre les services d'éducation, les autorités populaires régionales et l'AUF pour certaines implantations
- convention entre le Ministère des Affaires étrangères français et l'AUF, signée le 28 février 1995 confiant le pilotage des projets classes bilingues primaires et secondaires à l'AUF.

III. Réalisations

L'enseignement est dispensé par des enseignants locaux, recrutés sur la base d'un concours organisé par le ministère vietnamien de l'Éducation nationale, le « jury » comprenant des représentants des autorités vietnamiennes, des services culturels français et de l'AUF. Des Conseillers francophones, mis à disposition par l'A.P.E.F.E. (Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger de la Communauté Française de Belgique), la C.S.Q. (Centrale des Syndicats du Québec), la France, et maintenant des formateurs nationaux assurent l'encadrement continu de ces enseignants.

L'AUF intervient également de la manière suivante :

- suivi du programme grâce à l'équipe opérationnelle de l'AUF qui est sur place supervisée par la direction du Bureau Asie Pacifique à Hanoi ;
- un Comité National de Direction avec son Bureau Permanent, relayé par des Comités Provinciaux, suit le déroulement de ce plan en partenariat avec les services culturels français, l'Agence Internationale de la Francophonie ;
- dotation en livre pour tous les élèves concernés par le programme ;
- élaboration, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et de la Formation vietnamien, de nouveaux manuels scolaires pour permettre, sur une année, l'enseignement des matières scientifiques en français (collèges, lycées) ;
- mise en place, avec des éditeurs français et des partenaires vietnamiens, de moyens techniques pour éditer et distribuer les manuels scolaires au Vietnam ;
- installation d'une salle francophone (livres, matériels audiovisuels, ...) dans chaque établissement.

IV. La problématique du double cursus

Il a été clair, dès le départ, que les élèves à qui était destiné cet enseignement dans les écoles, collèges ou lycées, devaient nécessairement acquérir tous les programmes vietnamiens imposés par le ministère de l'Éducation et de la formation, la langue française et les cours dispensés en langue française n'étant présents que pour permettre aux élèves de s'intégrer à un cursus universitaire francophone, implanté au pays ou à l'étranger.

Deux types de cursus ont été mis en place :

- le cursus A, de douze années d'étude de l'intégralité du programme vietnamien, auquel on ajoute un programme intensif du et en français (de la 1^{ère} classe de l'école primaire à la classe de 12^e du lycée) ;
- le cursus B, de sept années d'étude, selon la même logique (de la classe de 6^e du collège à la classe de 12^e du lycée).

Dans les deux cas, au cursus vietnamien, suivi dans son intégralité, s'ajoute donc un cursus de et en français, de 12 à 14 périodes pédagogiques hebdomadaires de 40 minutes... L'enseignement du français (avec des horaires variables et décroissants) est conduit à l'aide de méthodes de français langue étrangère (livres habituels ou spécialement adaptés pour le Vietnam). L'enseignement en français n'est dispensé que pour les disciplines scientifiques, essentiellement mathématiques et sciences physiques. On utilise des manuels français, mais surtout des dossiers thématiques.

Une difficulté récurrente, exprimée par divers acteurs du programme (parents, enseignants, directeurs d'établissements), porte naturellement sur la « lourdeur » des volumes horaires, générée par ce double cursus... Mais cette difficulté n'incite guère à réfléchir sur les contenus... Et, alors que le français aurait pu être conçu comme langue d'enseignement visant à doter les élèves de compétences spécifiques pour mieux explorer les disciplines scientifiques, le programme continue à « penser en parallèle », et non en articulation entre enseignement en vietnamien et enseignement en français.

Il est fort intéressant, et réconfortant, de voir ici et là, dans les classes, même au niveau de l'enseignement primaire, des enseignants qui sont interpellés par leurs propres élèves sur ce manque d'articulation.

Ces questions des apports et bénéfices de l'enseignement en deux langues aux niveaux linguistique et cognitif pourraient être utilement étudiées par les enseignants-chercheurs vietnamiens...

V. Des résultats intéressants

Malgré ces problèmes de volumes horaires excessifs et de manque d'articulation entre programmes vietnamien et français, les résultats obtenus par les premières promotions arrivées en fin d'études secondaires sont excellents. En effet, tous les candidats ont été reçus avec des notes bonnes ou très bonnes aux examens de fin d'études secondaires générales vietnamiennes, et presque 90 % d'entre eux ont obtenu le Certificat francophone, à valeur internationale, comportant des épreuves de maths et physique en français. De la même façon, près de 80 % des candidats ont été admis à l'entrée d'un ou deux établissements d'enseignement supérieur, soit un taux de réussite cinq fois supérieur au taux national. Par ailleurs, environ 65 % des lauréats poursuivent des études francophones au Vietnam, en France ou au Québec, cependant que 35 % se sont orientés vers les études non francophones au Vietnam.

Veuillez trouver ci-dessous un tableau synthétique vous donnant des informations sur le nombre d'établissement participant au programme des classes bilingues :

Province	Ville	écoles	collèges	lycées	TOTAL
Quang Ninh	Ha Long	1	1	1	3
Hai Phong		1	1	1	3
Ha Noi		9	8	2	19
Ha Tay	Ha Dong	2	2	1	5
	Son Tay	1	1	1	3
Nam Dinh		1	1	1	3
Nghe An	Vinh	2	2	2	6
Thua Thien Hué	Hué	2	3	2	7
Da Nang		2	2	1	5
Dak Lak	Buon Ma Thuot	4	2	2	8
Lam Dong	Da Lat	1	1	1	3
Khanh Hoa	Nha Trang	3	1	1	5
Phu Yen	Tuy Hoa	2	1	0	3
Ho-Chi-Minh-Ville		6	6	3	15
Dong Thap	Sa Dec	2	1	1	4
	Cao Lanh	1	1	1	3
Tien Giang	My Tho	1	1	1	3
Ben Tre		1	1	1	3
Can Tho		4	3	2	9
Vinh Long		1	1	1	3
Dong Nai	Bien Hoa	1	0	0	1
	TOTAUX	48	40	26	107*

Par Serge CAO, Chef de Projet

- un Comité National de Pilotage (épaulé par 18 comités de pilotage provinciaux).
- nombre d'élèves : 17 800
- nombre de classes : 690
- nombre d'établissements : 110
- nombre d'enseignants de français : 451
- nombre d'enseignants de mathématiques : 56
- nombre d'enseignants de physique : 43
- nombre d'enseignants de biologie : 50
- nombre d'heures : 10h soit 13 à 14 séquences pédagogiques réparties sur 5 jours le matin et l'après-midi.
- nombre de conseillers pédagogiques AUF : 8 formateurs belges, 6 québécois
- nombre de conseillers pédagogiques vietnamiens : 4 de sciences (à Hanoi), 5 de français (Hanoi, Nha Trang, HCM-ville et My Tho)
- 3 groupes d'experts franco-vietnamiens travaillent depuis 5 ans à l'élaboration de dossiers thématiques :
 - Les livres de Physique 7^e, 8^e, de Mathématiques 6^e, 8^e et de Biologie 7^e traduits sont diffusés dans les collèges par la Maison des

Editions du Ministère de l'Education et de la Formation comme ouvrage de référence.

- Les manuels de Français 4^e et 5^e « ICI et Ailleurs », et « ICI au Vietnam » sont imprimés et diffusés dans toutes les classes de 4^e et 5^e cursus A.
- Les compléments du Tiếng Phap 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e et 11^e sont utilisés sous forme de fichiers photocopiés.
- Des groupes d'experts multilatéraux poursuivent leurs travaux d'élaboration des programmes d'études.
- La question du salaire vietnamien des professeurs, liée aux problèmes d'affectation et de titularisation, nous préoccupe toujours. Trop de professeurs encore ne perçoivent que l'indemnité de l'AUF, qui n'est pas un salaire.
- Chaque établissement est équipé d'une photocopieuse et de 2 magnétophones au moins. Il semble qu'il y a des difficultés d'utilisation dans bons nombres d'établissements en raison du manque d'accès pour les enseignants, du manque de papier ou d'encre quand ce n'est une panne qui traîne à être réparée.
- Les salles francophones commencent à fonctionner dans près de soixante établissements : 6 dotations de livres (avec le soutien de « Livres en Partage », « LCV-Laos/Cambodge/Vietnam ») ont été acheminées, des cassettes audio et vidéo distribuées. D'autres matériels, particulièrement le matériel didactique, sont diffusés via le Centre de Documentation et de Ressources, en résidence à l'IFI (Institut Francophone d'Informatique à Hanoi), opérationnel depuis septembre 96. Le Centre de Ressources Pédagogiques et Documentaires de Ho Chi Minh-Ville est opérationnel depuis février 1999. La philosophie des salles francophones réside dans le projet éducatif qui détaille précisément les activités prévues avec le contenu et les objectifs clairement identifiés.
- L'évaluation et la certification prennent forme sur proposition du Comité National de Pilotage. Les élèves de 9^e (et de 5^e), passent une épreuve comprenant 4 parties : le français, les maths, la physique et la biologie en français. Les notes supérieures à 6/10 ont rapporté 2 à 4 points supplémentaires, qui se sont rajoutées au total des 4 épreuves du Brevet vietnamien pour la délivrance de ce diplôme qui a été validé par le MEF. L'officialisation du Baccalauréat vietnamien Mention francophone par les instances de la Francophonie est en cours. A tout le moins, la reconnaissance de ce certificat permet l'accès dans les Universités de France, Belgique et Québec pour les meilleurs élèves ou l'accès direct dans les Filières Universitaires Francophones, dans les Universités vietnamiennes.
- L'implication du MEF dans le programme se concrétise dans son engagement financier à la construction de 125 salles de classe nouvelles (12 000 000 000 DVN, douze milliards). A l'heure actuelle,

quelques établissements ont pu obtenir le déblocage du crédit nécessaire.

- 6 filières universitaires francophones ont été ouvertes par l'AUF en septembre 95 à l'Université Pédagogique de Hué et de Ho Chi Minh-ville pour former des futurs professeurs de Mathématiques, Physique et de Biologie. Les 4 Filières à l'ENS n° 1 de Hanoi ont démarré à partir du Têt 96. Les premières promotions d'élèves-professeurs se sont présentées au concours de recrutement en juin 1999.
- La 5^e promotion de la filière de spécialisation en 4^e année à l'Université des Langues Etrangères de Hanoi devrait fournir un contingent de professeurs de français mieux formés à l'enseignement bilingue dans le Nord pour la rentrée 2000. Dans le centre, une filière de ce type a été ouverte en octobre 97, au sein de l'École Normale Supérieure de Hue, aux meilleurs étudiants diplômés de son Département de Français.
- 75 nouveaux professeurs de français ont été recrutés par concours national en juin 1998 sur 183 candidats.
- Le recrutement des élèves de 1^{er} et de 6^e s'est déroulé mi-juillet, comme chaque année, pour drainer les meilleurs élèves.
- Des stages ont été organisés avec le MEF, l'AIF et l'Ambassade de France au mois d'août à Hanoi et Hochiminh-ville, comme chaque année, en vue de recyclage méthodologique pour les professeurs de français du primaire et du secondaire et les professeurs des disciplines scientifiques et initiation pour les nouveaux professeurs.
- 20 bourses de stage linguistique et culturel de 2 mois en France en juillet et août sont distribués chaque année avec le concours de l'Ambassade de France.
- En 1998, il a été possible de mettre sur pied un début de jumelage avec des collectivités locales françaises, qui s'est concrétisé par 50 bourses d'études de 3 à 4 semaines dans des régions françaises.
- Enfin, il est intéressant de noter qu'un certain nombre de responsables des Services de l'Éducation, de professeurs de vietnamiens et de parents d'élèves, par-ci et par-là, prennent ou reprennent des cours de français.

Remarques sur la procédure particulière relative à l'accusé absent

I. Introduction

La Partie n° V de la loi hongroise sur la procédure pénale en vigueur – loi XIX de l'an 1998 (par la suite : Be.) – dispose des *procédures particulières* contenant des règlements de procédures spéciales. Les procédures particulières se différencient par rapport à la procédure pénale ordinaire, pourtant, *leur objectif et leur tâche principaux* sont les mêmes : *décider sur la responsabilité pénale, réalisation de la justice pénale.*² *Le motif de la politique juridique, relative à l'application* des procédures particulières est double.³ D'une part, l'existence des procédures particulières est basée sur les différentes exigences réglementaires dûes aux conditions de vie et aux sujets non traditionnels (par exemple : procédure pénale applicable aux mineurs et procédure pénale militaire) ; d'autre part cela est nécessaire pour accélérer, simplifier la procédure (par exemple : comparution, renonciation à l'audience). La réglementation relative à l'accusé absent, autrement dit *la procédure en l'absence de l'accusé* – à voir dans le chapitre XXV de la Be. – a été élaborée sur base de ce motif.

L'objectif de la procédure particulière relative à l'accusé absent, est d'assurer que l'accusé ne puisse pas se soustraire à la procédure et qu'il soit exclu de ne pas pouvoir établir la responsabilité pénale pour cause de prescription.⁴

La présente étude souhaite répondre à deux questions. D'une part, elle voudrait examiner comment *le principe de la connaissance directe* est appliqué dans les procédures particulières relatives à l'accusé absent, ou autrement dit : Est-ce que le principe de la connaissance directe est encore appliqué lors de ces procédures ? D'autre part, elle voudrait examiner dans quelle mesure la procédure particulière mentionnée peut *accélérer la procédure pénale* ? À part cela, l'étude traite également la nouvelle institution juridique de la procédure pénale, existante depuis le 1^{er} mars 2011 : *l'absence déclarée de l'accusé* placé dans le cadre des règles de la procédure ordinaire.

¹ Université de Szeged, Hongrie.

² Csaba Fenyvesi, Csongor Herke, Flórián Tremmel, *Új magyar büntetőeljárás*, Dialóg-Campus Kiadó, Budapest–Pécs, 2008, p. 592.

³ Csaba Fenyvesi, *A védő az „egyszerűsített” külön eljárásokban*, Jogelméleti Szemle, 3 (2001) http://jesz.ajk.elte.hu/fenyvesi7.html#_ftn1 (10.01.2013)

⁴ Zsanett Fantoly, *A büntető tárgyalási rendszerek sajátosságai és a büntetőeljárás hatékonysága*, HVG-ORAC Lap – és Könyvkiadó Kft., Budapest, 2012, p. 271.

II. Droit au procès en présence de l'accusé, comme l'un des éléments du droit à un procès équitable

Avant de répondre aux questions mentionnées dans les propos préliminaires, il faut examiner en détail le droit au procès en présence de l'accusé. Cependant, nous ne souhaitons pas traiter en détail les dispositions de la Be., leur résumé est affiché dans le tableau n° 1.

Présence/absence de l'accusé lors de l'action judiciaire		
Absence déclarée de l'accusé [alinéa (3) du § 279 de la Be.]	Cas spéciaux où l'audience peut avoir lieu en l'absence de l'accusé [alinéa (4) du § 281 de la Be.; alinéa (1)-(2) du § 247 de la Be.]	L'accusé ne s'est pas présenté à l'audience (sans notification préalable) [alinéa (2), (5)-(9) du § 281 de la Be.]
<p>- <i>condition préalable</i>: Le tribunal peut, parallèlement avec l'assignation conforme aux règles, informer l'accusé sur le fait qu'il peut s'absenter en informant préalablement le tribunal de ce fait.</p> <p>- <i>sa condition</i>: Après avoir été informé, l'accusé déclare avant l'audience qu'il ne souhaite pas y participer.</p> <p>- <i>Qu'est-ce que l'on peut faire?</i> 1. l'audience peut avoir lieu en l'absence de l'accusé 2. on peut clôturer la procédure contre l'accusé</p> <p>- dans le cas où l'accusé exerce son droit à s'absenter: <i>participation obligatoire pour l'avocat</i> [alinéa (4) du § 279 de la Be.]</p>	<p>- <i>cas</i>:</p> <p>1. Si l'objet de la procédure c'est d'ordonner les soins sous contrainte pour l'accusé ET a) son état ne lui permet pas de se présenter à l'audience et ou b) il est incapable d'exercer ses droits.</p> <p>2. Dans le cas où la procédure est lancée contre plusieurs accusés: La partie de l'audience (1) qui ne concerne pas l'accusé, peut avoir lieu en l'absence de l'accusé – mais cela est juste absence partielle.</p> <p>3. alinéa (1)-(2) du § 247 de la Be. (En cas d'accusé expulsé ou conduit hors de la salle d'audience) – absence partielle</p>	<p>- <i>conditions préalables</i>: assignation de l'accusé à comparaître devant le tribunal, conforme aux règles</p> <p>- <i>Qu'est-ce que l'on peut faire?</i> 1. <i>Comparution immédiate</i> de l'accusé (le président de la chambre prend des dispositions pour le réaliser)</p> <p align="center">↓</p> <p align="center">Si cela n'est pas possible ou n'était pas fructueux</p> <p>2. <i>L'audience peut avoir lieu</i> en l'absence de l'accusé, MAIS: la procédure de preuve NE peut pas être terminée QUE dans le cas où l'accusé est acquitté ou un mandat de justice mettant fin à la procédure est prononcé (peut être prononcé)</p> <p><i>Dans ce cas-là, le déroulement de la procédure:</i> a) <i>interrogatoire</i> audition des personnes présentes à l'audience b) Ppar la suite, il FAUT reporter l'audience ET il FAUT ordonner la comparution de l'accusé le jour suivant d'audience <i>Cas spécial</i>: si un mandat d'arrêt doit être lancé contre l'accusé ou il faut ordonner sa garde à vue jusqu'à l'audience.</p> <p>3. <i>Le nouveau jour d'audience fixé</i> a) <i>Si l'accusé ne se présente pas</i> ET le tribunal établit que le lieu de résidence de l'accusé est inconnu: PASSAGE à la procédure particulière relative à l'accusé absent (le chapitre XXV de la Be.) b) <i>Si l'accusé se présente</i>: procédure ordinaire (interrogatoire de l'accusé; présentation du procès-verbal de l'audience ayant eu lieu en son absence; si cela s'avère nécessaire, de nouveaux interrogatoires auditions de témoins d'experts)</p>

Tableau n° 1 (classification des données par l'auteur)

La présence de l'accusé à l'audience (droit au procès en présence de l'accusé) est liée, de manière étroite, à l'exigence du procès équitable. La présence – ou autrement dit la *participation personnelle* – est la condition nécessaire pour que l'accusé puisse exercer les droits partiels du procès équitable.⁵ Cependant, il est à noter également à propos de cela que d'autres opinions ont été formulées selon lesquelles la participation personnelle de l'accusé doit être interprétée comme son obligation et non pas comme son droit.⁶ D'après nous, la présence au procès doit être considérée comme le droit de l'accusé et il en résulte qu'il peut y renoncer.⁷

La présence de l'accusé au procès n'est pas seulement un droit personnel mais aussi une règle aidant le tribunal – par l'intermédiaire de l'application du principe de la connaissance directe – à établir la vérité.⁸ D'après nous, les efforts pour révéler la vérité (matérielle) – comme objectif principal des procédures pénales de type continental – peuvent expliquer pourquoi la procédure pénale hongroise tient à la participation de l'accusé au procès ; cependant, cet objectif ne peut pas priver l'accusé de son droit à renoncer à la participation personnelle. Cela porterait (pourrait porter) atteinte au droit de l'accusé à un procès équitable.

⁵ Károly Bárd a examiné, lors de son analyse dogmatique des droits de l'homme, le droit à un procès équitable selon deux points de vue : dans un sens plus large et dans un sens plus restreint. Il a défini le droit à un procès équitable, dans un sens plus large, comme étant composé de plusieurs éléments ayant des fonctions différentes. Ils sont les suivants : (1) le tribunal établi par la loi, l'indépendance et l'impartialité de l'autorité judiciaire ; (2) l'audience publique ; (3) prise de décision dans un délai raisonnable ; et (4) le procès équitable dans un sens plus restreint, c'est-à-dire les éléments de l'équité. Selon lui, les éléments suivants – sur la base du point 3 de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme – sont considérés comme étant les éléments de l'équité : (a) droit à être informé, dans une langue que l'accusé comprend, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ; (b) droit à se défendre ; (c) principe de l'égalité des armes et (d) droit à se faire assister gratuitement d'un interprète. La fonction fondamentale du procès équitable dans un sens restreint (éléments de l'équité) c'est d'éviter de punir une personne réellement innocente, le procès équitable et ses éléments dans un sens plus large ont, à part cela, aussi d'autres fonctions. Károly Bárd, « Tárgyalás a vádlott távollétében – emberjog-dogmatikai analízis. » In Katalin Ligeti (éd.), *Wiener A. Imre Ünnepi Kötet*, KJK-KERSZÖV, Budapest, 2005. p. 216–217.

⁶ Voir par exemple : l'opinion dissidente du juge Pettiti dans l'*Affaire Poitrimol contre France* ; CEDH, jugement du 23 novembre 1993 [14032/88] ; [http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-111591#{"fulltext":\["Poitrimol"\]}](http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/pages/search.aspx?i=001-111591#{) (11.01.2013) ; et Árpád Erdei, *Tanok és tévtanok a büntetőeljárási jog tudományában*, ELTE Eötvös Kiadó, Budapest, 2011, p. 296.

⁷ La Cour constitutionnelle l'a également établi dans son arrêt n° 14/2004. (07/05) (Alinéa 4 du point 2.2.2. des Motifs). « Il est possible de renoncer au droit à la présence au procès. Cependant, pour que cette renonciation puisse être appréciée du point de vue de la Convention, cela doit être effectué de manière claire, précise, en assurant des garanties conformes à son importance ». Cependant, il est à noter que selon Károly BÁRD, même si l'accusé peut renoncer à son droit à la participation personnelle, la loi n'est pas obligée de respecter la décision de l'accusé. Károly Bárd, « Tárgyalás a vádlott távollétében – emberjog-dogmatikai analízis. » In Katalin Ligeti (éd.), *Wiener A. Imre Ünnepi Kötet*, KJK-KERSZÖV, Budapest, 2005, p. 217.

⁸ Károly Bárd, « Tárgyalás a vádlott távollétében – emberjog-dogmatikai analízis. » In Katalin Ligeti (éd.), *Wiener A. Imre Ünnepi Kötet*, KJK-KERSZÖV, Budapest, 2005, p. 222.

III. Procédure relative à l'accusé absent (dilemmes)

La procédure particulière relative à l'accusé absent peut être divisée principalement en deux cas : *le lieu de résidence de l'accusé est inconnu* ou *l'accusé est à l'étranger*.⁹ Dans le premier cas, la Be. établit des règles différentes concernant l'enquête, la mise en examen et l'action judiciaire relatives à l'accusé ayant un lieu de résidence inconnu.¹⁰

En établissant ces règles, le législateur a fixé l'objectif de pouvoir établir la responsabilité pénale de l'auteur de crime lors de l'action judiciaire, soit sous forme d'un jugement établissant la culpabilité soit sous forme d'un jugement d'acquiescement.¹¹ Pourtant, la question se pose : s'il existe une règle assez détaillée, dans la loi sur la procédure pénale, relative au déroulement de la procédure particulière relative à l'accusé absent *pourquoi est-il problématique, dans certains cas, d'appliquer les procédures en l'absence de l'accusé?*

La réponse réside dans le fait que les procédures pénales se composent de plusieurs phases. Lors de la phase d'enquête des procédures, l'absence, le lieu de résidence inconnu de l'accusé ne sont pas considérés comme des obstacles à l'enquête : l'objectif de l'enquête peut être justement l'établissement du lieu de résidence de l'accusé et le retrouver.¹² C'est-à-dire lors de la phase d'enquête, la procédure en l'absence de l'accusé est une réelle exigence. La procédure relative à l'accusé absent – en tant que problème – peut se manifester en rapport avec la mise en examen, avec l'action judiciaire, plus précisément avec l'audience et le jugement. Dans cette phase – si l'accusé est absent – il ne peut pas « bénéficier » de ses droits relatifs à la procédure : du principe de la connaissance directe, du principe de l'oralité (et de la publicité).

Par la suite, l'étude examine les deux questions mentionnées dans les propos préliminaires (application du principe de la connaissance directe et la vitesse de la procédure pénale).

III.1. Application du principe de la connaissance directe (?)

Le principe de la connaissance directe – malgré que notre loi procédurale en vigueur *ne le nomme pas spécialement* parmi les principes fondamentaux – devrait occuper une place particulièrement importante dans les procédures pénales.¹³ Le principe en soi ne comprend qu'une seule

⁹ Ákos Farkas, Erika Róth, *A büntetőeljárás*. KJK-KERSZÖV, Budapest, 2004, p. 367.

¹⁰ § 527–531. de la Be.; et Zsanett Fantoly, *A büntető tárgyalási rendszerek sajátosságai és a büntetőeljárás hatékonysága*, HVG-ORAC Lap – és Könyvkiadó Kft., Budapest, 2012, p. 272–274.

¹¹ Tibor Király, *Büntetőeljárás jog*, Osiris Kiadó, Budapest, 2003, p. 556.

¹² Tibor Király, *Büntetőeljárás jog*, Osiris Kiadó, Budapest, 2003, p. 556.; Ervin Cséka, « Megjegyzések az új büntető eljárási kódex koncepciójához. » in *Acta Jur. et Pol.* LIV. Tomus, Szeged, 1998, p. 3.

¹³ Ervin Cséka, « Megjegyzések az új büntető eljárási kódex koncepciójához. » in *Acta Jur. et Pol.* LIV. Tomus, Szeged, 1998, p. 7.

prescription stricte et cela aussi « uniquement » pour le tribunal : l'arrêt décisif du tribunal de première instance devrait être basé sur des preuves examinées directement lors de l'audience.¹⁴ Du point de vue de son contenu, on peut constater qu'« il n'est pas interdit au tribunal de connaître le corps de preuves collecté lors de la procédure préparatoire (c'est-à-dire lors de l'enquête), mais cela ne peut jouer qu'un rôle supplémentaire, étant des informations indirectes, pour que le tribunal effectue, lui-même, à l'audience toute la production de preuves, et effectue leur évaluation, de manière indépendante, sans prendre en considération la prise de position de l'enquête [...] parce que seulement l'inspection et l'analyse sensorielles des moyens de preuves et des preuves qui en résultent peuvent garantir l'établissement réel et vrai des faits liés au crime et à l'auteur de crime. »¹⁵

Le principe de la connaissance directe peut être appliqué, de manière le plus complète, lors de la *procédure effectuée par le tribunal de première instance*. C'est le tribunal de première instance dont la situation est convenable pour connaître directement les preuves, s'assurer de leur force probante et avoir un aperçu global sur l'affaire donnée, sur la base de ses observations. C'est à ce point que la présence de l'accusé, plus précisément son absence, est liée au principe de la connaissance directe. La Be. prescrit notamment que dans le cas où une procédure en l'absence de l'accusé se déroule contre l'accusé, alors « il faut continuer l'audience par la présentation de la matière de l'audience précédente ». ¹⁶ Cependant, c'est là où le principe de la connaissance directe n'est plus en vigueur : le juge agissant dans l'affaire ne voit qu'un dossier devant lui, mais il ne voit pas l'accusé et ses réactions. Il ne peut pas lui poser des questions. À ce point-là, la phase d'enquête de la procédure pénale donnée peut devenir davantage précieuse : l'aveu enregistré sera présenté et lu par le juge. *Le principe de l'oralité* est également touché avec cela. Il ne faut (faudrait) pas perdre de vue que « lors d'un procès moderne (client), le meilleur moyen, c'est la force de la vive voix, pour faire accepter la conviction déclarée sur la vérité ». ¹⁷

Il existait naturellement toujours des *exceptions* au principe de la connaissance directe, réglées par la loi (par exemple : la réalisation de la production de preuves par l'intermédiaire du juge délégué sur place ou du tribunal contacté). ¹⁸ Cependant, de nos jours, il existe autant d'exceptions que

¹⁴ Ervin Cséka, « Korszerűsödő alapelvek a büntetőeljárásban. » in *Acta Jur. et Pol.* LIII. Tomus, Szeged, 1998., p. 115.

¹⁵ Ervin Cséka, « Korszerűsödő alapelvek a büntetőeljárásban. » in *Acta Jur. et Pol.* LIII. Tomus, Szeged, 1998, p. 115.

¹⁶ Alinéa (3) du § 529 de la Be.

¹⁷ Ervin Cséka, « Korszerűsödő alapelvek a büntetőeljárásban. » in *Acta Jur. et Pol.* LIII. Tomus, Szeged, 1998, p. 115.

¹⁸ Ervin Cséka, « Korszerűsödő alapelvek a büntetőeljárásban. » in *Acta Jur. et Pol.* LIII. Tomus, Szeged, 1998, p. 115–116.

nous pouvons affirmer sans exagération : petit à petit, c'est l'application du principe fondamental de la connaissance directe qui fera exception lors des procédures pénales.¹⁹ Cela est renforcé/peut être renforcé par l'institution juridique de la procédure particulière relative à l'accusé absent.

III.2. Une procédure pénale plus rapide (?)

L'un des piliers de la sécurité juridique constitutionnelle, est l'appréciation des litiges dans un *délai raisonnable*, c'est pourquoi la plupart des États essaie d'établir des délais raisonnables pour la procédure pénale (aussi), bien qu'il soit évident déjà au premier coup d'oeil que cela pourrait porter atteinte aux garanties de l'État de droit.²⁰ L'accélération de la procédure ne peut se faire, au-delà d'une certaine limite, qu'au prix de heurter les droits de la personne faisant l'objet d'une procédure. En cas de procédures en l'absence de l'accusé, cela peut limiter le droit de la défense de l'accusé. Par la suite, nous souhaitons examiner dans quelle mesure la procédure particulière mentionnée accélère (si elle accélère vraiment) la procédure pénale; dans quelle mesure l'éventuelle accélération heurte les droits de l'accusé lors de la procédure pénale.

La procédure particulière relative à l'accusé absent – en tant qu'institution juridique accélérant la procédure pénale – est un phénomène semblable au visage de Janus : si le procureur ordonne l'audience publique en l'absence de l'accusé, alors la procédure peut être théoriquement terminée dans un bref délai, en prononçant l'arrêt décisif.²¹ Pourtant, dans le cas où l'accusé est retrouvé quand même lors de l'action judiciaire, la Be. – en prenant en considération la date de la retrouvaille – assure de différentes voies de recours pour l'accusé. Dans le cadre de la présente étude, nous ne souhaitons souligner que celles qui – pour reprendre l'expression de Zsanett FANTOLY – « doublent la procédure pénale »²² et nous ne les mentionnons pas dans l'ordre légal, mais selon l'ordre où elles peuvent, de plus en plus, causer la prolongation de la durée de la procédure.

La procédure pénale est doublée/peut être doublée ainsi dans le cas où l'accusé est retrouvé (son lieu de résidence est connu) suite au jugement décisif: dans ce cas-là, un *recours en révision* peut être introduit à son

¹⁹ István Hegedűs, « Garanciális alapelvek a gyorsítás oltárán? » In Zsuzsanna Juhász, Ferenc Nagy, Zsanett Fantoly (éd.), *Sapientia Sat. Ünnepi Kötet Dr. Cséka Ervin Professzor 90. születésnapjára*, Szeged, 2012, p. 200.

²⁰ János Bánáti, « Gyorsítás versus garanciák. » In Zsolt Németh, Anikó Pallagi (éd.), *Rendészettudományok a közbiztonságért. Tanulmányok a 60 éves Blaskó Béla tiszteletére*, Rendőrtiszti Főiskola, Budapest, 2010, p. 22.

²¹ Zsanett Fantoly, *A büntető tárgyalási rendszerek sajátosságai és a büntetőeljárás hatékonysága*, HVG-ORAC Lap – és Könyvkiadó Kft., Budapest, 2012, p. 271.

²² Zsanett Fantoly, *A büntető tárgyalási rendszerek sajátosságai és a büntetőeljárás hatékonysága*, HVG-ORAC Lap – és Könyvkiadó Kft., Budapest, 2012, p. 271.

compte.²³ La situation suivante peut davantage prolonger la durée de la procédure : dans le cas où l'accusé est retrouvé suite à l'arrêt décisif du tribunal de première instance et à cause de sa *demande visant à tenir une audience*, l'audience du tribunal de première instance est répétée.²⁴ Dans le cadre de cela, le tribunal effectue pratiquement à nouveau (rèpète), à la demande de l'accusé, la procédure de preuve en première instance pour que la production de preuves soit effectuée en présence de l'accusé. Cependant, selon la jurisprudence, la situation suivante peut prolonger au mieux la durée de la procédure pénale : les mesures prises pour retrouver l'accusé ont été effectuées avec succès au troisième degré. Dans ce cas-là, le tribunal de troisième degré doit *abroger le jugement de première et de deuxième instance* et il doit *ordonner au tribunal de première instance de lancer une nouvelle procédure*.²⁵

D'après nous, le fait d'assurer les voies de recours mentionnées en détail ci-dessus, est considéré comme étant l'élément incontournable d'une procédure pénale conforme à l'État de droit, l'on peut ainsi éviter notamment de porter atteinte aux droits de l'accusé. Cependant, nous souhaitons accentuer le fait selon lequel ces dispositions légales doublent pratiquement la procédure pénale et l'on ne peut pas vraiment considérer cela comme un phénomène ayant des effets sur l'accélération.²⁶ En outre, elles peuvent augmenter, de manière considérable, le travail des tribunaux effectuant les procédures.

IV. Absence déclarée de l'accusé, en tant que nouvelle institution juridique dans la loi hongroise sur la procédure pénale [alinéa (3) du 279 de la Be.]

La nouvelle institution juridique définie dans l'alinéa (3) du § 279 de la Be. – l'absence déclarée de l'accusé – a été introduite par le § 148 de la loi *CLXXXIII de l'an 2010* (entrée en vigueur le 1^{er} mars 2011). Au regard de la modification mentionnée ci-dessus, il est possible d'effectuer la procédure, dans les procédures pénales hongroises, en l'absence de l'accusé, d'une part conformément aux règles de la procédure ordinaire [alinéa (3) du § 279 de la Be.], d'autre part, conformément aux règles de la procédure particulière [chapitre XXV de la Be.], nous trouvons que l'analyse de la nouvelle institution juridique est justifiée. (Cependant, nous devons préciser en avance que tandis que lors de la procédure effectuée dans le cadre de la procédure ordinaire, en l'absence de l'accusé, le lieu de résidence de l'accusé est connu ; la procédure effectuée dans le cadre de la

²³ Aliéna (7) du § 531 de la Be.

²⁴ Aliéna (2)–(4) du § 531 de la Be.

²⁵ Alinéa (6) du § 531 de la Be.

²⁶ Zsanett Fantoly, *A büntető tárgyalási rendszerek sajátosságai és a büntetőeljárás hatékonysága*, HVG-ORAC Lap – és Könyvkiadó Kft., Budapest, 2012, p. 271.

procédure particulière, en l'absence de l'accusé est fondée sur le fait que le lieu de résidence de l'accusé est inconnu ou il est à l'étranger.)

Selon le *point 4 des Motifs généraux* de la loi mentionnée : « Vu que surtout la durée des procédures pénales de première instance est prolongée [argument], la loi souhaite accélérer les procédures pénales en assurant que les procédures de première instance soient plus rapides ainsi qu'en modifiant les règles assurant les garanties uniquement formelles, ne servant pas réellement les droits procéduraux des personnes participant à la procédure [méthode] ». Selon nous, l'argument et la méthode mentionnés dans le Motif Général ne sont pas valables, ou seulement en partie, concernant l'introduction de l'absence déclarée de l'accusé. Quant à l'argument, le fait qu'en général, la durée des matières pénales de première instance est prolongée, peut signifier, au véritable sens du terme, la prolongation de la durée du procès, pourtant, on ne peut pas oublier que le tribunal de première instance doit faire des efforts pour « éclaircir l'état de fait, de manière approfondie, complète, conformément à la réalité »²⁷ et cela nécessite logiquement plus de temps. C'est pourquoi les procédures de première instance sont en général plus longues que celles de deuxième instance ou du troisième degré. D'après nous, ce ne sont pas les procédures de première instance qui prolongent en général la durée des procédures pénales, les raisons de la prolongation sont dues principalement à la prolongation des délais d'enquête. À propos de la *méthode de l'accélération*, nous traitons la problématique liée « à la modification des règles assurant les garanties uniquement formelles, ne servant pas réellement les droits procéduraux des personnes participant à la procédure ». (Il est à noter que selon le Motif Général, cette méthode ne concerne que « le fait de ne pas enregistrer mot pour mot les instructions judiciaires et mises en garde selon la loi dans le procès-verbal ainsi que la communication des témoignages de l'accusé, des témoins et des experts au lieu de leur lecture ». D'après nous – si le législateur mentionne les dispositions relatives aux garanties et les droits des participants à la procédure, il faut les examiner aussi à propos de la nouvelle institution juridique.) La méthode mentionnée ci-dessus est contestable sur de nombreux points de vue. D'une part, il semble que le législateur fait la différence entre les garanties réelles et les dispositions dites insignifiantes, relatives aux garanties quand il écrit « qu'il ne modifiera que les règles assurant les garanties formelles ». On ne peut pas nier le fait selon lequel dans ces derniers temps, « l'inflation de garanties » signifie un danger menaçant dans les procédures pénales. Nous pouvons trouver dans la loi sur la procédure pénale de nombreuses dispositions ressemblant aux garanties. Cependant, seulement celles devraient être considérées, au vrai sens du terme, comme garanties qui permettent d'assurer le fonctionnement conforme des institutions juridiques importantes, la défense ou la

²⁷ Alinéa (1) d § 75 de la Be.

validation des droits des parties concernées.²⁸ Cela veut dire que les dispositions relatives aux garanties ne peuvent pas être classées selon le fait si elles sont importantes ou pas – ce qui n'est pas important ne peut pas être considéré comme garantie. D'autre part, il est contestable que le législateur écrit qu'il modifiera les règles « ne servant pas réellement les droits procéduraux des personnes participant à la procédure ». À propos de l'absence déclarée de l'accusé – en tant que nouvelle institution juridique – il s'agit justement du contraire. L'un des droits fondamentalement importants de l'accusé c'est de décider s'il souhaite participer ou pas à l'établissement des faits (par exemple avec son silence, ou son absence conformément à la nouvelle réglementation).

À propos du *régime légal* de l'absence déclarée de l'accusé [alinéa (3) du § 279 de la Be.] nous devons examiner tout d'abord la *condition préalable de l'institution juridique* [Voir en détail la 1^{ère} colonne du tableau n° 1]. Selon la Be., cela peut avoir lieu dans le cas où l'accusé a réceptionné l'assignation en justice (il connaît donc la date et le lieu de l'action judiciaire à tenir contre lui) mais il renonce à son droit de participation personnelle et ainsi à son droit de défense personnelle. (Il est à noter que lors de la procédure particulière relative à l'accusé absent, l'assignation de l'accusé conforme aux règles ne pouvait pas avoir lieu, car le lieu de résidence de l'accusé est inconnu). Une autre particularité de la condition préalable c'est que selon la loi « le tribunal [...] peut informer l'accusé » de cette opportunité, de ce droit. Cela veut dire que l'utilisation du conditionnel permet de conclure que c'est le tribunal qui décide si l'accusé peut renoncer, dans l'affaire donnée, à son droit de participation personnelle ou cela lui est conseillé, ou sa présence est absolument nécessaire pour établir les faits.²⁹ D'après nous, l'objectif original du législateur n'était pas sûrement celui-ci – et malheureusement, les motifs de la loi ne l'expliquent pas clairement – c'est-à-dire, originairement, le législateur ne voulait pas confier au tribunal la tâche de le décider. Notre prise de position peut être également justifiée par la règle décrite dans la 1^{ère} phrase de l'alinéa (3) du § 279 de la Be. Notamment, à partir du 1^{er} mars 2011, « l'assignation doit être remise à l'accusé au moins 8 jours avant la date de l'audience ». La raison de l'augmentation du délai de cinq jours à huit jours – selon les motifs du § 148 de la loi modificatrice – était la suivante: « L'accusé doit avoir assez de temps avant l'audience pour déclarer s'il ne souhaite pas y participer ». Vu que le délai de huit jours relatif à la remise de l'assignation est obligatoire dans tous les cas et si la raison de cela, est de permettre à l'accusé de décider s'il souhaite renoncer

²⁸ Árpád Erdei, *Tanok és tévtanok a büntetőeljárás jog tudományában*, ELTE Eötvös Kiadó, Budapest, 2011, p. 152–153.

²⁹ Erika Róth, « Csak a jogalkotás gyorsabb vagy az igazságszolgáltatás is? » In Zsuzsanna Juhász, Ferenc NAGY, Zsannett Fantoly (éd.), *Sapienti Sat. Ünnepi Kötet Dr. Cséka Ervin Professzor 90. születésnapjára*, Szeged, 2012, p. 421.

à son droit de participer à l'audience : notre hypothèse est bien fondée selon laquelle le législateur n'avait pas l'intention de donner la décision dans les mains du tribunal. Selon Erika ROTH, (c'est-à-dire faire appel au pouvoir de décision du tribunal) si cela avait été l'objectif du législateur, il aurait pu différencier de la manière suivante : si selon le tribunal, l'absence de l'accusé n'est pas acceptable, l'on aurait pu garder le délai de cinq jours pour la remise du courrier, tandis que s'il la trouve acceptable (dans ce cas-là, c'est à l'accusé de décider s'il se présente ou pas) la règle relative au délai de huit jours pour la remise du courrier aurait été introduite.³⁰ D'après nous, le législateur aurait dû mentionner l'absence à un procès (*également*) dans le § 43 de la Be., parmi les droits de l'accusé. L'absence à un procès est – à part le fait que cela peut être une institution accélérant la procédure – en même temps aussi l'un des droits de l'accusé.

Quant à la pratique élaborée – il semble que la personne appliquant le droit, en suivant l'interprétation mot pour mot de la loi (« peut informer ») – elle fait appel au pouvoir de décision du juge pour l'information relative à l'absence déclarée de l'accusé, ne le reconnaît pas comme droit procédural (subjectif) de l'accusé.³¹

Par la suite, nous souhaitons examiner le moyen de la *déclaration* [Voir en détail : 1^{ère} colonne du tableau n° 1]. D'après nous, c'est un autre point problématique de l'alinéa (3) du § 279 de la Be. La Be. ne détermine ni la manière ni les cadres de la procédure conformément auxquels l'accusé peut faire sa déclaration valide. La *déclaration écrite* peut être considérée comme un dilemme, car dans ce cas-là, il est peu probable que le juge agissant dans l'affaire puisse vérifier que l'accusé – soit en détention ou en liberté – a fait sa déclaration personnelle, sans être influencé, celle-ci devrait être basée théoriquement sur la manière volontaire dont elle est faite.³²

Troisièmement, il faut souligner le fait selon lequel conformément à la nouvelle réglementation, il est possible de *clôturer la procédure en prononçant un jugement établissant la culpabilité de l'accusé*. Cela est important, car autrefois, sur base des alinéas (5) et (9) du § 281 de la Be., il était possible que le tribunal tienne, dans le cadre d'une procédure ordinaire, l'audience de première instance en l'absence de l'accusé en liberté qui ne s'est pas présenté malgré l'assignation remise conformément

³⁰ Erika Róth, « Csak a jogalkotás gyorsabb vagy az igazságszolgáltatás is? » In Zsuzsanna Juhász, Ferenc NAGY, Zsanett Fantoly (éd.), *Sapientia Sat. Ünnepi Kötet Dr. Cséka Ervin Professor 90. születésnapjára*, Szeged, 2012, p. 421.

³¹ Ákos Ujvári, « A vádlott tárgyaláson való jelenléte a Be. 279. § (3) bekezdésének tükrében, avagy a Be. új jogintézménye: a vádlott bejelentett távolléte. » In István László Gál (éd.), *Tanulmányok Tóth Mihály Professor 60. születésnapja tiszteletére*, Pécsi Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Kar. Pécs, 2011, p. 532.

³² Ákos Ujvári, « A vádlott tárgyaláson való jelenléte a Be. 279. § (3) bekezdésének tükrében, avagy a Be. új jogintézménye: a vádlott bejelentett távolléte. » In István László Gál (éd.), *Tanulmányok Tóth Mihály Professor 60. születésnapja tiszteletére*, Pécsi Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Kar. Pécs, 2011, 535–536. p.

aux règles, mais ces dispositions ne permettaient pas de clôturer la procédure d'enquête que dans le cas où l'accusé a été acquitté ou la procédure contre lui a été annulée [Voir point 2 de la colonne n° 3 du tableau n° 1]. Cependant, les tribunaux ne l'utilisaient pas trop souvent.³³ Dans le cas de la nouvelle réglementation – absence déclarée de l'accusé – la procédure peut être clôturée en prononçant le jugement établissant la culpabilité de l'accusé.

V. Les procédures particulières relatives à l'accusé absent en pratique

En Hongrie, il y a relativement peu de procédures particulières relatives aux accusés absents, leur nombre est assez faible. Les données statistiques annuelles, intitulées « *Données principales de l'activité de la magistrature devant le tribunal correctionnel* », pouvant être consultées sur le site du Parquet général illustrent également bien ce phénomène.³⁴

En examinant la période de 2004 jusqu'à 2011, le pourcentage de ceux qui étaient absents et le procureur a demandé d'effectuer l'action judiciaire n'a même pas atteint 1 %. Selon les statistiques, ce taux était le plus élevé en 2004 : cela a été demandé pour 0,85 % des personnes contre lesquelles un réquisitoire a été lancé,³⁵ tandis qu'en 2011, ce taux était le plus bas : seulement pour 0,31 % des personnes contre lesquelles un réquisitoire a été lancé, a été demandé d'effectuer une telle procédure particulière.³⁶ Cela signifie une baisse de 0,54 % pour la période examinée. Les données de la période de 2005 jusqu'à 2010 sont résumées dans le tableau n° 2 ; tandis que le diagramme n° 1 illustre la courbe complète pour la période de 2004 jusqu'à 2011.³⁷

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre des mises en accusation contre accusés absents, exprimé en %	0,66 %	0,47 %	0,43 %	0,47 %	0,42 %	0,47 %

Tableau n° 2

³³ Erika Róth, « Csak a jogalkotás gyorsabb vagy az igazságszolgáltatás is? » In Zsuzsanna Juhász, Ferenc NAGY, Zsanett Fantoly (éd.), *Sapientia Sat. Ünnepi Kötet Dr. Cséka Ervin Professzor 90. születésnapjára*, Szeged, 2012, p. 418.

³⁴ <http://www.mklu.hu/cgi-bin/infoszabdok/doktar.pl?focsoport=2&csoport=14#open> (2013. 01. 22.)

³⁵ <http://www.mklu.hu/repository/mkudoc4165.pdf> (2013. 01. 22.)

³⁶ <http://www.mklu.hu/repository/mkudoc5771.pdf> (2013. 01. 22.)

³⁷ <http://www.mklu.hu/cgi-bin/infoszabdok/doktar.pl?focsoport=2&csoport=14#open> (2013. 01. 22.)

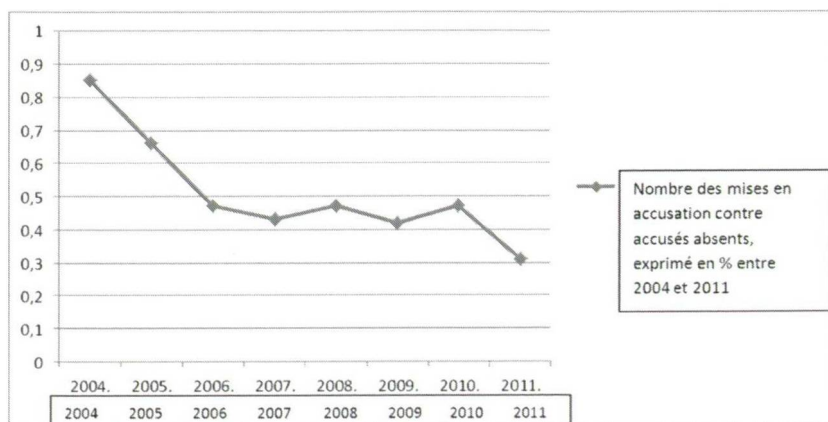


Diagramme n° 1

La question qui se pose, est la suivante : quelle est la raison d'une telle baisse du nombre des procédures pénales contre les accusés absents pour l'an 2011 ? D'après nous, cela est dû à deux facteurs. D'une part, les accusés sont retrouvés (leur lieu de résidence est connu) dans la plupart des cas déjà lors de la phase d'enquête. D'autre part, depuis le 1^{er} mars 2011, si les accusés ne souhaitent pas participer à l'audience (aux audiences) – parce que par exemple le temps de l'accusé est plus précieux que vouloir le passer dans la salle d'audience du tribunal – (s'il y a une notification préalable) ils peuvent s'absenter de manière légale à l'audience. Autrefois, la fuite et le fait de se cacher étaient fréquents pour « résoudre cette situation ». Dans le cas où l'accusé choisit la première possibilité mentionnée – il déclare préalablement qu'il ne souhaite pas participer à l'audience – la procédure doit alors avoir lieu conformément aux règles de la procédure ordinaire; par contre, dans le cas où il choisirait la deuxième possibilité – c'est-à-dire partir dans un endroit inconnu – il faudrait agir conformément aux règles de la procédure particulière.

VI. Conclusion

La présence de l'accusé à l'audience (sa *participation personnelle*) doit être interprétée lors des procédures pénales comme son droit – et non pas comme son obligation. Il en résulte qu'il peut renoncer à ce droit. Dans le cas où le lieu de résidence de l'accusé est inconnu ou il est à l'étranger, l'action judiciaire doit être effectuée conformément à la *procédure particulière intitulée « procédure relative à l'accusé absent »*, décrite en détail dans le chapitre XXV de la Be. Pourtant, dans le cas où le lieu de résidence de l'accusé est connu – et après l'avoir informé, il exerce son droit

de s'absenter à l'audience – la procédure doit être effectuée conformément aux règles de la procédure ordinaire. Cette institution existe depuis le 1^{er} mars 2011 dans la procédure pénale hongroise, la pratique lui a donné le nom suivant: « *absence déclarée de l'accusé* » [Alinéa (3) du § 279 de la Be.].

L'étude a essayé de répondre, d'une part, à la question suivante : Est-ce que *le principe de la connaissance directe est appliqué* lors de la procédure particulière relative à l'accusé absent ? D'après nous, le principe n'est pas appliqué, en plus, le droit de l'oralité est également violé dans les procédures en l'absence de l'accusé. D'autre part, l'étude a essayé de répondre à la question suivante : *Dans quelle mesure accélère-t-elle*, la procédure particulière relative à l'accusé absent, *les procédures pénales* ? D'après nous, dans les cas où le lieu de résidence de l'accusé ne sera pas connu plus tard (il ne peut pas ainsi exercer ses droits à un recours), l'objectif de la procédure particulière peut être réalisé, elle accélère la procédure pénale donnée. Cependant, la procédure particulière mentionnée est un phénomène à double visage car dans les cas où l'accusé est retrouvé – en prenant en considération la date de la retrouvaille – il peut appliquer différentes voies de recours. Ces voies de recours doivent être absolument garanties, en prenant en considération la défense des droits de l'accusé, dans une procédure pénale conforme à l'État de droit ; mais elles ralentissent les procédures pénales: dans ces cas-là, les procédures sont doublées/peuvent être doublées.

Carine Guémar¹

L'unité européenne : entre développement économique et recherche identitaire ? Le songe d'une histoire européenne

« Europe. Au Moyen Âge, l'unité européenne reposait sur la religion commune. À l'époque des Temps modernes, elle céda la place à la culture (art, littérature, philosophie) qui devint la réalisation des valeurs suprêmes par lesquelles les Européens se reconnaissaient, se définissaient, s'identifiaient. Or, aujourd'hui, la culture cède à son tour la place. Mais à quoi et à qui ? Quel est le domaine où se réaliseront des valeurs suprêmes susceptibles d'unir l'Europe ? Les exploits techniques ? Le marché ? La politique avec l'idéal de démocratie, avec le principe de tolérance ? Mais cette tolérance, si elle ne protège plus aucune création riche ni aucune pensée forte, ne devient-elle pas vide et inutile ? Ou bien peut-on comprendre la démission de la culture comme une sorte de délivrance à laquelle il faut s'abandonner avec euphorie ? Je n'en sais rien. Je crois seulement savoir que la culture a déjà cédé la place. Ainsi, l'image de l'identité européenne s'éloigne dans le passé. Européen : celui qui a la nostalgie de l'Europe. » Milan Kundera²

Aborder le thème de « l'unité européenne » peut s'avérer être une aventure quelque peu périlleuse mais qui mérite de relever une attention particulière notamment au regard de l'actualité poussant la communauté scientifique à réfléchir plus en profondeur sur ce concept et à amener quelques clés de compréhension pour l'avenir de l'Europe. La question des récents événements en Ukraine amène à renouveler la réflexion autour du modèle « européen » et sa place sur la scène internationale, lorsque pour rappel, l'une des causes, du moins superficielle, des événements en Ukraine prend sa source dans le refus de signer un accord de libre échange avec l'Union européenne.³ La question des modèles des blocs régionaux refait aujourd'hui surface nécessitant une introspection quasi psychanalytique de ce qu'est l'Europe et ce qu'elle représente.⁴ Existe-t-il encore un rêve

¹ Université de Szeged, Hongrie.

² Milan Kundera, *L'art du roman*, « Sixième partie - Soixante neuf mots », Édition Gallimard, Coll. Folio, 1986, p. 150.

³ « L'Ukraine prise en étau entre la Russie et l'Union européenne », *L'Express*, 25 novembre 2013 [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/l-ukraine-prise-en-etau-entre-entre-la-russie-et-l-union-europeenne_1302538.html]. « L'Europe signe des accords d'association avec la Géorgie et la Moldavie, pas avec l'Ukraine », *Le Monde*, 29 novembre 2013 [http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/11/29/l-europe-echoue-a-convaincre-l-ukraine-de-signer-un-accord-d-association_3522533_3214.html].

⁴ Notons également la fervente défense de l'Union européenne lors de la signature de l'accord de libre échange avec les États Unis pour la préservation de « l'exception culturelle » européenne.

européen ?⁵ A-t-il jamais existé ? Il faudrait d'ores et déjà faire une précision méthodologique. En effet, nous n'allons guère restreindre cette étude au cercle très fermé de la science juridique, qui comme le rappelle Alexandre Viala dans son ouvrage, *Philosophie du droit*, discipline qui était délaissée dans les Facultés de droit françaises, les « juristes deviennent les soutiers d'un navire artificiels qu'ils n'ont pas montés »⁶ mais à emprunter aux sciences sociales toute leur lumière, ou du moins une partie de leur éclairage, dans le sens de la recherche scientifique plurielle. La transdisciplinarité sera donc l'approche menée par cette étude. Ainsi, pourquoi de ne pas utiliser quelques réflexions historiques, sciences politiques mais également juridiques ou économiques voire même littéraires, pour concentrer notre étude sur ce thème, tel un alchimiste utilisant quelques breuvages pour concocter un assemblage particulier, non pas pour idéaliser la réalité ou la rendre plus poétique mais regarder autrement la question de l'unité européenne. Par ailleurs, nous allons tenter d'apporter des pistes de réflexion et éviter le terrain glissant d'un constat alarmant ou parfois même dramatique sur le destin européen. Pour ce faire, nous allons d'une part revenir sur l'unité ou l'unification européenne en matière économique, partir de l'économie pour aller progressivement vers une union politique, dans un dessein pacifiste et un développement économique et social de l'espace européen. La concrétisation de cet espace économique a été sans conteste illustrée par la constitution d'une monnaie unique, puissant vecteur d'unité sociale et politique, où les européens se sentent liés dans un espace commun par un bien commun : l'euro.⁷ Par la suite, et au regard de contraintes internes et externes, nous aborderons la question de l'unité européenne en devenir, avec d'une part la question de la conscience européenne et de l'intérêt général européen. Nous démontrerons ici, que la structure de l'Union européenne, en constante mutation, devrait aboutir vers une société post-nationale. D'autre part, nous analyserons les contraintes externes de l'Union européenne et le rôle de l'Europe dans les relations internationales.

⁵ La question du « rêve européen » apparaît à nouveau à travers le prisme des modèles issus des grands blocs régionaux puisque cette expression s'est forgée peu à peu en réponse au « rêve américain », à qui l'on prête l'expression à l'écrivain américain James Truslow Adams, en 1931 dans *The epic of America*, désignant l'accès aux libertés fondamentales et l'ascension sociale par le mérite. Jeremy Rifkin, économiste et essayiste américain a également écrit en 2005, *Le rêve européen ou comment l'Europe se substitue à l'Amérique dans notre imaginaire*, pour décrire le déclin du modèle américain au profit de celui de l'Europe, basé sur des considérations économiques, sociales et « humanistes ».

⁶ En référence à M. Villey, Préface à la *Doctrinae du droit*, E. Kant, 1971 : A. Viala, *Philosophie du droit*, Introduction, Éditions Ellipses, 2010, p. 8.

⁷ En ce sens, se référer à M. Dévoluy, *L'Euro est-il un échec ?*, La documentation française, collection réflexe Europe, 2012, p. 32.

La PAX EUROPÆA : unité européenne et développement économique

« *S'unir ou mourir* »⁸ (Gaston Riou). Au lendemain de la deuxième guerre mondiale,⁹ les traumatismes liés à l'incompréhension de la première moitié du XX^e siècle, poussent les élites dirigeantes à trouver des mécanismes rendant impossible toute répétition de l'histoire. Ainsi la constitution du marché commun¹⁰ allait devenir le moyen pour garantir la paix, en alliant les deux matériaux représentatifs de la guerre : le charbon et l'acier. Avec la signature du Traité instituant la Communauté du Charbon et de l'Acier en 1951, l'aventure européenne commençait sur la base d'une unification économique.¹¹ Le Traité de Rome porte en son sein même l'esprit qui allait animer la construction européenne : la constitution d'un espace de libre échange¹² en éliminant les entraves et barrières douanières entre les six pays signataires du Traité, accompagnée de politique commune telle que l'agriculture, le transport

⁸ Tel était le titre du livre de Gaston Riou (1883-1958) publié en 1929, plus de dix ans après la première guerre mondiale où les européens dans leur grande majorité ne voulaient plus revivre le grand choc de la guerre (« plus jamais ça »).

⁹ Rappelons à cet égard, les écrits d'Alexandre Marc, exilé en Suisse durant les deux dernières années de la guerre de 1939-1945, *Quelques réflexions sur l'avenir de l'Europe*, version datée du 16 mai 1944 : « Si les problèmes qui se poseront demain devant l'Europe ne sont pas résolus, notre « vieille Europe » sombrera, définitivement sans doute, emportant dans sa chute les possibilités humaines immenses qu'elle représente encore incontestablement, malgré son déclin. Cette quasi-évidence ne s'inspire nullement, comme d'aucuns seraient tentés de le croire, d'un pessimisme morbide, ou d'on ne sait quel goût pour la catastrophe ; qu'on fasse un petit effort de réflexion, qu'on songe au chaos dans lequel l'Europe se trouve d'ores et déjà plongée, chaos qui ne peut aller qu'en s'aggravant, et l'on aura pas de peine à percevoir l'abîme vers lequel nous roulons. L'Europe est menacée de mort : ce n'est pas « une phrase », c'est l'expression même de la réalité. Et si quelques-uns se résignent au « crépuscule de l'occident », d'autres croient, à juste titre, que l'Europe vaut encore la peine d'être sauvée, qu'elle n'a pas épuisé sa mission. Aucun pays européen ne peut prétendre à faire face « tout seul » à la menace qui pèse sur notre continent ; ce n'est pas le destin de tel ou tel pays qui est désormais en jeu, c'est bien celui de l'Europe ». Marc Alexandre, « Quelques réflexions sur l'avenir de l'Europe », (Inédit 1944), *L'Europe en Formation*, 2010/1 n°355 p. 164.

¹⁰ Voir en ce sens, l'ouvrage de Marie-Annick Barthe, *Économie européenne, Chapitre 2 Marché unique et politiques d'accompagnement*, 4^e Édition Economica, 2011, p. 81.

¹¹ Et notamment par la réconciliation franco-allemande. 2013 était l'année du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée, appelé également Traité d'amitié franco-allemande, signé le 22 janvier 1963 entre le chancelier allemand Konrad Adenauer et le Président français Charles de Gaulle. Il restera d'ailleurs dans les mémoires, la célèbre phrase de Konrad Adenauer qui déclarait que « la relation franco-allemande est telle la rose : quand la fleur embellit, les épines prospèrent ».

¹² Bela Balassa, économiste hongrois (1928-1991), dans son ouvrage *The theory of economic integration* en 1971, développe les différentes phases d'intégration économique régionale, partant de la zone de libre échange, de l'Union douanière, du marché commun accompagné de politiques harmonisées, puis de l'Union économique et monétaire, pour finir sur une Union économique achevée. On reproche souvent à l'Union européenne d'être une Union économique inachevée du fait du manque de politiques budgétaires et fiscales. La problématique autour du fédéralisme européen pousse également la réflexion vers une nouvelle forme d'union, non pas définie strictement par des considérations économiques mais bien par une volonté politique, volonté qui animait la base de la construction même de l'aventure européenne.

ou encore la politique de cohésion sociale. Notons ici qu'en parallèle du « pool noir », l'idée d'une coopération en matière agricole, appelée « pool vert », est née dans les années 1950, initiée par Sicco Mansholt, alors ministre de l'agriculture néerlandais et Pierre Pflimlin, son homologue français afin de mettre en commun les différents secteurs agricoles européens : les organisations communes de marché (OCM). L'idée étant de ne plus raisonner pays par pays mais secteur par secteur. Cette coopération et la volonté d'une politique agricole commune est née d'un double constat : d'une part, assurer l'autonomie alimentaire des pays européens, alors tributaires des importations notamment céréalières provenant des Etats Unis et du Canada, et d'autre part, pouvoir palier les pénuries alimentaires liées aux deux guerres mondiales, en favorisant la production agricole européenne et en plaçant l'Europe dans une logique de concurrence internationale et de modernisation de son agriculture. Cette première politique communautaire et structurelle s'inscrit dans l'esprit même de l'unification européenne, puisqu'elle est également au cœur des réformes ayant animées l'histoire européenne et représente sur de nombreux égards, la pierre angulaire de considérations économiques, sociales et identitaires de l'Union européenne. Le marché commun est donc ce qui allait permettre d'assurer la paix en Europe¹³ et le développement économique et social de la communauté européenne. La volonté originelle de la construction européenne s'inscrit dans ce dessein pacifiste. L'idée de paix perpétuelle avait enflammé l'Europe intellectuelle et philosophe du XVIII^e siècle avec les écrits de l'Abbé de Saint Pierre, dont Montesquieu s'inspira en 1756 dans les *Extraits et jugements sur le projet de paix perpétuelle*, pour avancer l'idée d'une association d'Etats européens, reprise par Kant en 1795, qui dans son projet de *Paix perpétuelle* propose une « fédération d'Etats libres ». Si le XVIII^e siècle était celui des projets de paix, le XIX^e de sa concrétisation théorique, le XX^e siècle est sans conteste celui de la mise en œuvre tant juridique et économique qu'institutionnelle à travers la construction européenne. Jean Monnet, s'étant très certainement inspiré de

¹³ Le modèle d'économie sociale de marché de l'Union européenne tire sa source de la synthèse de plusieurs conceptions économiques. Partant de la thèse hobbesienne et de son Léviathan, permettant de condenser les passions humaines par la figure étatique, le risque étant d'aboutir à un Etat autoritaire, ce sont les homo oeconomici, les hommes qui se comportant en tant qu'agents économiques, tirent intérêt (économique) dans leur prochain. Le marché est alors vu comme un moyen de paix civile et repris notamment dans les thèses de Adam Smith et la métaphore de la « main invisible », Montesquieu et sa thèse du doux commerce : « partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce et partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces », et les économistes Arrow et Debreu en 1954. Cependant, le marché n'ayant pas tenu ses promesses de prospérité économique et sociale, c'est la critique socialiste du capitalisme utopique, illustrée notamment par les lois de Bismarck en 1881 et 1884, ou encore inspirée de Keynes, les rapports de Beveridge en 1942 sur la sécurité sociale et 1944 sur le plein emploi, qui jetteront les bases du capitalisme d'après guerre. Le système d'économie européenne repose donc sur un système de marché qui garantit des droits et assure une protection sociale aux participants du marché. Aujourd'hui, les aspects économiques ne suffisent plus pour faire évoluer l'Union européenne, le débat porte également sur la volonté et les moyens pour aller vers une Union sociale européenne.

Samuel von Pufendorf,¹⁴ lorsqu'il affirmait dans ses mémoires, que « rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions ». L'Union européenne s'est d'ailleurs vu octroyée en octobre 2012, le Prix Nobel de la paix,¹⁵ pour la pacification du continent européen de ces soixante dernières années, qui malgré de virulentes critiques et polémiques autour de cette nomination, a été sans doute, émis dans un contexte de crise économique et démocratique mais également de confiance en l'Union européenne, pour fédérer une volonté commune et encourager l'Europe vers une voie de continuité pacifiste. D'autant plus, et c'est souvent l'une des constations au regard des crises économiques passées, que celles-ci ont souvent pour conséquence une crise sociale et démocratique profonde de la part des citoyens, en l'occurrence européens. Pour reprendre à nouveau les pensées du père fondateur de l'aventure européenne, celui-ci considérerait les crises comme moteur d'évolution et d'approfondissement de l'Union. L'étymologie même du mot « crise »¹⁶ provenant du fait d'être à un carrefour de choix et à l'aune des prochaines élections européennes, peut-être est-il temps de resituer ou simplement de situer l'Union européenne, comme une puissance capable de parler d'une voix unie ? Par ailleurs, l'une des lacunes que nous pouvons également mettre en avant concernant l'Union européenne est la manière dont elle a à répondre lorsqu'il s'agit de nouvelles formes d'intégration juridique, politique et sociale. Outre le refus en 2005 d'adopter le Traité instituant une Constitution pour l'Europe, qui là encore témoigne d'une certaine instrumentalisation des questions européennes pour prendre en prétexte tous les maux sociétaux, mais qui en parti fut repris par le Traité de Lisbonne en 2007, sous un autre vocable. Notons ici que l'unité européenne a été fixée sous de nouveaux termes dans le Traité de Lisbonne et s'inscrit dans la mise en place d'un espace commun de valeurs (liberté, sécurité, justice).¹⁷ Nous pouvons toutefois évoquer sa manière de prendre en considération la citoyenneté européenne avec une logique similaire à celle du marché commun. La Cour de justice de l'Union européenne, par exemple applique en matière de citoyenneté européenne, les mêmes mécanismes et règles qu'elle a forgées dans

¹⁴ Pour qui « les hommes ne sont pas des choses, il ne se possèdent que par institutions », Pufendorf (1632-1694), *Droit de la nature et des gens* : A. Viala, *ibidem*, L'idéalisme subjectiviste de la modernité, p. 47.

¹⁵ En ce sens, se référer à l'article de Ferdinand Riccardi, « Prix Nobel de la paix octroyé à l'Europe : réalité historique, incompréhension partielle des citoyens et quelques forces politiques », *bulletin quotidien Europe* n° 10710, 16 octobre 2012

¹⁶ Gramsci définissait la crise « comme cet interrègne où meurt le vieil ordre alors que le nouveau ne parvient pas encore à naître ». Il ajoutait : « et dans cet interrègne naissent les montres » (Gramsci, 1975) : J-J. Jamet, *L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ?*, Édition La documentation française, Réflexeurope, 2011, p.158.

¹⁷ Article 14 TCE (devenu article 26 TFUE) : « Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions des Traités ». Ex-article 2, article 3 TFUE : « l'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes ».

le domaine des libertés économiques,¹⁸ où les droits des citoyens ne sont applicables que dans les cas où il a été fait usage de la liberté de circulation. Les droits des citoyens de l'Union européenne sont calqués sur ceux des libertés économiques et pris dans le cadre des entraves aux échanges européens. C'est l'image du serpent qui se mord la queue, puisque le droit européen est lacunaire concernant la création de droits « autonomes »¹⁹ applicables aux nouvelles notions européennes telles que la citoyenneté européenne intimement liée à l'unité sociale et politique. L'Europe reste enfermée dans une logique de raisonnement économique. Dans un contexte où la paix n'est plus le moteur de l'unité européenne et où celle-ci, définie dans le seul cercle de considérations économiques s'essouffle, il est à présent nécessaire de se tourner vers une autre approche peut-être plus diffuse pour appréhender l'unité européenne. L'historien Fernand Braudel²⁰ enseignait que bien des frontières subsistent, après qu'on les ait supprimées.²¹ Il est à présent temps d'étudier non pas la constitution d'un espace économique mais d'un espace identitaire, où nous allons analyser si l'Europe est dotée d'une âme aussi tourmentée soit-elle.

Unité européenne et identité : le développement d'une conscience européenne ?

« L'Europe est ancienne et future à la fois. Elle a reçu son nom il y a vingt-cinq siècles et pourtant elle est encore à l'état de projet. »²² (Jacques Le Goff)
Partons du postulat que l'histoire n'est pas une simple succession de faits²³ et

¹⁸ Voir en ce sens l'affaire Uecker et Jacquet, CJCE, 5 juin 1997, Uecker et Jacquet, aff. C-64 et 65/96, Rec. P. I-3171, pt 23 : Azoulai Loic, « Constitution économique et citoyenneté de l'Union européenne », *Revue internationale de droit économique*, 2011/4 p. 548.

¹⁹ Il faut souligner à cet égard, l'insertion de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans le Traité de Lisbonne, conférant valeur juridique à ces droits fondamentaux mais qui elle aussi, « se voit assortie de clauses dérogatoires pour la Pologne, le Royaume Uni ou encore la République Tchèque.

²⁰ Fernand Braudel (1902-1985), historien français et est également un fervent défenseur de l'unicité des sciences humaines, au regard d'une conception de longue durée et de globalité à travers l'ensemble des disciplines des sciences sociales. Dans son ouvrage, *Grammaire des civilisations*, publié en 1987 aux Éditions Arthaud et en 1993 chez Flammarion, celui-ci explique notamment la civilisation à travers des concepts géographiques, économiques mais également sociologiques et psychologiques. Il consacre lors de sa partie sur la civilisation européenne, un chapitre sur les *unités européennes*, traduites en terme de similitudes et de contraires. Pour Braudel, l'Europe est à la fois unité et division, ensemble et détail, ces vérités ne s'excluent pas les unes des autres mais représentent la caractéristique du continent européen.

²¹ Voir en ce sens, M. Clapié, *Institutions européenne*, l'accentuation de l'intégration économique, Éditions Flammarion, Champs Université, p.144. ∴

²² Deux premières phrases du livre de Jacques Le Goff, *La vieille Europe et la nôtre*, Paris, Seuil, 1994 : Frank Robert, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2001/3 no 71, p. 80-81.

²³ Comme l'a enseigné Michel Foucault, l'histoire est une succession de vérités qui changent d'une époque à l'autre et auxquelles les hommes ne s'y réfèrent que pour un temps : A. Viala, *ibidem*, ante-modernité, modernité, postmodernité, p. 28.

qui également, appliquée à l'histoire européenne, est fondée sur une série d'antagonismes. L'idée de « tourbillon culturel permanent », développée par Edgar Morin dans son ouvrage publié en 1987, *Penser l'Europe*, est très intéressante à mettre en avant à ce stade de l'analyse. En effet, l'auteur propose une conception plurielle de l'unité européenne, d'unitas multiplex pour expliquer que l'histoire européenne est fondée sur des antagonismes féconds tels que la dualité entre religion-raison, foi-doute, particulier-universel, réaction-révolution, totalitarisme-démocratie, etc : « La culture européenne ne subit pas seulement ces oppositions, conflits et crises ; elle en vit ... Ce qui est important dans la culture européenne, ce ne sont pas seulement les idées maitresses (christianisme, humaniste, raison, science), ce sont ces idées et leurs contraires ».²⁴ Continuons cette approche historique de l'étude, teintée de considérations philosophiques à la lumière de Paul Ricœur²⁵ qui distinguait deux types d'histoires du temps. D'une part, l'histoire d'un passé récent comportant un « point de clôture » avec par exemple la deuxième guerre mondiale, les empires coloniaux (bien que nous pourrions également débattre sur les nouvelles formes, déguisées, de colonialisme) et le monde communiste. D'autre part, Ricœur définissait un deuxième type, avec l'histoire du temps présent « non clos » dont on ne connaît pas la fin. L'histoire de l'Europe peut être assimilée à cette deuxième acception, avec un processus de non-linéarité. C'est dans ce contexte que nous pouvons appréhender des notions telles que l'identité, l'idée ou encore la conscience européenne. Nous sommes tentés à présent de formuler des hypothèses concernant la structure même de l'Union européenne en devenir. En effet, si son histoire est à définir, nous pouvons alors nous questionner sur l'existence d'un intérêt général européen et d'un peuple européen. Notons qu'il n'y a pas une seule et unique définition de l'intérêt général et qui puisse exister une multitude de définitions évolutives et tributaires du contexte politique, économique et social. Il faut cependant distinguer deux grandes familles de l'intérêt général. L'une d'inspiration libérale et utilitariste fondant l'intérêt général sur la somme d'intérêts particuliers et composée donc de compromis entre les citoyens. L'autre, d'inspiration volontariste, qui dépasse les intérêts particuliers pour procéder de la volonté générale, exprimée par la loi.²⁶ Cette conception est au cœur même de l'émergence de l'Etat moderne puisque les caractéristiques de la modernité ont été conçues avec l'idée selon laquelle la puissance publique serait l'expression de la volonté des hommes, se soumettant volontairement à l'Etat à

²⁴ Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987 et 2^e édition en 1990 : théorie développée par Frank Robert, *ibidem*, p. 82.

²⁵ Paul Ricœur, « Remarques d'un philosophe », dans *Ecrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS Éditions, IHTP, 1993, p.38-39 : Frank Robert, *Ibidem*, p. 86.

²⁶ C'est la thèse du contrat social de Jean Jacques Rousseau qui fonde la légitimité du pouvoir public. La souveraineté du peuple n'étant qu'une pure fiction politique s'il n'y avait pas d'institutions. Le but du Contrat social étant de résoudre les problèmes qui se posent à la République. La tradition française, se fondant sur l'intérêt général comme but ultime de l'action de l'Etat. J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*, Livre II, Chapitre III.

travers le consentement d'un pacte²⁷ ou d'un contrat social²⁸ prônant l'égalité entre les individus souhaitant sortir de leur état de nature. La puissance publique serait alors institutionnalisée et unitaire. Cependant nous pouvons formuler une double objection à cet idéalisme subjectiviste de la modernité. Réfutant la thèse cartésienne selon laquelle, l'homme, doté de raison, ne doit son salut qu'à la seule force de sa propre volonté, n'est plus valable. L'homme a été poussé à faire preuve d'humilité par les sciences sociales issue d'une triple humiliation. Une humiliation d'abord « cosmologique », par laquelle depuis Copernic, l'homme n'est plus au centre de l'univers, couplée par une humiliation dite « biologique », qui avec Darwin, l'homme s'aperçoit qu'il fait parti intégrante du monde animal et s'achevant sur une humiliation « psychologique », rappelée par Freud où « l'homme n'est plus maître dans sa propre maison ». ²⁹ Nous pourrions aller plus loin dans le raisonnement et se demander quelle humiliation serait issue du XXI^e siècle ? Une humiliation qui pourrait être qualifiée d'« institutionnelle », avec l'hypothèse selon laquelle l'homme s'aperçoit que les institutions qui l'entourent ne suffisent plus à exprimer l'intérêt commun de l'ensemble des citoyens. Humiliation qui serait alors compensée par un épanouissement identitaire, qui trouverait sa place non plus dans des institutions étatiques mais dans d'autres formes d'entités supranationales ou infranationales. Les institutions européennes souffrent d'un manque de légitimité démocratique, qui va être très certainement relevé à l'aune des prochaines élections européennes. Au déclin de la pensée volontariste, s'ajoute, les grands penseurs du soupçon, avec Marx, Freud et Foucault, désacralisent l'homme qui, de manière successive, est déterminé par son appartenance à une classe sociale, son inconscience et sa structure langagière. C'est ce que l'on appellera la « post modernité juridique » où le juriste est alors progressivement amené à trouver d'autres modes d'explications, pour faire face au déclin d'un législateur supposé éclairé. La seconde objection que nous pouvons mettre en avant, est liée aux caractéristiques mêmes de la période contemporaine dans laquelle nous vivons. Perte de la souveraineté des États, crise de légitimité de la représentation nationale, recul du modèle républicain, etc. Ces constats poussent ainsi à chercher une autre voie d'explication au fonctionnement de la puissance publique. Nous pouvons alors, avec le déclin de l'État dans sa forme moderne, formuler l'hypothèse d'une société en devenir « post-nationale », où l'exercice effectif du pouvoir public ne s'effectuant plus dans le seul cadre national mais dans une double perspective : au niveau local et au niveau européen. Cela permettait notamment de réfléchir non pas sur une identité nationale, où on l'a vu en France avec le débat avorté sur l'identité nationale en 2009, mais

²⁷ On retrouve dans l'actualité française, ce concept mis en avant par le Président de la République du « pacte de responsabilité ».

²⁸ Pour développer les théories du contrat social et la naissance de la souveraineté, se référer à A. Viala, *ibidem*, Les théories du contrat social, p. 50.

²⁹ A. Viala, *ibid*, p. 7.

proposer une double (voire triple) conception de l'identité qui dépasserait l'encadrement national et qui serait représentée par une identité locale, régionale et européenne.³⁰ Sans prendre le risque, parfois dogmatique et surtout en période pré-électorale de les opposer les unes aux autres mais bien au contraire de les unir et les coupler pour former un tout complémentaire. Par ailleurs, pour qu'il y ait identité, cela nécessite un processus d'identification, l'identité ou l'identificité³¹ procédant non pas du fait d'être « même », mais d'avoir conscience d'appartenir à un espace commun.³² Cela pouvant constituer un point de départ du sentiment d'appartenance européenne.³³ Sentiment qui est d'autant plus important lorsqu'on le replace notamment dans un contexte international. Ainsi, nous vivons également une période de bilan et de perspectives lorsqu'en Europe centrale et orientale, la majorité des pays se questionnent sur leur intégration et leur citoyenneté européenne, après leurs 7^e ou 10^e années³⁴ au sein de l'espace de l'Union européenne.³⁵ En regardant plus précisément sur l'intégration européenne dans les Balkans,³⁶ l'Europe est souvent remise en cause dans sa politique de voisinage et dans sa crédibilité comme acteur international sur le plan de la sécurité où notamment elle est incapable d'exporter un modèle de « communauté de sécurité » fondé sur une interdépendance économique et institutionnelle. Bien que les États des

³⁰ Cette hypothèse nécessitant des recherches plus approfondies sur cette question qui pourrait prendre pour point de départ, la conception de « dialogues culturels » sur le plan local, régional et européen. Il serait également intéressant d'analyser de manière comparative comment dans sa structure d'organisation territoriale, la France est aujourd'hui dans une logique de désengagement de la part de l'État, couplé à l'échec de la réforme des collectivités territoriales et la Hongrie en parallèle, ayant procédé également à une réforme territoriale, entre dans un phénomène inverse de réengagement étatique et de mise sous tutelle des collectivités territoriales. Cela poussant la thèse selon laquelle le modèle étatique est obsolète et cherchant de nouvelles formes d'exercice du pouvoir public, nous pourrions analyser plus en profondeur la question de l'Europe des régions ou des régions européennes.

³¹ Robert Frank, *idib.*, p. 84.

³² En cela, voir le concept habermassien d'« espace public européen ».

³³ Et nous pourrions nous questionner si la chose « Europe » existerait sans le mot « Union européenne » ?

³⁴ Citons à cet effet les propos de Bádo Attila, Professeur de droit et Directeur de l'Institut de droit comparé de l'Université de Szeged, qui rappelait dans son ouvrage, *La justice hongroise dans le cadre de l'intégration européenne*, publié en 2002 chez L'Harmattan, soit deux ans avant l'adhésion de la Hongrie dans l'Union européenne, p. 9 : « Rattraper l'Ouest, c'est la phrase qui habite, depuis des siècles, la conscience collective des Hongrois, ceux-là mêmes qui semblent pourtant incapables de croire que, le régime socialiste ayant disparu à l'Ouest étant maintenant à portée de main, la période nous marchons vers l'Ouest mais nous sommes emportés par l'Est est enfin terminée ».

³⁵ À ce sujet, il est organisé courant 2014, en Europe centrale et orientale, un colloque multi session, portant sur « l'intégration et la citoyenneté européenne : bilan et perspectives, 7 et 10 ans après ». Ainsi, quatre thématiques ont été sélectionnées dans les quatre grandes Universités francophones de la région : l'Université de Banská Bystrica en Slovaquie, l'Université de Babes Bolyai en Roumanie, la Nouvelle Université de Sofia en Bulgarie et l'Université de Szeged en Hongrie.

³⁶ Voir en ce sens, l'article de Jacques Rupnik, Chapitre 4 : « Les Balkans et la pax europea, enter protectorats et intégration », in Jacques Rupnik, *Presses Sciences Po, Nouveaux débats, Les banlieues de l'Europe*, 2007, p. 127-149.

Balkans peuvent être perçus sur de nombreux égards comme un « laboratoire » de sa politique de sécurité et de défense, l'Union européenne oscille entre coopération régionale : « coopérez entre vous et nous coopérerons avec vous »³⁷ et gouvernance par les normes puisées dans de nouvelles réformes démontrées par la capacité d'établir de nouvelles règles prévues par l'agenda politique. Le lien entre politiques de réforme et intégration de l'économie régionale et européenne est la logique appliquée par l'Union européenne dans la région.³⁸ Cet aspect d'action collective européenne sur la scène internationale fait tout à fait écho avec l'actualité aux portes des frontières mêmes de l'Union européenne en Ukraine. Cela amène à nouveau à réfléchir sur les modèles des grands blocs régionaux en parallèle avec les nouvelles formes institutionnelles naissantes sur le plan international et les notions présentées par l'analyse telles que : État, États-nation, société post-nationale ou encore identité culturelle. Shakespeare citait dans son œuvre *Cymbeline* : « Faisons face au temps comme il vient et change »,³⁹ l'introspection européenne ne fait finalement que commencer.

Résumé

La présente étude se donne pour objectif d'étudier l'unité européenne. Si de prime abord, celle-ci apparaît par l'unité ou l'unification économique, partir de l'économie pour aller progressivement, de pas à pas, vers une union politique selon la méthode fonctionnaliste prônée par Jean Monnet, l'unité tend à se transformer en « conscience » européenne, d'autant plus importante dans un contexte de crise identitaire. Le dessein originel de l'aventure européenne était de garantir la paix, avec la constitution du marché commun qui allait devenir le moyen d'atteindre cet objectif. Aujourd'hui l'unité européenne détachée de cette emprise pacifiste (bien qu'aux portes de l'Europe, la question de la paix a toute son importance) amène à se questionner sur la structure même de l'Union européenne qui tend de plus en plus à un recul de l'État sous sa forme moderne et à l'avancée d'une société post-nationale cherchant sa place sur la scène internationale.

Mots clés : Europe, Union européenne, identité locale, régionale, européenne. Unité et unification européenne, culture et intérêt général européen.

³⁷ J. Rupnik, *ibidem*, p.132.

³⁸ En cela, voir le concept de *State Building*, développé par Francis Fukuyama, qui se divise « en deux phases nettement différentes, toutes deux cruciales. La première implique la stabilisation du pays, l'offre de l'aide humanitaire, la reconstitution des infrastructures et le démarrage initial de l'économie. La deuxième phase commence une fois la stabilité assurée et consiste en la création d'institutions économiques et politiques autonomes qui peuvent finalement engendrer une gouvernance démocratique et une croissance économique ».

Francis Fukuyama, « State building », *Governance and World Order in the 21st Century*, Ithaca (N.Y), Cornell University Press, 2004

³⁹ Préface de Stefan Zweig (1881-1942) publication post mortem 1944, *Le Monde d'hier, Souvenir d'un européen*, titre original *Die Welt von Gestern - Erinnerungen eines Europäers*, traduction de Serge Niémetz, Édition Librairie générale française.

Références bibliographiques

- Loic Azoulay, « Constitution économique et citoyenneté de l'Union européenne », *Revue internationale de droit économique*, 2011/4, p. 543-557.
- Attila Badó, *La justice hongroise dans le cadre de l'intégration européenne*, Éditions L'Harmattan, Collection Administration et aménagement du territoire, 2002.
- Marie-Annick Barthe, *Économie européenne, Chapitre 2 Marché unique et politiques d'accompagnement*, 4^e Édition Economica, 2011, p. 81.
- Gérard Bossuat, « L'Europe pour la paix, certitudes et interrogations », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2012/4, n° 108, p. 63-67.
- Gérard Bossuat, « L'unité européenne a changé l'histoire », in *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2004/1 n° 1, p. 45-63.
- Michel Clapié, *Institutions européenne, l'accentuation de l'intégration économique*, Éditions Flammarion, Champs Université, 2003, p. 144.
- Michel Dévoluy, *L'euro est-il un échec ?*, La Documentation française, Collection Réflexe Europe, 2012, p. 32.
- Sophie Duchesne, « L'identité européenne, entre science politique et science fiction ». Introduction, *Politique européenne*, 2010/1 n° 30.
- Robert Frank, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2001/3 n° 71, p. 79-89.
- Benoît Frydman et Guy Haarscher, *Philosophie du droit*, 3^{ème} édition Dalloz, Connaissance du droit, 2010.
- Francis Fukuyama, « State building », in *Governance and World Order in the 21st Century*, Ithaca (N.Y), Cornell University Press, 2004.
- Jean-François Jamet, *L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique ?*, La documentation française, Réflexe Europe, 2011.
- Milan Kundera, *L'art du roman*, « Sixième partie - Soixante neuf mots », Édition Gallimard, Coll. Folio, 1986, p. 150.
- Alexandre Marc, « Quelques réflexions sur l'avenir de l'Europe » (Inédit, 1944), in *L'Europe en formation*, 2010/1 n° 355, p. 163-170.
- Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Éditions Gallimard, Paris, 2^e édition, 1990.
- Caroline Picheral, *Droit institutionnel de l'Union européenne*, Ellipses Éditions marketing, Collection Universités Droit, 2006.
- Jacques Rupnik, Chapitre 4 : « Les Balkans et la pax europea, entre protectorats et intégration », in Jacques Rupnik, *Presses Sciences Po, Nouveaux débats, Les banlieues de l'Europe*, 2007, p. 127-149.
- Alexandre Viala, *Philosophie du droit*, Éditions Ellipses, Collection Cours magistral, 2010.
- Stefan Zweig (publication post mortem 1944), *Le Monde d'hier, Souvenir d'un européen*, titre original *Die Welt von Gestern - Erinnerungen eines Europäers*, traduction de Serge Niémetz, Édition Librairie générale française.

L'évolution de la théorie de souveraineté en France

La souveraineté nationale à la française

«Nul concept n'a soulevé autant de conflits idéologiques et engagé les juristes et les théoriciens politiques du XIX^e siècle dans un labyrinthe aussi confus que le concept de souveraineté» – écrivait Jacques Maritain au début des années 50' du siècle dernier.² En effet, la théorie de la souveraineté est un concept si complexe, si difficile à appréhender qui, quoiqu'elle soit indispensable, même de nos jours, et pour la théorie d'Etat moderne et pour le droit constitutionnel contemporain, pour servir de notion de base à la définition essentielle de l'Etat, est tellement abstraite, voir illusoire que des auteurs ont disserté même sur « le mirage » de la souveraineté nationale.³

Les débats en théorie juridique des auteurs du XIX^e siècle se sont émergés de l'analyse « pratique », voir même sociologique de la théorie de souveraineté. Bien que la théorie, telle que nous le démontrerons par la suite, doive apporter secours à une meilleure compréhension des réalités sociologiques, c'est-à-dire des relations entre la société et l'Etat qui la gouverne, les auteurs ont eu, peut-être justement en raison de l'usage fréquent de la notion lors des travaux constitutifs suite à la Révolution française, un sentiment de confusion, une lacune dans la notion de base, une divergence palpable entre la réalité sociale et la théorie qui souhaiterait la décrire.

Ce sentiment peut être encore plus fort pour le chercheur s'intéressant aux problématiques de base en droit constitutionnel qui est obligé d'avouer qu'autant que d'autres branches de nos systèmes juridiques, le droit constitutionnel, ayant pour vocation de décrire les bases de nos ordres juridiques, a été également touché par l'émergence du Droit de l'Union européenne, par la construction européenne. Cela est clairement mis en avant par le simple fait que la notion de la souveraineté qui, nous devons le rappeler, est un élément constitutif de la définition de l'Etat en tant que tel, ne peut pas être appréhendée désormais de la même manière comme par exemple, à l'époque de la Révolution française. Elle est difficile à réconcilier avec le processus politique indéniable de la construction

¹ Université de Szeged, Hongrie.

² Jacques Maritain, *L'homme et l'Etat*, Paris, PUF, 1953. L'auteur s'intéressait également au problème de la souveraineté nationale dans l'intégration européenne, voir Jacques Maritain, *L'Europe et l'idée fédérale*, Paris, Mame, 1993 (Troisième chapitre : Le concept de souveraineté, pp. 99-129.).

³ Csaba Gombár, Elemér Hankiss, *A szuverenitás káprázata*, (traduction française du titre : Le mirage de la souveraineté) Budapest, Korridor Politikai Kutatások Központja, 1996

européenne. Sont nombreux les ouvrages et les conférences à apporter la preuve : jusqu'à aujourd'hui, la solution miraculeuse qui serait acceptable et pour les juristes constitutionnalistes et pour ceux s'intéressant au droit de l'Union européenne, n'a pas encore été retrouvée.

La présente analyse a simplement pour but de présenter l'évolution de la notion de la souveraineté en France, et deuxièmement, d'une manière très modeste, d'essayer d'indiquer quelques pistes, souvent plutôt d'une façon indirecte, peut-être même équivoque, intéressantes, d'une part, menant vers des réponses aux questions soulevées par le droit de l'Union à l'encontre de la théorie de souveraineté, d'autre part, présentant un intérêt particulier même pour les juristes des pays moins francophones, car « la terre natale » de la notion de la souveraineté offre des développements importants pour la bonne compréhension de cette notion en dehors de son territoire aussi non uniquement dans une approche de droit comparé pur et simple mais aussi dans une réflexion théorique générale européenne mais française autour de ces questions d'actualité.

Or, le sujet est relevant sous plusieurs aspects. D'une part, en ce qui concerne la souveraineté et la France, car ce pays où la théorie et sa première notion sont sorties sous la plume de Jean Bodin,⁴ était toujours particulièrement fécond pour toute réflexion y relative : c'est la patrie de plusieurs auteurs en sciences politiques qui ont analysé non seulement sous l'angle idéologique mais également lors de l'élaboration de différents libellés constitutionnels consécutifs, sous une approche plus pratique, cette notion et la problématique qu'elle soulevait. D'autre part, en rapport avec cette raison précédente, notre sujet importe aussi en ce qui concerne, encore une fois, la perception de la souveraineté au XXI^e siècle, c'est-à-dire la problématique de la souveraineté et l'Europe, car la France, pendant qu'elle soit un Etat fondateur des Communautés européennes de l'époque, et ainsi de l'Union européenne de nos jours, voir même pays d'origine du père fondateur le plus connu,⁵ elle est devenue aussi parfois, en rapport avec la contradiction insolvable entre sa souveraineté nationale et l'approfondissement européen, un frein pour le développement de la construction européenne.⁶ Elle sert ainsi de bon exemple afin de comprendre la situation déjà très complexe en raison de la profondeur de la notion au cœur de nos analyses, à savoir celle de la souveraineté nationale, dans un contexte rendu encore plus compliqué par l'intégration européenne qui a fait apparaître de nouvelles théories pour décrire le transfert des compétences nécessaire et incontestablement lié à la construction européenne.

Ce présent travail souhaite donc présenter, dans l'ordre chronologique, trois étapes majeures de l'évolution du concept de la souveraineté : son

⁴ Jean Bodin, *Les six livres de la République*, Paris, Editions Confluence, 1999

⁵ Ainsi par exemple, il est très connu que M. Jean Bodin est né dans la région internationalement connue de Cognac.

⁶ Il suffit de rappeler la politique européenne du général De Gaulle, et surtout à la crise de la chaise vide qui en est devenu le point culminant.

apparition avec les travaux de Jean Bodin, sa mise à l'épreuve par la Révolution française et sa canonisation positiviste au début du XX^e siècle pour aboutir non pas à une conclusion générale mais à quelques points à relever de l'apport de ces définitions et réflexions, c'est-à-dire de l'apport de la définition « à la française » de la souveraineté, à nos recherches d'actualité importante, à savoir quelle est la définition de la souveraineté au XXI^e siècle, notamment eu égard à l'intégration européenne.

L'apparition de la notion de la souveraineté : les travaux de Jean Bodin

L'excellent juriste du XVI^e siècle, Jean Bodin n'a sûrement pas pu même imaginer lorsqu'il a achevé ses six livres sur la République, la puissance et le long parcours futur de l'idée qu'il a développée.

A part le fait qu'il est le premier à parler de la souveraineté et à l'appeler ainsi, l'auteur a encore de grands mérites. D'une part, il a fixé comme point de départ, lors de la définition de la notion de la souveraineté, la réalité sociale, déjà à son époque, bien avant l'apparition des auteurs du positivisme. D'autre part, il a décrit la souveraineté en tant que prérogative, voire même un droit dont il a également défini l'objet et le sujet en indiquant ainsi le champ juridique de sa réflexion, tenant compte, bien sûr, des aspects politiques, mais différenciable de ces derniers. Troisièmement, il a différencié cette souveraineté, lorsqu'il en a défini le contenu, et de son titulaire, son sujet, le souverain, lui-même, et de son caractère le plus important qui est d'être au pouvoir suprême de l'Etat. Enfin, il n'est pas moins essentiel, dans son œuvre, d'avoir fait la distinction entre les notions de la souveraineté et de l'administration, de la gouvernance, et lorsqu'il a opéré cette distinction, il a déjà bien indiqué comme la raison d'être de la deuxième l'existence de la première.

Le fait qu'il a mis en avant comme point de départ de son analyse, la réalité sociale en tant que telle, ressort déjà dans le titre de son premier chapitre : « Quelle est la fin principale de la République bien ordonnée ». Bien que les auteurs qui ont, par la suite, critiqué ou encore nié la théorie de la souveraineté, aient toujours reproché à celle-ci l'écart entre la théorie et la réalité sociale, Bodin ne peut aucunement être accusé d'avoir construit sa théorie de l'Etat dans un vide. Puisqu'il a décidé de commencer même son œuvre en dissertant de l'environnement naturel et géographique permettant la construction d'un Etat florissant. Et autant qu'un Etat avait besoin d'un certain environnement naturel et géographique pour se former, il n'en avait pas moins besoin du contexte juridique adéquat – a-t-il dit.

La base même de la structure juridique de l'Etat et le pouvoir étatique qui est le pouvoir suprême et dont se dérivent et les lois et les ordonnances. C'est la souveraineté qui finalement reliera les « familles » constituant l'Etat, elle réalisera « le corps parfait de la République ». Bodin a donné

l'image du navire de Thésée pour expliquer ce qu'il a entendu par la souveraineté, qui est, dans cette image, la quille qui « soutient les côtes », c'est elle qui rend unis le territoire et la population y habitant.

Lorsqu'il a nommé les neuf signes de la souveraineté, l'auteur a aussi essayé de décrire le contenu même du pouvoir. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une idéologie sans fondements, dans l'œuvre de Bodin, mais d'une prérogative qui se présentait comme faculté d'agir, comme un ensemble de droits. De plus, il a nommé également le titulaire du droit qui était, encore pour lui, le roi.

Nous arrivons ici, par contre, à un autre point essentiel de son œuvre qui est de faire la distinction entre la souveraineté et la personne du souverain. Il a ainsi longuement parlé de toute la problématique liée à la succession, lorsqu'un nouveau monarque arrive au pouvoir, notamment en ce qui concerne la continuité attachée justement à la souveraineté, à savoir, par exemple, si les décisions de l'ancien monarque obligeront le nouveau. Pour lui, le fondement de la capacité du souverain de gouverner ne réside plus, à la différence des théories d'Etat chrétiennes précédentes, dans la grâce de Dieu mais bien dans la souveraineté étatique indépendante de la personne du souverain. L'auteur a conclu donc à ce que la souveraineté, le pouvoir suprême appartient à l'Etat, elle est donc différente du souverain.

De plus, lors de cette distinction, il a marqué également la différence entre le contenu et le caractère de la souveraineté, une distinction primordiale en l'absence de laquelle de nombreux malentendus se créaient entre théoriciens du droit public et des sciences politiques après Bodin. Car la souveraineté en tant que pouvoir étatique suprême se différencie de son caractère, certes, essentiel : sa suprématie. La souveraineté, élément constitutif de la notion de l'Etat, ne veut pas dire une indépendance, voire une autonomie absolue, elle ne veut surtout pas dire que son titulaire n'est nullement lié, qu'il ne devrait obéir à aucun pouvoir. La souveraineté est constituée par son caractère indépendant donc mais son essentiel réside dans la liberté d'action, dans la faculté d'ordonner.

Enfin, Jean Bodin a fait, à juste titre, la différence entre le sujet, c'est-à-dire le titulaire de la souveraineté : le monarque, et de ceux qui l'exercent, les administrateurs. C'est une conclusion primordiale, surtout sur le plan pratique, de sa théorie qui a influencé même jusqu'à nos jours, la théorie constitutionnelle française, en posant ses fondements. C'est par cette conclusion qu'il a mis en avant que la souveraineté n'était pas égale à l'exercice étatique du pouvoir, elle en était plutôt le fondement juridique. Car c'est justement le titulaire de la souveraineté qui en transférant le droit, habilitera l'Administration de l'Etat à mener la politique étatique par ses mesures.

En conclusion, nous pouvons dire que malgré son caractère primaire, la notion bodinienne de la souveraineté vise tous les aspects de la théorie de la souveraineté qui seront développés par la suite : la nécessité de l'explication juridique du lien entre la réalité sociale et le pouvoir étatique, la problématique du caractère juridique de la notion de la souveraineté, la question du titulaire de la souveraineté et la détermination de la modalité de l'exercice du pouvoir dans ce contexte.

La souveraineté dans la pratique : Des penseurs de la Révolution à la souveraineté populaire contre la souveraineté nationale

La notion bodinienne de la souveraineté qui a suscité de nombreux débats mais qui est devenue un élément indispensable de la notion de l'État, a créé de forts échos dans toute l'Europe. En France, c'est l'arrivée de la Révolution française et surtout la réflexion politique qui la précédait, notamment pendant le siècle des Lumières, qui ont offert l'opportunité d'un débat, désormais devant un public plus important, autour de cette notion. Dans le combat contre l'ancien régime et ainsi avec l'évolution des événements révolutionnaires, après une première période, contre le roi, lui-même, la question du remplacement du souverain en tant que titulaire de la souveraineté, a été soulevée et a amené à la reformulation de la théorie de la souveraineté. En cette période de la Révolution, le débat théorique autour du thème de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale, avait une importance également sur le plan pratique de la politique, ainsi il suivait aussi les arrières pensées politiques développées dans ce contexte historique révolutionnaire.

Le théoricien le plus connu pour la souveraineté populaire est, sans doutes, Jean-Jacques Rousseau dont les pensées y relatives sont, les plus clairement, explicitées dans son œuvre écrit « Du contrat social ». ⁷ Les éléments politiques, voire même idéologiques sont, bien sûr, très présents dans sa pensée, ainsi que ses critiques le relèveront par la suite, ils sont souvent en avant par rapport à la réalité sociale qu'il a décrit. C'est une telle réflexion qui a conduit à la création de notions très complexes qui ont chargé encore plus la théorie de la souveraineté et qui ont mené souvent à des impasses théoriques.

La base de la théorie de Rousseau est que la souveraineté n'existe pas en tant que réalité sociale mais elle résulte de la constitution de l'État. Les peuples vivant dans l'état naturel, qui est une notion souvent reprise, mais difficilement percevable de la théorie de Rousseau, pouvant être considérée comme un premier élément du « mythe » de la théorie de la souveraineté populaire, sous forme d'un contrat social, précèdent la constitution de l'État. Pour cela, il y a besoin d'une « intention » contractuelle qui prendra forme dans la « volonté générale », un autre terme particulier et extrêmement lourd de la théorie. Cette volonté générale remplit, en réunissant les volontés individuelles du peuple, la souveraineté. Par le contrat social, d'une volonté générale donc, de plus, le peuple qui est donc l'ensemble des individus, attribuera, en tant que titulaire de droit, la souveraineté à l'État tout en résiliant de son exercice.

La toute première prémisse du concept est de considérer que les individus composant le peuple ne sont pas, chacun d'entre eux, titulaires de la souveraineté, ils ne constituent le souverain que dans leur ensemble. Ainsi que Rousseau l'a souligné, si le peuple s'était composé de dix mille individus, l'un d'eux n'aurait possédé qu'une dix-millième part de la souveraineté ainsi n'aurait

⁷ Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Paris, Hachette, 1978

pas pu être considéré comme son titulaire. C'est cette problématique qui représente une première difficulté dans la théorie de la souveraineté populaire.

Car il est vraiment difficile de reconnaître ainsi le véritable sujet, titulaire de la souveraineté. Si c'est le peuple, cela voudrait dire – ainsi que l'auteur l'a souligné – que tous les membres du peuple, tous les citoyens en possèdent. Mais, puisque la souveraineté est un pouvoir, une faculté indivisible, pour en pouvoir nommer le « propriétaire », nous devons considérer le peuple comme un seul titulaire qui est particulièrement compliqué d'être apprécié comme tel.

Pour pouvoir présenter ce peuple comme un ensemble uni, capable d'être titulaire d'un tel droit, l'auteur nous suggère la notion de la volonté générale. Une telle volonté générale, par contre, est déjà vraiment difficile de retrouver dans les sociétés, la théorie s'éloigne ainsi de la réalité sociale.

L'élément suivant de sa pensée : le transfert de la souveraineté à l'Etat complique d'autant plus la théorie, puisque même si cette étape nous relie à la réalité sociale où le pouvoir sera effectivement exercé par les représentants de l'Etat, il est difficile de dire que comme l'a présenté Rousseau, l'Etat aurait été la forme passive du corps social issu de la volonté générale alors que sa forme active aurait été le souverain, lui-même.

Le seul instrument constitutionnel élaboré justement sur la base de la théorie de Rousseau et pouvant être réalisé dans la pratique politique est la démocratie directe. Mais même par rapport à cette voie de la démocratie directe, l'on oppose de nombreux arguments, souvent de caractère pratique, mais aussi de nature théorique, il suffit de penser à la problématique de la majorité qui n'incarnerait pas toujours cette volonté générale.

Il n'est pas donc par hasard si cette théorie a été reprise, dans la pratique politique de la Révolution, souvent par ceux qui avaient pour objectif d'établir un système dictatorial, loin d'être démocratique, en utilisant le « mythe » de la volonté générale comme une raison justificative de leur action politique croyant que leur volonté peut être présentée comme la « volonté générale » du peuple souverain.

Néanmoins, il est indéniablement important de souligner que l'idée de la souveraineté populaire est toujours présente parmi les dogmes constitutionnels et malgré son caractère théorique parfois contradictoire, elle est devenue une véritable pierre angulaire de la construction constitutionnelle des Etats démocratiques modernes. Lorsque l'on parle de la crise des démocraties modernes, il est patent que l'idée que les individus composant la communauté, présentés comme seuls titulaires du droit au pouvoir suprême, doit avoir sa place dans la pensée politique et constitutionnelle même de nos jours et si les bases théoriques sont plutôt éloignées de la réalité sociale, il n'en reste pas moins que la réalité politique doit en tenir compte.

Une autre théorie sur la souveraineté, issue également de la Révolution et de cette même problématique de remplacer le monarque souverain d'un autre titulaire du pouvoir suprême, est celle de la souveraineté nationale, beaucoup plus pragmatique et surtout, moins chargée de contradictions

théoriques. C'est la souveraineté nationale qui influencera encore plus que la souveraineté populaire, la structure constitutionnelle française, et qui mérite d'être étudiée comme un élément important même sous l'aspect du droit comparé pour apprécier l'influence de la pensée constitutionnelle française dans le monde. La souveraineté nationale même si elle est plus simplifiant, dans son pragmatisme, que la souveraineté populaire et pourrait ainsi présenter des risques pour la stabilité démocratique, dans la réalité constitutionnelle moderne ces risques peuvent être évités et justement c'est cette théorie qui servira de base au maintien de la stabilité.

La notion de la souveraineté nationale apparaît comme telle pour la première fois dans le pamphlet sur le tiers-Etat de Sieyès.⁸ Selon l'abbé, la souveraineté n'est pas au peuple mais bien à la Nation. Et par cette simple abstraction, presque toute difficulté théorique majeure de la théorie de Rousseau peut être écartée. Ces difficultés consistaient surtout à savoir comment assurer le lien entre le peuple et l'Etat, or, dans la théorie de la souveraineté nationale, la nation en tant que notion plus abstraite, certes, artificielle, a permis, enfin, du point de vue du droit constitutionnel, de retrouver le lien entre titulaire de la souveraineté et ceux qui le représentent et exercent ce pouvoir suprême. Cela reste important même si dans les constitutions modernes la nation et le peuple deviendront souvent presque des synonymes.

Il est à noter que si Sieyès a utilisé cette notion, ce n'était pas dans un souci de l'élaboration d'une théorie constitutionnelle mais surtout pour servir à justifier ces idées politiques. Comme il a déclaré ouvertement par l'introduction de la notion de la nation, il voulait exclure certaines couches sociales de l'exercice du pouvoir. A son opinion, ni la noblesse ni les couches sociales appauvries ne devaient pas participer à la vie politique mais bien c'est à la bourgeoisie émergente que le pouvoir suprême et son exercice revenait.

Mais en faisant abstraction des débats et des buts politiques de l'époque, il est facile de reconnaître toute la portée théorique que cette notion offre à l'analyse du droit public et des sciences politiques. Par l'émergence de la notion de la Nation, la souveraineté a trouvé son titulaire, même dans un système démocratique, suite à la défaite des monarchies. C'est donc la souveraineté nationale qui peut assurer le fondement théorique nécessaire – même si au moment de son élaboration, elle voulait, d'abord, permettre la restriction de la participation de certaines couches sociales dans la vie politique, et que si en théorie, elle permet de faire ainsi, quoique c'est plutôt, comme cela a été souligné, la théorie de la volonté générale révolutionnaire qui peut servir de telles fins politiques – à la constitution des Républiques démocratiques modernes.

Le plus grand mérite de la souveraineté nationale qu'elle va dans le sens de la démocratie représentative qui par la théorie de la souveraineté populaire serait difficile d'établir sans faire abstraction, et qui est un élément constitutionnel incontestablement très important dans tous les Etats modernes.

⁸ Emmanuel-Joseph Sieyès, *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?*, Paris, Flammarion, 1995

Il est donc logique que c'est la théorie de la souveraineté nationale, certes, moins impressionnante du point de vue théorique, mais beaucoup moins chargée de contradictions théoriques éventuelles, qui a été retenue dans presque tous les documents constitutionnels français à l'exception de la Constitution de 1793, qui, pour des raisons historiques connues, n'est jamais entrée en vigueur.⁹

Ainsi en France, le choix entre la souveraineté populaire et la souveraineté nationale a été fait au bénéfice de la théorie plus claire de la souveraineté nationale. Il est à noter que même si sont nombreux les pays qui font appel à l'expression de la souveraineté populaire dans leurs constitutions nationales, souvent le véritable modèle retenu par la structure constitutionnelle de ces pays, est plus proche à la théorie de la souveraineté nationale.

Il est également à rappeler que de toute manière, la souveraineté populaire a rejoint en quelque sorte, la souveraineté nationale, comme le témoigne la Constitution de la V^e République qui dispose que « la souveraineté nationale appartient au peuple ». Cela veut dire que finalement la Nation – comme dans un Etat moderne et démocratique, cela doit être respecté – est composée du peuple, pour autant, la Nation et le peuple ne peuvent pas devenir des notions véritablement synonymes, car elles sont issues d'autres contextes historiques et politiques, et présentent surtout des niveaux d'abstraction très différents.

Des débats théoriques : la souveraineté, l'Etat et le pouvoir suprême – Carré de Malberg, Duguit et Hauriou

Au début du XX^e siècle, au sujet des débats relatifs aux théories de la souveraineté, de nombreux constitutionnalistes français ont tenté de clarifier la situation en essayant de trouver le chemin qui permet de sortir du labyrinthe de cette notion. Tous ces auteurs s'intéressaient, avant tout, à l'Etat comme entité juridique, et c'est ainsi qu'ils sont tombés sur la notion de la souveraineté, considérée toujours – même en cas de sa négation – comme notion de base pour décrire l'Etat.

En jugeant les approches théoriques précédentes insuffisantes et surtout eu égard à des contradictions théoriques soulevées par rapport à ces théories, ces professeurs ont tenté de réintégrer leurs théories dans un système de réflexion centré sur les réalités sociales comme le positivisme, dans l'air du temps, l'exigeait. Ces tentatives ont mené à la transformation, parfois au remplacement, ou encore, ainsi que nous le constaterons, à la négation même de la souveraineté, en tout cas, de nouveaux points de référence devaient être retrouvés et surtout de nouveaux éléments importants de la théorie, notamment en ce qui concerne la limitation du pouvoir suprême, ont été élaborés.

⁹ Bien entendu, l'expression « la souveraineté populaire » apparaît dans de nombreux documents constitutionnels français, mais sa théorie ne devient jamais la théorie fondatrice de ces structures constitutionnelles.

Il est constant que l'Etat ne peut pas être défini sans pouvoir suprême. Sur cet aspect, tous ces auteurs sont revenus aux origines, à la notion bodinienne de la souveraineté. De même, ils ont essayé de débarrasser la théorie des contradictions qui se sont accumulées autour de cette notion, pour émerger une théorie d'Etat transparente et cohérente et du point de vue de la théorie du droit et du droit constitutionnel et pour les fins d'études sociales et politiques.

Carré de Malberg – retour à la notion de la souveraineté populaire

L'un des juristes positivistes le plus connu de sa génération, le professeur Carré de Malberg qui, peut-être en raison de son origine alsacienne, a été, à part des auteurs constitutionnels français, profondément influencé par des auteurs juridiques allemands et par leurs systèmes dogmatiques aussi. Dans son œuvre le plus général intitulé *Contribution à la théorie générale de l'Etat*,¹⁰ il essaie de retrouver une position adéquate par rapport à l'essentiel du pouvoir public suprême.

Lors de la définition des bases de l'Etat, l'auteur a mis un accent important sur la notion de la population, sur sa clarification. Il a consacré notamment une description importante, cela est l'une des nombreuses particularités de son œuvre, aux analyses historiques. C'est ainsi qu'il a étudié, en détails, la transformation de la population en communauté politique, ce développement a joué, par la suite, un rôle important lors de l'élaboration de la notion de la souveraineté aussi.

Malberg a essayé ainsi de retourner à l'idée de la souveraineté populaire qu'il a jugé plus souhaitable. Par contre, il a voulu éviter les notions plutôt obscures de la théorie de Rousseau et surtout les contradictions qui en découlaient. C'est ainsi qu'il a nié l'existence des actes juridiques décrits par Rousseau et il a ramené l'Etat et ainsi l'émergence du pouvoir suprême au comportement historique réel des individus, à leur accord tacite.

L'importance de son concept positiviste réside dans le fait qu'il a tenté d'expliquer la théorie, critiquée pour ses contradictions abstraites, en la ramenant à une réalité historique plutôt « idéaliste ». Il nie les racines « naturelles » de la souveraineté ainsi que son caractère « absolu ».

Un autre mérite incontestable de sa théorie est de distinguer la souveraineté comme indépendance, c'est-à-dire son contenu négatif, de la souveraineté positive, la faculté d'agir. Ainsi que nous l'avons déjà constaté, même si de l'œuvre de Bodin, cette distinction ressort clairement, pour les auteurs qui lui succédaient, par contre, c'est justement cette différenciation qui était source des difficultés majeures.

Il est également très intéressant de voir, surtout aujourd'hui en rapport avec l'évolution de l'intégration européenne, le développement de l'auteur relatif aux Etats fédéraux. Malberg a essayé justement de souligner le caractère de pouvoir

¹⁰ Raymond Carré de Malberg, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, Paris, Sirey, 1920

suprême de la souveraineté en niant la souveraineté des Etats fédéraux. Le résultat de sa longue réflexion est que dans un tel Etat ni l'Etat fédéral ni les Etats fédérés ne pouvaient pas être considérés comme souverains, puisque ni l'un ni l'autre des deux niveaux n'a pas de pouvoir absolu.

Un autre mérite important de Malberg est d'aboutir, d'après les analyses des auteurs allemands, en ramenant l'idée de la souveraineté à la souveraineté populaire, lorsqu'il désigne en tant que titulaire actif et passif de ce pouvoir le peuple, lui-même, tout en réservant l'exercice de la souveraineté, suite à son transfert à l'Etat, à des représentants des institutions, en examinant également la problématique de la légitimité, à la limitation de la souveraineté par des droits – s'agissant d'un auteur positiviste – positifs.

L'auteur a souligné qu'il n'y avait pas de contradictions entre le caractère absolu de la souveraineté et le fait qu'elle peut et doit être l'objet de limitation, de son opinion, il s'agissait, par là, de l'autolimitation de l'Etat en tant que « commissaire » de la souveraineté. L'Etat de droit est une obligation majeure qui nécessite que les règles définies par le souverain soient respectées par toute personne, y compris la personne suprême de droit public, c'est-à-dire par l'Etat aussi.

En conclusion, nous pouvons dire que le travail de Malberg, relatif à la notion de la souveraineté, a tenté de définir la souveraineté comme le véritable pouvoir suprême de l'Etat, comme un « droit positif », il est sorti ainsi du cercle imposé par la philosophie des Lumières. Il a décrit la constitution de l'Etat comme une procédure historique réelle, d'autre part, il a reconnu l'importance de la constitution de l'Etat ainsi que de la limitation de l'action de l'Etat par le droit.

Duguit – la négation de la souveraineté

Il est incontestable que parmi les trois auteurs cités, c'est Léon Duguit qui est allé le plus loin dans les critiques de la théorie de la souveraineté en niant tout simplement l'existence de la souveraineté comme droit subjectif, de plus, en niant également que l'Etat possédait un pouvoir suprême. Son approche est extrêmement positiviste. Il a écarté la possibilité théorique de la constitution de l'Etat par une construction juridique abstraite en fondant sa théorie de l'Etat qui est plus sociologique que juridique, uniquement sur les faits sociaux.

L'ouvrage le plus complet sur tous ces aspects de Duguit est son *Traité de droit constitutionnel*,¹¹ dans lequel il a exposé, d'une manière très claire, sa position sur l'Etat et le pouvoir suprême de celui-ci.

Son œuvre est, en gros, la négation des théories précédentes. De son point de vue, sa théorie est infaillible, car il est le seul auteur qui a comme point de départ la réalité sociale, ainsi sa théorie de l'Etat repose sur des faits incontestables. Nous devons, tout de suite, remarquer que c'est justement ce point de départ

¹¹ Léon Duguit, *Traité du droit constitutionnel*, Paris, 1926.

restreint qui permet de critiquer la théorie, car il a nié ainsi, en gros, l'existence même du droit, pourtant un élément social indéniable.

Duguit a traité, d'une manière plutôt simplifiante, le développement de la théorie de la souveraineté. De son opinion, il a fallu voir clair, avant tout, l'objectif de Bodin qui, par sa théorie, avait voulu donner des motifs juridiques au pouvoir du souverain. Cette constatation semble être vraie, mais il est plutôt contestable qu'il qualifie, à partir de là, toute la théorie bodinienne comme contradictoire. Il a présenté comme l'unique apport de la Révolution de remplacer le monarque par le peuple en tant que l'origine du pouvoir. Par là, il a dit qu'une nouvelle religion avait été créée, qui n'était pas adéquate, non plus, à décrire la qualité réelle de l'Etat.

Duguit a nié donc que la souveraineté existait comme droit subjectif. Il a estimé que même la notion du droit subjectif était contradictoire dans la lecture positiviste du droit qu'il appliquait.

Il a nié également la personnalité juridique de l'Etat qu'il a jugé comme une abstraction inutile, il a pensé qu'aucun fait ne soutenait qu'un Etat aurait possédé une telle personnalité, une telle théorie était impensable dans une réflexion qu'il pouvait considérer comme scientifique.

Par contre, même Duguit ne met pas en cause l'existence du pouvoir étatique, car ce dernier fait partie de la réalité positive. Selon son opinion, il s'agissait simplement d'un état de fait. L'Etat est constitué lorsque les plus forts s'acquièrent du pouvoir et constituent une couche sociale qui règne sur les autres. Il a préféré ainsi de parler non pas d'un pouvoir de l'Etat mais d'un pouvoir politique qu'il n'a pas qualifié comme une institution juridique mais plutôt comme un fait social. Il a reconnu, tout de même, que pour le faire émerger, il y avait besoin d'un accord, au moins, tacite de la société qu'il a présenté comme un fait historique.

Le résultat de sa théorie est que le pouvoir politique ne serait que le privilège de certains. C'est leur volonté qui serait décisive, que reflètent les actes de l'Etat, c'est-à-dire une certaine réalité sociale remplace le pouvoir de l'Etat. La théorie est quelque peu nuancée par les idées relatives à la légitimité, à travers desquelles il pose comme limite du pouvoir, l'action qui serait socialement correcte.

A titre de conclusion, il est à constater que l'apport essentiel de la théorie de Duguit est d'ôter la souveraineté de ses « mythes » théoriques en voulant permettre ainsi son appréhension purement scientifique. De même, il est constant qu'il a détruit ainsi même ce niveau d'abstraction qui est nécessaire pour la bonne perception de la notion. Il est incontestable que l'action de l'Etat est si complexe que, parallèlement à l'approche purement sociologique, l'analyse juridique, notamment du point de vue du droit constitutionnel, est également pertinente, puisqu'une telle analyse serait uniquement capable de bien circonscrire la réalité politique. Et pour le faire, comme les critiques contemporaines de la théorie de Duguit le soulignent, seule la souveraineté nous rend les moyens théoriques nécessaires. Par contre, l'approche sociale, voir sociologique, a ouvert de

nouveaux horizons à l'étude de la souveraineté, c'est ainsi, par exemple, que la problématique des intérêts représentés est arrivée au cœur des débats en ouvrant des champs d'études aux sciences politiques.

Hauriou – « l'institutionnalisation » de la souveraineté

Parmi ces trois théoriciens de droit, c'est sûrement Maurice Hauriou, doyen à Toulouse qui avait présenté l'approche la plus pratique dans son ouvrage principal en droit constitutionnel.¹² Son concept est également un concept positiviste mais l'analyse positive l'a amené à décrire, d'une manière scientifique, la réalité juridique.

L'attachement de sa réflexion à la réalité juridique ressort dès le début de son ouvrage lorsqu'il a expliqué la constitution de l'Etat. Car Hauriou a décrit l'Etat simplement comme un fait de droit coutumier. Il a estimé que le fondement d'Etat ne reposait pas sur des « referendums » au quotidien, mais sur une coutume de plusieurs siècles, selon laquelle les individus, les citoyens transféraient l'exercice du pouvoir suprême à l'Etat.

De son opinion, l'accord des citoyens soumis au pouvoir de l'Etat, créait le droit incontestable à l'exercice de ce pouvoir. L'existence de ce droit n'est pas influencée par la question de la légitimité. L'approche positiviste, pour lui, ne pouvait surtout pas nier le pouvoir de l'Etat, car il est un fait historique de plusieurs siècles.

Pour le maintien du pouvoir étatique, c'est-à-dire pour garder la souveraineté, il ne suffisait pas, par contre, un droit coutumier fondé sur un accord tacite de la population de l'Etat. Si l'existence positive d'un tel pouvoir public ne l'exigeait pas, son maintien stable nécessitait déjà l'institutionnalisation de la souveraineté.

Cette idée d'institutionnalisation était, par la suite, omniprésente dans la théorie d'Hauriou qui, sous un premier regard, pouvait sembler simplificatrice mais qui, sans aucun doute, suivait de près les réalités sociales. C'est ainsi qu'elle a désigné les institutions constitutionnelles comme responsables pour l'exercice du pouvoir suprême de l'Etat. Ces institutions sont de telles natures juridiques positives qu'elles sont seules aptes à être commissaires d'un tel droit d'agir.

La théorie d'Hauriou donc, quoiqu'elle respectait les cadres positivistes, s'est penchée, l'on pourrait dire, d'une manière implicite, vers l'idée de la souveraineté nationale. Selon Hauriou, le pouvoir suprême de l'Etat est une réalité objective qui ne peut être nié dans aucun Etat existant. Il a souligné, à plusieurs reprises, le caractère autonome et indépendant du pouvoir étatique. Ce pouvoir étatique est exercé, pour lui, par les institutions constitutionnelles. Il a jugé opportun que, dans un souci d'assurer la stabilité de la structure, ces institutions aient été réglementées

¹² Maurice Hauriou, *Précis du droit constitutionnel*, Paris, 1929

par des dispositions juridiques écrites, d'autant plus que ces dispositions pouvaient également assurer la limitation nécessaire à l'exercice de ce pouvoir, car l'exercice du pouvoir par une minorité – ceux qui sont au pouvoir – n'était acceptable que dans un cadre juridiquement déterminé.

Nous pouvons donc constater, d'une manière générale, qu'au début du XX^e siècle, grâce à l'implantation des moyens d'analyse du positivisme en droit public, la notion de la souveraineté, prise en usage de la Révolution française, d'après sa première définition donnée par Bodin, d'une manière encore une fois retravaillée, est finalement canonisée en droit constitutionnel. Les théoriciens de droit de l'époque, bien qu'ils aient ôté la souveraineté de sa force « mythique », ont réussi à la définir, sous un angle scientifique, et ils y ont opposé des exigences constitutionnelles très importantes telles que celle de l'Etat de droit ou encore celle de la légitimité politique.

La souveraineté au XXI^e siècle – les débats actuels autour de la notion

En conclusion de cette étude, nous essaierons de voir comment ces questions autour de la définition de la souveraineté, de son caractère important, du point de vue de la constitution de l'Etat, et pour l'exercice du pouvoir étatique, mais aussi pour sa limitation, peuvent être examinées et retravaillées dans les contextes politiques et sociologiques actuels, notamment en vue de l'intégration européenne. Pour ce faire, d'une part, nous nous baserons sur l'évolution actuelle de la théorie en France, et c'est surtout d'une manière indirecte que nos débuts de conclusions, à travers de cette réflexion, pourront être tirés.

Tout d'abord, il est à noter que le modèle français de la souveraineté correspond parfaitement à ce que la Constitution de la V^e République en dispose. Il est constant que la Constitution en vigueur reprend les termes de la Constitution de la IV^e République en son libellé en disposant que « la souveraineté nationale appartient au peuple », qui cachent quelques contradictions théoriques, néanmoins, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, une telle référence au peuple semble être plutôt formelle, la structure constitutionnelle française actuelle suit plutôt la théorie de la souveraineté nationale.

Bien entendu, il s'agit d'un système constitutionnel basé sur la démocratie indirecte où la Nation est composée de l'ensemble des citoyens français, mais dans lequel la démocratie est, de règle générale, indirecte, les moyens de la démocratie directe ne sont appliqués qu'à titre accessoire, voire d'une manière exceptionnelle et les mandats obtenus des représentants du peuple restent des mandats libres.

C'est le modèle de la souveraineté nationale qui justifie également le système constitutionnel semi-présidentiel avec des prérogatives présidentielles fortes : une particularité de la structure constitutionnelle

française qui a subi des modulations importantes mais qui témoigne toujours cet attachement spécifique à un concept constitutionnel basé sur la théorie de la souveraineté nationale et qui en est ainsi un exemple très caractéristique. Il est bien connu qu'en France, le président de la République dispose des compétences importantes, conformément à la Constitution, même en dépit de l'Assemblée nationale, notamment dans le domaine législatif. Il en disposait bien avant que son mandat prenne l'origine démocratique directe par son élection au suffrage universel. Et quoique cet élément soit encore plus nuancé, de nos jours, par l'introduction du quinquennat présidentiel et un agenda électoral qui relie les élections présidentielles aux élections législatives, un tel système, difficile à comprendre pour un constitutionnaliste habitué à des démocraties parlementaires, ne s'explique, très clairement, que par un concept constitutionnel fortement déterminé par l'idée de la souveraineté nationale. Il en va de même, même si nous prenons en considération aussi les modulations constitutionnelles introduites par la réalité politique des périodes de cohabitation à partir du début des années 90.

La théorie de la souveraineté nationale, dont l'ancrage est donc également prouvé par l'exemple mentionné, ne subit les premiers chocs qu'avec l'approfondissement de l'intégration européenne. Il est patent que si les débats autour de ces questions ont abouti à un certain terrain d'entente mutuelle dans ces dernières années, des réponses doivent être recherchées encore, notamment plus en droit constitutionnel qu'en droit de l'Union européenne afin d'arriver à un point de conciliation théoriquement acceptable.

Il est clair qu'en France déjà l'applicabilité directe et la primauté du droit de l'Union a posé des difficultés majeures et aux théoriciens et aux praticiens du droit. Les juges français, notamment les juges administratifs, y compris surtout le Conseil d'Etat, ont eu du mal à accepter que les sources juridiques de l'Union européenne bénéficieraient d'une suprématie à l'encontre de la volonté générale populaire, issue de la théorie de la souveraineté, même si justement par le biais de la souveraineté nationale, mise à la disposition des institutions républicaines.

Et le Conseil constitutionnel avait également procédé à des « casse-têtes » importants pour expliquer comment l'Union européenne a pu se voir dotée, aujourd'hui, des compétences aussi importantes et surtout aussi directement liées à la souveraineté nationale, comme, par exemple, l'émission de la monnaie – d'autant plus qu'une telle compétence revient à la Banque centrale européenne qui, pour ainsi dire, bénéficie d'une légitimité démocratique extrêmement réduite. Des révisions constitutionnelles devaient être exécutées, notamment, par exemple, pour la ratification du Traité de Maastricht, pour pouvoir atténuer l'incompréhension et surtout garder une certaine cohérence dans le système. La souveraineté demeure une et indivisible, mais le transfert des compétences était nécessaire pour suivre la réalité politique du système d'intégration.

3757

alt. 2

XA 191106

En effet, les révisions constitutionnelles ne permettent pas, non plus, de donner des réponses théoriquement soutenables à la problématique soulevée. Tout simplement, les nouvelles dispositions constitutionnelles consacrent le transfert de nouvelles compétences toujours plus importantes mais la question à savoir jusqu'à quel point la souveraineté nationale française peut être limitée, ne sera pas répondue par de telles réponses efficaces pour l'approfondissement européen, certes, mais en même temps très occasionnées selon la pratique politique. Or, la question est plus pertinente que jamais, car le droit de l'Union prévoit même, par exemple, de nos jours, à se substituer au pouvoir constituant en exigeant, par le biais des traités, l'adoption d'une telle ou telle disposition constitutionnelle.

Dans ce contexte, les juges qui doivent sûrement faire preuve d'une modération très importante, et surtout d'une compréhension des autres, c'est-à-dire des juges de l'autre ordre juridique, jouent un rôle essentiel. N'oublions pas que déjà le caractère spécial de l'ordre juridique de l'Union a été élaboré et déclaré par les juges, pour cet aspect, bien sûr, communautaires de l'époque. Or, de sa part, le juge constitutionnel français ne peut pas rester tacite vu les évolutions. La réponse qu'il a donné jusqu'à présent, reste dans les limites du politiquement très correct, en appelant pour réserve à l'approfondissement européen, les conditions essentielles à l'exercice de la souveraineté nationale qui ne peuvent pas subir aucune atteinte.

La présente étude n'a pas pour mission d'éclaircir cette expression qui, bien entendu, doit être approfondie en vue des constatations que nous avons déjà exposées tout au long de nos analyses. Nous nous permettons simplement, en guise d'ouverture à la réflexion, de faire mention aussi de la notion de l'identité constitutionnelle nationale, introduite par le droit de l'Union européenne, exigeant une protection importante de cette dernière, qui justement, par une appréhension adéquate en droit constitutionnel français, permettra, à juste titre, d'attribuer un contenu bien mérité à la souveraineté nationale, revue à cette fin, mais restant fidèle à sa longue histoire. Sans vouloir bloquer, les freins constitutionnels peuvent et doivent être retrouvés, si ce n'est que dans l'objectif de la limitation du pouvoir, cette fois, européen, déjà, et ce travail revient, comme nous l'avons déjà mentionné, aux juges, notamment aux juges constitutionnels, pour la souveraineté nationale, pourquoi pas français. Ainsi comme écrivait le poète hongrois à l'époque de la Révolution française que nos regards attentifs « se fixent sur Paris » pour voir l'évolution de notre histoire constitutionnelle européenne.



X 210931